

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 06 mai 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 06 juin 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 25 mars 2013.....31

Délibérations et annexes31 à 241

TOME II/ II

Délibération et annexes 242 à 411

Décisions et annexes412 à 492

Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,


Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 06 mai 2013 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 25 mars 2013.
- Ordre du jour de la séance du 06 mai 2013.
- Synthèses des affaires du 06 mai 2013.

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du lundi 6 mai 2013
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL**

M^{me} le Maire Adoption de l'ordre du jour

M^{me} le Maire Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

M^{me} le Maire Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Prévention des risques

**Serge
FLEURENCE** 1 Convention pour la mise à disposition des fichiers cartographiques liés à la prévention
du risque inondation

Jeunesse- Vie étudiante

**Michel
PASSET** 2 Carte Été Jeunes 2013 Attributions à titre gratuit

**Michel
PASSET** 3 Faculté des Sciences-Université de Montpellier 2 Attribution d'une subvention dans le
cadre de la 8ème édition du concours national « Faites de la Science » Exercice 2013

Développement économique, tourisme

**Marc
DUFOUR** 4 Office du tourisme de Montpellier - Classement en catégorie I - Approbation

**Marc
DUFOUR** 5 Convention d'occupation du domaine public - Kiosques à journaux Place Edouard
Adam et Corum - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Prévention, environnement, santé

**Jacques
TOUCHON** 6 Mise en conformité du Parc Darwin Demande d'autorisation de défrichement

Actions solidaires

**Christiane
FOURTEAU** 7 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité
Exercice 2013

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

- | | | |
|----------------------------|----|--|
| Philippe
THINES | 8 | Délégation de Service Public Parc de stationnement Nouveau Saint-Roch Délibération de principe |
| Philippe
THINES | 9 | Dénomination de voies et d'espaces publics |
| Philippe
THINES | 10 | Convention constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue PAUL RIMBAUD Entre la rue d'ALCO et la rue de l'OASIS |
| Philippe
THINES | 11 | Maintenance et travaux de voirie Autorisation de signer le marché |
| Philippe
THINES | 12 | Paysage et Biodiversité Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013 |
| Régine
SOUCHE | 13 | Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions |
| Régine
SOUCHE | 14 | Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des manifestations en milieu festif Demande de subventions 2013 |
| Régine
SOUCHE | 15 | Exploitation des logiciels Municipol, Canis et Géoprévention pour la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique Autorisation à signer le Marché Négocié |
| Régine
SOUCHE | 16 | Règlementation et Tranquillité Publique Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013 |

Culture et patrimoine

- | | | |
|----------------------------|----|--|
| Philippe
SAUREL | 17 | Convention de partenariat entre les Villes de Clermont-Ferrand et de Montpellier autour de l'exposition « La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire. 1934 – 1938. » |
| Philippe
SAUREL | 18 | Convention de partenariat entre le Musée International des Arts Modestes (MIAM) de Sète et la Ville de Montpellier autour de l'exposition « Manuel Ocampo » au Carré Sainte-Anne |
| Philippe
SAUREL | 19 | Convention de partenariat Projeté - Architecture et Cinéma - Entre l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon – Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon, L'Ordre Régional des Architectes Languedoc Roussillon, La Ville de Montpellier |
| Philippe
SAUREL | 20 | Tournage du long métrage Métamorphoses Convention de partenariat avec les Films Pelléas |
| Philippe
SAUREL | 21 | Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013 |
| Philippe
SAUREL | 22 | Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2013 |
| Philippe | 23 | Attribution de subventions à cinq galeries associatives d'art contemporain Convention |

SAUREL		de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	24	Attribution d'une subvention à l'association Les galeries de Montpellier Art contemporain Convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	25	Attribution de subventions Convention de partenariat à l'association Attitude Exercice 2013
Philippe SAUREL	26	Association Music Events Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	27	Boutographies 2013 Acquisition de tirages réalisés par Camilla de Maffei, lauréate du Prix du Jury
Philippe SAUREL	28	Culture et patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Rénovation urbaine - Logement social

Christian BOUILLE	29	QUARTIER DES CÉVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives
Christian BOUILLE	30	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Christian BOUILLE	31	PROJET DE RENOVATION URBAINE Adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine Approbation

Petite enfance

Françoise PRUNIER	32	Convention de partenariat entre le Département et la Ville pour le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels du Service d'Accueil Familial (SAF) et des multi-accueil collectifs et familiaux gérés par la Ville
Françoise PRUNIER	33	Désaffectation de locaux scolaires de l'école primaire Baudelaire en vue de la création d'un 6ème Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) dans le quartier des Cévennes
Françoise PRUNIER	34	Programme 2013 de travaux dans les crèches et haltes garderies municipales. Demandes de subventions
Françoise PRUNIER	35	Signature de l'avenant n°1 au Marché Public de réservations de berceaux auprès de crèches d'entreprises - Reprise de gestion de la crèche "Les Jardins de Flore" par "Bébébiz"

Vie associative, Maisons pour Tous

Sophie BONIFACE-PASCAL	36	Maison pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit
Sophie BONIFACE-PASCAL	37	Dénomination locaux associatifs situés 2 rue des Tourterelles

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et

des énergies

- Frédéric TSITSONIS** 38 Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions
- Frédéric TSITSONIS** 39 Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux - Lot n° 1 : Désamiantage, Démolitions - Résiliation du marché conclu avec MIADE Travaux
- Frédéric TSITSONIS** 40 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions de location
- Frédéric TSITSONIS** 41 Domaine de Grammont Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/Montpellier-Hérault SC SASP Avenant n°1
- Frédéric TSITSONIS** 42 Energie Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013
- Frédéric TSITSONIS** 43 Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques - Autorisation de signer les marchés

Action internationale, jumelages

- Perla DANAN** 44 Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Sherbrooke (Canada)
- Perla DANAN** 45 Mandat spécial, présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.
- Perla DANAN** 46 Action Internationale et jumelages Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013
- Perla DANAN** 47 Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

- Michaël DELAFOSSE** 48 Aménagement du pont de la République sur le Lez Déclaration de projet
- Michaël DELAFOSSE** 49 Projet d'aménagement du pont de la République Autorisation à réaliser les travaux
- Michaël DELAFOSSE** 50 Projet de gare nouvelle de Montpellier Approbation des modalités de concertation proposées par Réseau Ferré de France
- Michaël DELAFOSSE** 51 Quartier de la Pompignane Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes
- Michaël DELAFOSSE** 52 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature ACM Lot n°5C
- Michaël DELAFOSSE** 53 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature ACM Lot n°4B1

Michaël DELAFOSSE	54	ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Lot n°7DE
Michaël DELAFOSSE	55	ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d’ACM (Lot n°6)
Michaël DELAFOSSE	56	Foncier Avenue du Père Soulas Acquisition "Résidence Le Père Prévost"
Michaël DELAFOSSE	57	Foncier Rue François Dezeuze Déclassement domaine public communal Echange ACM/Ville
Michaël DELAFOSSE	58	Foncier Avenue du Pic Saint-Loup Propriété « Indivision LAGET »
Michaël DELAFOSSE	59	Foncier Propriété de la société SOMEREL Acquisition des parcelles AM 43, IW 2 et TN 42
Michaël DELAFOSSE	60	Foncier Rue du Llobregat Vente d'un délaissé de voirie à Mme Lherbet
Michaël DELAFOSSE	61	Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch Immeuble 19 rue Leenhardt Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine
Michaël DELAFOSSE	62	Avenants au marché de fourniture de services de télécommunications
Michaël DELAFOSSE	63	Technologies de l'information et de la Communication Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013
Michaël DELAFOSSE	64	Cotisation à l'association Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) pour l'année 2013
Michaël DELAFOSSE	65	Cotisation pour l'année 2013 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)

Lutte contre l'exclusion

Annie BENEZECH	66	Attribution de subventions à diverses associations de la ville dans le cadre de la thématique exclusion Exercice 2013
-----------------------	----	---

Réussite éducative

Jean-Louis GELY	67	Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2013
Jean-Louis GELY	68	Dérogation aux périmètres scolaires- modalités d'attribution, fonctionnement de la Commission et définition des critères d'admission des demandes
Jean-Louis GELY	69	Participation de la Ville aux séjours de vacances Eté 2013
Jean-Louis GELY	70	Cotisation au Réseau Français et à l'Association Internationale des Villes Educatrices

Logement

Hélène QVISTGAARD 71 Dispositif Clé Montpellier Logement : bilan 2012 et attribution de subvention.

Hélène QVISTGAARD 72 Convention de partenariat et d'objectifs Ville de Montpellier- Conseil Général de l'Hérault- Association Concordia Logis

Sports

Patrick VIGNAL 73 Festival International des Sports Extrêmes(F.I.S.E.) du 7 au 12 mai 2013 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" FISEWAKE du 6 mai au 3 novembre 2013 sur le bassin "Jacques Coeur "

Patrick VIGNAL 74 "Montpellier Beach Masters" 9ème édition du 4 au 9 juin 2013 au Complexe Sportif Béal à la Rauze Convention d'occupation du domaine public

Hervé MARTIN 75 100ème édition du TOUR DE FRANCE Arrivée de la 6ème étape à Montpellier le jeudi 4 juillet 2013 Départ de la 7ème étape de Montpellier le vendredi 5 juillet 2013 Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE

Pistes cyclables

Stéphanie BLANPIED 76 Demande de subventions- Programme Urbain Intégré FEDER Axe stratégique n°1: Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs Mesure 1 Développer et promouvoir les modes de déplacements alternatifs Projet 1.4 Schéma directeur cyclable TRANCHE 2

Ressources humaines

Serge FLEURENCE 77 Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE 78 Allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans

Administration générale, Finances communales

Max LEVITA 79 Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013

Max LEVITA 80 Modification des tarifs sur les amodiations et tarifs pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier

Max LEVITA 81 Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Max LEVITA 82 Organisation des Grandes Villes et Finances Cotisations à des organismes pour l'année 2013

Max LEVITA 83 Cotisations à l'Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales (AACT) pour l'année 2013

Max LEVITA 84 Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max 85 Communication de la ville - Autorisation de signer le marché

Désignation de représentants

**Max
LEVITA**

86 Renouvellement de l'adhésion à la Société Française d'Evaluation Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale

M^{me} le Maire


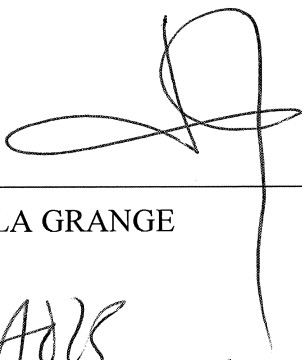
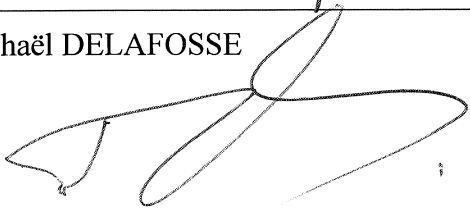



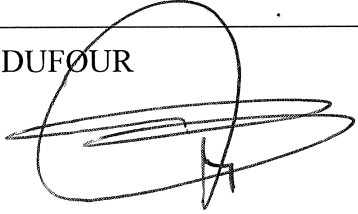

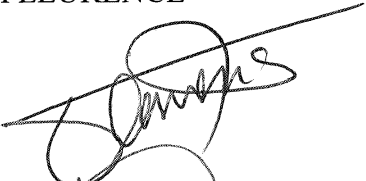

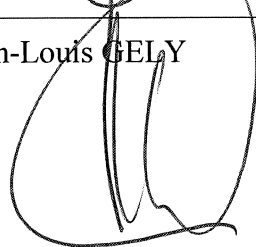

87 Pôle de Recherche et d'enseignement Supérieur (PRES) Sud de France Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration

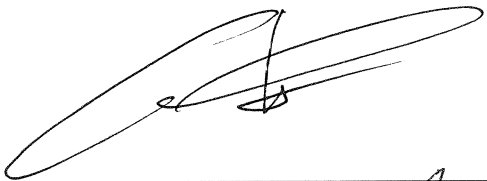
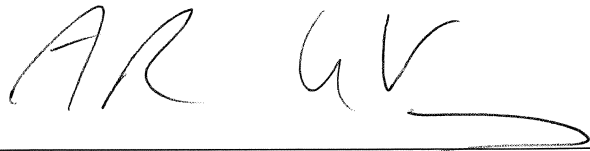
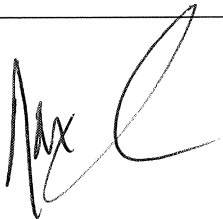

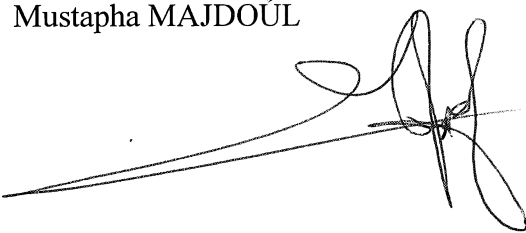
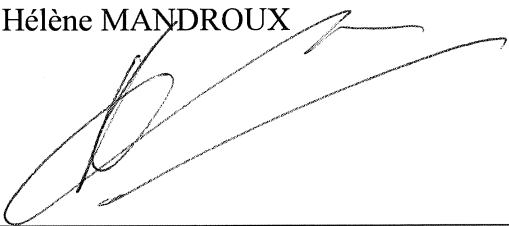
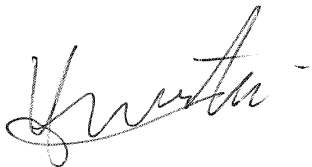



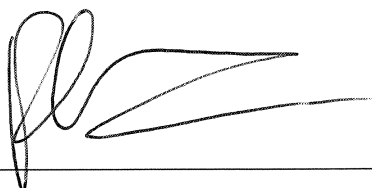
88 Vœu déposé par le groupe EELV-Gauche anti-capitaliste-FASE
Pour une gestion publique de l'eau

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

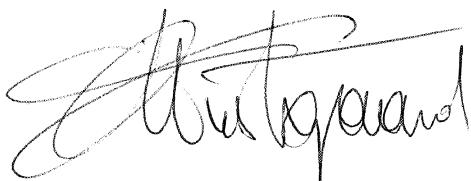
SEANCE PUBLIQUE du 06 mai 2013

Brahim ABBOU	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED <i>Procuration</i>	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 


Magalie COUVERT 	Perla DANAN 
Michaël DELAFOSSE 	Audrey DE LA GRANGE 
Gabrielle DELONCLE <i>procuration</i>	Fanny DOMBRE-COSTE 
Jacques DOMERGUE 	Marc DUFOUR 
Christian DUMONT 	Sarah EL ATMANI
Laure FARGIER	Serge FLEURENCE 
Christiane FOURTEAU 	Jean-Louis GELY 
Arnaud JULIEN	Catherine LABROUSSE 

Gérard LANNELONGUE 	Anne-Rose LE VAN 
Max LEVITA 	Richard MAILHE 
Mustapha MAJDOUL 	Hélène MANDROUX 
Hervé MARTIN 	Jacques MARTIN
Marie MASSART 	Stéphane MELLA
Nadia MIRAoui	Christophe MORALES
Michel PASSET 	Martine PETITOUT
Louis POUGET 	Françoise PRUNIER 

Hélène QVISTGAARD



Jean-Louis ROUMEGAS



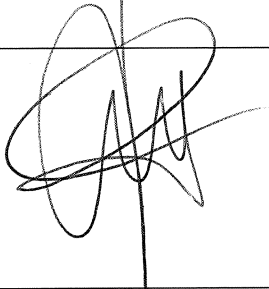
Philippe SAUREL



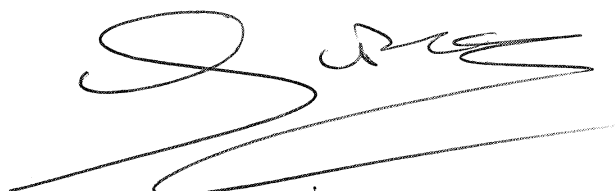
Régine SOUCHE



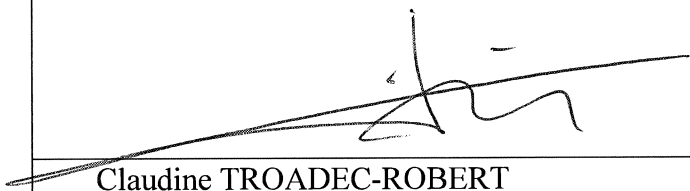
Robert SUBRA



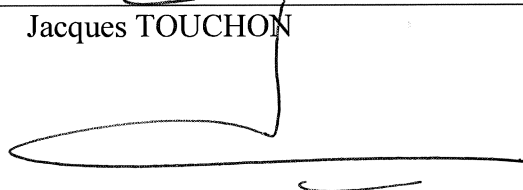
Cédric SUDRES



Philippe THINES



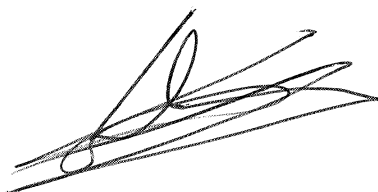
Jacques TOUCHON



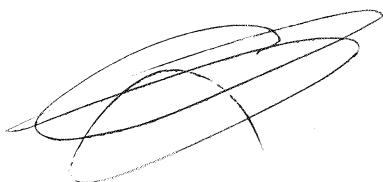
Claudine TROADEC-ROBERT



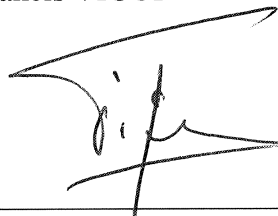
Frédéric TSITSONIS



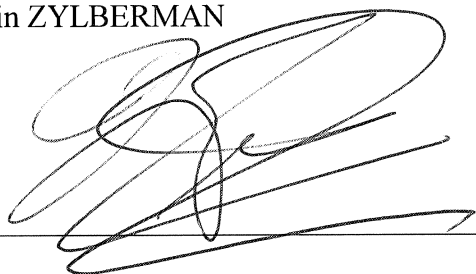
Patrick VIGNAL



Francis VIGUIE



Alain ZYLBERMAN



Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 6 mai 2013

SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : 5

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Prévention des risques

**Serge
FLEURENCE**

- 1 Convention pour la mise à disposition des fichiers cartographiques liés à la prévention du risque inondation

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Jeunesse- Vie étudiante

**Michel
PASSET**

- 2 Carte Été Jeunes 2013 Attributions à titre gratuit

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michel
PASSET**

- 3 Faculté des Sciences-Université de Montpellier 2 Attribution d'une subvention dans le cadre de la 8ème édition du concours national « Faites de la Science » Exercice 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Développement économique, tourisme

**Marc
DUFOUR**

- 4 Office du tourisme de Montpellier - Classement en catégorie I – Approbation

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Marc
DUFOUR**

- 5 Convention d'occupation du domaine public - Kiosques à journaux Place Edouard Adam et Corum - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme QVISTGAARD et M. DOMERGUE (avec la procuration de M. JULIEN) sortent
de la séance.

**Jacques
TOUCHON**

Prévention, environnement, santé

- 6 Mise en conformité du Parc Darwin Demande d'autorisation de défrichement

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Christiane
FOURTEAU**

Actions solidaires

- 7 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité
Exercice 2013

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme QVISTGAARD et M. DOMERGUE (avec la procuration de M. JULIEN)
reviennent en séance.

**Philippe
THINES**

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

- 8 Délégation de Service Public Parc de stationnement Nouveau Saint-Roch Délibération
de principe

Pour : 50
Contre : 2
Abstentions : /
Adopté à la majorité.

M. LANNELONGUE entre en séance.

**Philippe
THINES**

- 9 Dénomination de voies et d'espaces publics

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme COUVERT sort de la séance.

**Philippe
THINES**

- 10 Convention constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier -
Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents
PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue PAUL RIMBAUD Entre la rue
d'ALCO et la rue de l'OASIS

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. SUDRES sort de la séance.

**Philippe
THINES**

- 11 Maintenance et travaux de voirie Autorisation de signer le marché

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 12 Paysage et Biodiversité Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Régine
SOUCHE**

- 13 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de
Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Régine
SOUCHE**

- 14 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des
manifestations en milieu festif Demande de subventions 2013

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. THINES sort de la séance (avec la procuration de M. MELLA).

**Régine
SOUCHE**

- 15 Exploitation des logiciels Municipol, Canis et Géoprévention pour la Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique Autorisation à signer le Marché Négocié

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. THINES entre en séance (avec la procuration de M. MELLA).

**Régine
SOUCHE**

- 16 Règlementation et Tranquillité Publique Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Culture et patrimoine

**Philippe
SAUREL**

- 17 Convention de partenariat entre les Villes de Clermont-Ferrand et de Montpellier autour de l'exposition « La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire. 1934 – 1938. »

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 18 Convention de partenariat entre le Musée International des Arts Modestes (MIAM) de Sète et la Ville de Montpellier autour de l'exposition « Manuel Ocampo » au Carré Sainte-Anne

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 19 Convention de partenariat Projeté - Architecture et Cinéma - Entre l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon – Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon, L'Ordre Régional des Architectes Languedoc Roussillon, La Ville de Montpellier

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme COUVERT et M. SUDRES reviennent en séance.
M. TSITSONIS sort de la séance.

**Philippe
SAUREL**

- 20 Tournage du long métrage Métamorphoses Convention de partenariat avec les Films Pelléas

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 21 Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 22 Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. TSITSONIS revient en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 23 Attribution de subventions à cinq galeries associatives d'art contemporain Convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 24 Attribution d'une subvention à l'association Les galeries de Montpellier Art contemporain Convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. Hervé MARTIN sort de la séance.

**Philippe
SAUREL**

- 25 Attribution de subventions Convention de partenariat à l'association Attitude Exercice 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 26 Association Music Events Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. Hervé MARTIN revient en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 27 Boutographies 2013 Acquisition de tirages réalisés par Camilla de Maffei, lauréate du Prix du Jury

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 28 Culture et patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- Rénovation urbaine - Logement social**
29 QUARTIER DES CÉVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 30 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. ARAGON sort de la séance.

**Christian
BOUILLE**

- 31 PROJET DE RENOVATION URBAINE Adhésion au Club des Maires de la
Rénovation Urbaine Approbation

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. THINES sort de la séance (avec la procuration de M. MELLA).

**Françoise
PRUNIER**

- Petite enfance**
32 Convention de partenariat entre le Département et la Ville pour le suivi des pratiques
professionnelles des assistants maternels du Service d'Accueil Familial (SAF) et des
multi-accueil collectifs et familiaux gérés par la Ville

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Françoise
PRUNIER**

- 33 Désaffectation de locaux scolaires de l'école primaire Baudelaire en vue de la création
d'un 6ème Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) dans le quartier des Cévennes

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Françoise
PRUNIER**

- 34 Programme 2013 de travaux dans les crèches et haltes garderies municipales.
Demandes de subventions

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Françoise
PRUNIER**

- 35 Signature de l'avenant n°1 au Marché Public de réservations de berceaux auprès de
crèches d'entreprises - Reprise de gestion de la crèche "Les Jardins de Flore" par
"Bébébiz"

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Sophie
BONIFACE-
PASCAL**

Vie associative, Maisons pour Tous

- 36 Maison pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit
- Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. THINES revient en séance (avec la procuration de M. MELLA).
Mme PRUNIER et M. PASSET sortent de la séance.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 37 Dénomination locaux associatifs situés 2 rue des Tourterelles
- Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

**Frédéric
TSITSONIS**

- 38 Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions
- Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 39 Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux - Lot n° 1 : Désamiantage, Démolitions - Résiliation du marché conclu avec MIADE Travaux
- Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 40 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions de location
- Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 41 Domaine de Grammont Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/Montpellier-Hérault SC SASP Avenant n°1

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme PRUNIER et M. PASSET reviennent en séance.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 42 Energie Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 43 Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques
- Autorisation de signer les marchés

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme TROADEC-ROBERT et M. ARAGON entrent en séance.
M. Hervé MARTIN et Mme BECCARIA sortent de la séance.

**Perla
DANAN**

Action internationale, jumelages

- 44 Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Sherbrooke (Canada)

Pour : 41
Contre : 6
Abstentions : 5
Adopté à la majorité.

**Perla
DANAN**

- 45 Mandat spécial, présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Perla
DANAN**

- 46 Action Internationale et jumelages Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Perla
DANAN**

- 47 Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme LABROUSSE et M. TSITSONIS sortent de la séance.
M. Hervé MARTIN et Mme BECCARIA reviennent en séance.

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

**Michaël
DELAFOSSE**

- 48 Aménagement du pont de la République sur le Lez Déclaration de projet

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 49 Projet d'aménagement du pont de la République Autorisation à réaliser les travaux

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme LABROUSSE et M. TSITSONIS reviennent en séance.
M. ARAGON, M. SAUREL, M. VIGNAL, Mme PRUNIER sortent de la séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 50 Projet de gare nouvelle de Montpellier Approbation des modalités de concertation proposées par Réseau Ferré de France

Pour : 45
Contre : 2
Abstentions : 3
Adopté à la majorité.

M. ARAGON et Mme PRUNIER reviennent en séance.
M. TSITSONIS, Mme BOYER, Mme COUVERT et Mme LABROUSSE sortent de la
séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 51 Quartier de la Pompignane Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes

Pour : 42
Contre : /
Abstentions : 6
Adopté à l'unanimité.

Mme CLAVERIE et Mme LE VAN sortent de la séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 52 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature ACM Lot n°5C

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 53 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature ACM Lot n°4B1

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 54 ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Lot n°7DE

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 55 ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°6)

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 56 Foncier Avenue du Père Soulas Acquisition "Résidence Le Père Prévost"

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 57 Foncier Rue François Dezeuze Déclassement domaine public communal Echange ACM/Ville

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 58 Foncier Avenue du Pic Saint-Loup Propriété « Indivision LAGET »

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 59 Foncier Propriété de la société SOMEREL Acquisition des parcelles AM 43, IW 2 et TN 42

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 60 Foncier Rue du Llobregat Vente d'un délaissé de voirie à Mme Lherbet

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 61 Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch Immeuble 19 rue Leenhardt Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Pour : 39
Contre : /
Ne prennent pas part au vote : 6 (Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Jean-Louis GELY, administrateurs de la SERM).
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 62 Avenants au marché de fourniture de services de télécommunications

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 63 Technologies de l'information et de la Communication Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme BOYER revient en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 64 Cotisation à l'association Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) pour l'année 2013

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 65 Cotisation pour l'année 2013 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Lutte contre l'exclusion

**Annie
BENEZECH**

- 66 Attribution de subventions à diverses associations de la ville dans le cadre de la thématique exclusion Exercice 2013

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. SAUREL, M. TSITSONIS, Mme CLAVERIE et Mme LE VAN reviennent en séance.

M. SUDRES, Mme BENEZECH et Mme BONIFACE-PASCAL sortent de la séance.

Réussite éducative

**Jean-Louis
GELY**

- 67 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2013

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. VIGNAL, Mme BENEZECH et Mme BONIFACE-PASCAL reviennent en séance.

**Jean-Louis
GELY**

- 68 Dérogation aux périmètres scolaires- modalités d'attribution, fonctionnement de la Commission et définition des critères d'admission des demandes

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme BECCARIA sort de la séance.

**Jean-Louis
GELY**

- 69 Participation de la Ville aux séjours de vacances Eté 2013

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis
GELY**

- 70 Cotisation au Réseau Français et à l'Association Internationale des Villes Educatrices

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme COUVERT, Mme LABROUSSE, M. SUDRES et Mme BECCARIA reviennent
en séance.

M. THINES sort de la séance (avec la procuration de M. MELLA).

**Hélène
QVISTGAARD**

- Logement**
71 Dispositif Clé Montpellier Logement : bilan 2012 et attribution de subvention.

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Hélène
QVISTGAARD**

- 72 Convention de partenariat et d'objectifs Ville de Montpellier- Conseil Général de l'Hérault- Association Concordia Logis

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

97

Mme PRUNIER sort de la séance.
M. THINES revient en séance (avec la procuration de M. MELLA).

Sports

**Patrick
VIGNAL**

- 73 Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) du 7 au 12 mai 2013 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" FISEWAKE du 6 mai au 3 novembre 2013 sur le bassin "Jacques Coeur"

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 74 "Montpellier Beach Masters" 9ème édition du 4 au 9 juin 2013 au Complexe Sportif Béal à la Rauze Convention d'occupation du domaine public

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Hervé
MARTIN**

- 75 100ème édition du TOUR DE FRANCE Arrivée de la 6ème étape à Montpellier le jeudi 4 juillet 2013 Départ de la 7ème étape de Montpellier le vendredi 5 juillet 2013 Convention AMAURY SPORT ORGANISATION – VILLE

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme PRUNIER revient en séance.
M. Hervé MARTIN et Mme le Maire (avec la procuration de Mme BLANPIED) sortent de la séance.

Pistes cyclables

**Serge
FLEURENCE**

- 76 Demande de subventions- Programme Urbain Intégré FEDER Axe stratégique n°1 : Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs Mesure 1 Développer et promouvoir les modes de déplacements alternatifs Projet 1.4 Schéma directeur cyclable TRANCHE 2

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme DOMBRE-COSTE sort définitivement de la séance, ainsi que Mme BENEZECH (qui donne procuration à Mme CASTRE).
M. Hervé MARTIN et Mme le Maire (avec la procuration de Mme BLANPIED)

reviennent en séance.

**Serge
FLEURENCE**

- Ressources humaines**
77 Modification du tableau des effectifs

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 78 Allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- Administration générale, Finances communales**
79 Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. FLEURENCE sort de la séance.

**Max
LEVITA**

- 80 Modification des tarifs sur les amodiations et tarifs pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 81 Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. FLEURENCE revient en séance.
M. TOUCHON sort de la séance.

**Max
LEVITA**

- 82 Organisation des Grandes Villes et Finances Cotisations à des organismes pour l'année 2013

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 83 Cotisations à l'Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales (AACT) pour l'année 2013

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 84 Réforme et cession du matériel et des véhicules

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. TOUCHON revient en séance.

**Max
LEVITA**

- 85 Communication de la ville - Autorisation de signer le marché

Pour : 41
Contre : 8
Abstentions : 3
Adopté à la majorité.

Désignation de représentants

**Max
LEVITA**

- 86 Renouvellement de l'adhésion à la Société Française d'Evaluation Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale

Ont été élus :
Titulaire : M. Max LEVITA
Suppléante : Mme Hélène QVISTGAARD

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

- 87 Pôle de Recherche et d'enseignement Supérieur (PRES) Sud de France Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration

Ont été élus :
Titulaire : Mme Hélène MANDROUX
Suppléant : M. Max LEVITA

Pour : 50
Contre : 2
Abstentions : /
Adopté à la majorité.

M. LANNELONGUE, M. DOMERGUE (avec la procuration de M. JULIEN), M.
DUMONT, Mme CANAUD et M. BOUILLE quittent définitivement la séance.

- 88 Vœu déposé par le groupe EELV-Gauche anti-capitaliste-FASE
Pour une gestion publique de l'eau

Pour : 10
Contre : 31
Abstentions : 4
Affaire rejetée à la majorité des voix.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention pour la mise à disposition des fichiers cartographiques liés à la prévention du risque inondation

Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite échanger des fichiers cartographiques liés à la prévention du risque inondation avec le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

Ce partenariat avec le SYBLE, maître d'ouvrage d'une étude sur la réduction de la vulnérabilité du bassin versant du Lez et dont une partie de la zone d'étude concerne le territoire de la Ville de Montpellier, permettra de développer la prévention et la gestion du risque inondation.

Les objectifs de cette étude sont d'identifier de manière générale l'ensemble des enjeux bâtis situés dans le périmètre d'étude et leur niveau de vulnérabilité, de définir et de communiquer le résultat de l'étude à la Ville de Montpellier et de déterminer une stratégie d'intervention de réduction du risque en fonction des secteurs identifiés.

Pour ce faire, il est proposé de définir une convention générale d'échange des données vectorielles entre la Cellule de Prévention et de Gestion des Risques de la Ville de Montpellier et le Syndicat du Bassin du Lez.

La mise à disposition des fichiers n'entraîne aucune contrepartie financière pour les deux parties.

En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention avec le Syndicat du Bassin du Lez et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Montpellier
Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2
Représentée par Madame le Maire, Hélène MANDROUX, d'une part

ET

Le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE)
Domaine de Restinclières
34730 PRADES LE LEZ.
Représenté par : Monsieur le Président Cyril MEUNIER, d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Dans le cadre d'une gestion globale équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant du Lez, de la Mosson et des Etangs Palavasiens, le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) a pour missions de gérer les volets « animation et études d'intérêt général » pour la mise en œuvre des plans d'actions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du Bassin du Lez.

Article 1 – Contexte de l'étude

Le SYBLE est maître d'ouvrage d'une étude préalable sur la réduction de la vulnérabilité sur le bassin versant du Lez (axe 3 du PAPI du bassin du Lez) et dont une partie de la zone d'étude concerne le territoire de la Ville de Montpellier.

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Identifier à un niveau macro l'ensemble des enjeux bâtis situés dans le périmètre d'étude et leur niveau de vulnérabilité,
- Définir les mesures de réduction de la vulnérabilité à mettre en œuvre sur le périmètre d'étude
- Communiquer sur les opérations de réduction de la vulnérabilité auprès des communes du périmètre d'étude,
- Identifier les motivations des communes pour la mise en place de mesures de réduction de la vulnérabilité sur leurs territoires,
- Définir des secteurs d'intervention sur le bassin versant,
- Déterminer une stratégie d'intervention.

Article 2 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'échanges des données vectorielles entre la Cellule de Prévention et de Gestion des Risques (CPGR) de la Ville de Montpellier et le Syndicat du Bassin du Lez.

Dans le cadre général de leurs actions et en fonction des besoins respectifs pour l'accomplissement de leurs missions, la Ville de Montpellier et le Syndicat du Bassin du Lez peuvent procéder à un échange mutuel de leurs données vectorielles en format shape.

Dans le cadre strict de l'étude de réduction de la vulnérabilité, la Ville de Montpellier met à disposition les couches SIG suivantes :

- La localisation des PHEC historiques des événements significatifs,
- La population par sous quartier,
- Les lieux de rassemblement et de manifestations,
- La localisation des enjeux sensibles,
- La localisation des enjeux stratégiques.

Article 3 – Modalité de mise à disposition des données

Dans le cadre de l'étude réduction de la vulnérabilité, la Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition gratuitement les fichiers mentionnés dans l'article 2, dans un délai maximum de 15 jours, après signature de la présente convention.

La mise à disposition des données vectorielles n'entraîne aucune contrepartie financière pour les deux parties.

Article 4 - Mise à jour des données

La Ville de Montpellier et le Syndicat de Bassin du Lez effectuent des mises à jour périodiques de leurs fichiers.

Dans le cadre d'un partenariat, l'une et l'autre des deux parties pourront se communiquer les nouvelles versions ainsi que les données finales résultantes de leur étude.

Article 5 - Secret professionnel et propriété

Le Syndicat du Bassin du Lez et la Ville de Montpellier s'engagent à ne pas communiquer ni la revendre à des tiers, tout ou partie des données visées par la présente convention.

Article 6 – Durée de la convention

Cette convention est conclue pour une période d'un an à compter de la notification. Elle pourra être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 3 mois avant la date d'échéance.

Cette convention pourra être prolongée par un avenant.

Fait en deux exemplaires, à Montpellier, le

Pour le Président du SYBLE

Pour le Maire de la Ville de Montpellier

Monsieur le Président
Cyril MEUNIER

Monsieur le 1^{er} adjoint au maire
Serge FLEURENCE

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Carte Été Jeunes 2013 Attributions à titre gratuit

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours eu pour ambition de faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports.

La municipalité a donc mis en place la Carte Été Jeunes, véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale. Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir leur ville.

Pour l'été 2013, dans le cadre du volet social de ce dispositif, la Ville de Montpellier propose d'octroyer **250** cartes gratuites aux associations et aux personnes qui répondent aux critères suivants, à savoir :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès de la Jeunesse, en particulier des jeunes rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle.
- Des associations montpelliéraines subventionnées dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées sera établi et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et diverses informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'autoriser l'attribution de **250** Cartes Été Jeunes à titre gratuit pour l'année 2013,

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Faculté des Sciences-Université de Montpellier 2 Attribution d'une subvention dans le cadre de la 8ème édition du concours national « Faites de la Science » Exercice 2013

Michel PASSET rapporte :

La Conférence des Doyens et Directeurs d'UFR scientifiques des Universités - CDUS - suit avec attention l'évolution de l'intérêt des jeunes pour la science et les carrières scientifiques. Depuis plusieurs années, elle déplore que de plus en plus d'étudiants se détournent des filières scientifiques alors même que les besoins de notre société dans le domaine des sciences et techniques sont de plus en plus prégnants.

La désaffection des jeunes pour les études scientifiques n'est pas une fatalité : les Facultés des sciences se sont mobilisées pour y remédier en créant le concours « Faites de la science ».

Ce concours se propose de développer le goût des élèves pour l'expérimentation scientifique en leur proposant d'aborder les questions avec l'esprit de chercheur et ainsi stimuler leur initiative. Les objectifs de cette manifestation sont multiples :

- Participer à la mission de diffusion de la Culture Scientifique Technologique et Industrielle (CSTI) des universités,
- Développer l'esprit de découverte chez les adolescents, dans l'esprit de l'opération « La main à la pâte »,
- Initier et sensibiliser ces jeunes au niveau des collèges et des lycées à la démarche scientifique, et ainsi s'attaquer au fond au problème de la désaffection des jeunes pour les études scientifiques,
- Renforcer les liens entre les universités et les établissements scolaires.

« Faites de la science » occupe désormais une place reconnue au niveau national dans le domaine de la diffusion de la culture scientifique.

Trente universités et environ 300 établissements scolaires au total ont déjà participé à ce concours depuis sa création. Environ 2 000 collégiens et lycéens encadrés par 200 enseignants participent, chaque année, aux différentes phases locales.

L'Université Montpellier 2, à l'instigation de la Faculté des sciences et en collaboration avec le rectorat d'académie, le PRES-UMSF et l'INSERM, accueille à Montpellier, le forum régional du concours « Faites de la science ».

La huitième édition du concours a déjà donné lieu, au niveau régional, à la sélection de 9 projets qui seront présentés au forum local.

Lors de celui-ci, un projet sera choisi par un jury pour concourir à la Rochelle le 31 mai 2013, lors de la finale.

La Ville est particulièrement attentive à toute action dont la priorité est d'aider les jeunes en termes d'information et d'orientation en vue d'une future insertion professionnelle.

Aussi, il est donc proposé de soutenir ce concours « Faites de la science » en attribuant une subvention de 3 000€.

Code	Associations	FM	Montant
	Université de Montpellier 2	F	3 000€
<u>TOTAL GENERAL :</u>			<u>3 000 €</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- Décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de **3 000 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Office du tourisme de Montpellier - Classement en catégorie I - Approbation

Marc DUFOUR rapporte :

L'Office de Tourisme de Montpellier a été classé « 4 étoiles » selon le classement établi par arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2005, et ce pour une durée de 5 ans. En attendant la nouvelle grille de classement national, et après avis favorable de l'Union Départementale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives de l'Hérault, ce classement avait été prorogé jusqu'en 2011.

Le nouvel arrêté du 12 novembre 2010 présentant les nouveaux critères de classement ne devant rentrer en vigueur qu'en 2014, l'Office de tourisme avait donc sollicité en mai 2011 la délibération du Conseil municipal demandant le reclassement de l'Office du Tourisme en « 4 étoiles ». Or, le 10 juin 2011, un nouvel arrêté ministériel est venu modifier l'arrêté du 12 novembre 2010, en demandant que les Offices du Tourisme soient dès à présent classés selon une nouvelle grille d'évaluation.

Selon ces nouveaux textes, cette demande de classement appuyée sur les nouveaux critères doit faire l'objet d'une approbation par le Conseil Municipal de la commune hébergeant l'Office du Tourisme.

Les critères de classement en « 4 étoiles » tenaient jusqu'ici compte de l'obtention de la certification alors obligatoire « Norme Française (NF)- service Office de Tourisme ». Les nouveaux critères de classement n'impose plus cette certification, mais impliquent l'engagement dans une démarche qualité au choix (NF Service, ISO ou Qualité Tourisme). A compter de 2013, l'Office de tourisme a donc décidé de confier le suivi externe de sa démarche à la Fédération Nationale des Offices de Tourisme de France (Qualité Tourisme) et non plus à Afnor Certification (NF Service).

Il est à noter que l'inscription de l'Office de Tourisme dans la démarche Qualité Tourisme, comme dans celle de NF Service avant elle, a permis l'élargissement de la certification à l'ensemble des activités de l'Office - le dernier audit en date des 29 et 30 avril 2010 a accordé la certification pour les activités d'accueil/information, de promotion/communication, de production/commercialisation et de la boutique jusqu'au 6 juillet 2013.

L'appui de cette demande par la municipalité de Montpellier permettra à l'Office du Tourisme de mieux ajuster les financements nécessaires pour assurer les missions d'accueil, de gestion de l'information, d'animation, de développement, de qualification, de commercialisation, de promotion, de communication et de coordination des acteurs touristiques du territoire.

Ce nouveau classement doit enfin permettre à l'Office du Tourisme de la Ville de Montpellier d'offrir le meilleur accueil qui soit à ses visiteurs et à la population locale, en proposant des services de grande qualité comparables à ceux offerts par les offices de tourisme de même catégorie sur l'ensemble du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

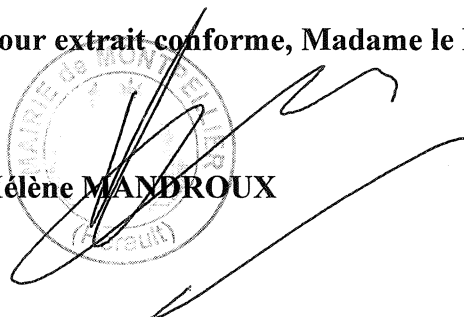
- d'approuver le dossier de classement de l'Office de tourisme de Montpellier en catégorie I ;
- de formuler un avis favorable à la demande de classement en catégorie I de l'Office de Tourisme de Montpellier en vertu des dispositions de l'arrêté du 10 juin modifiant l'arrêté du 12 novembre 2010 relatif au classement des offices de tourisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAoui, Martine PETITOUT.

Convention d'occupation du domaine public - Kiosques à journaux Place Edouard Adam et Corum - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

En 1993, la Ville de Montpellier a autorisé l'implantation d'un premier kiosque à journaux situé place Edouard Adam. Un deuxième kiosque à journaux a été installé en 2009 à proximité de la station de tramway Corum.

La construction, l'installation et la maintenance de ces kiosques ont été confiés par convention initiale d'occupation du domaine public à la société Administration d'Affichage et de Publicité (AAP). Cette société a fait l'objet d'une modification de statut, devenant la SAS Mediakiosk, celle-ci étant entérinée par avenant signé avec la Ville de Montpellier délibération n°2009/531 du 9 novembre 2009.

La société Mediakiosk est concessionnaire en France de 750 kiosques à journaux dans 170 villes. Elle possède un savoir-faire dans la gestion de la diffusion de la presse. Ce secteur est aujourd'hui en difficulté structurelle avec une baisse chronique des ventes des journaux et périodiques, subissant la concurrence de la presse gratuite ainsi que de l'information diffusée sur internet.

La société Mediakiosk qui a construit les deux kiosques en est le propriétaire. Des négociations ont été entamées par la Ville avec l'exploitant. La Ville reste intéressée au maintien de l'exploitation de ces points de vente qui maintiennent en centre-ville des points de distribution de la presse, commerces de proximité participant à l'animation commerciale et culturelle des quartiers.

Compte tenu des difficultés du secteur et de la nécessité d'amortir la construction du kiosque du Corum, il est proposé de conclure avec Mediakiosk une convention d'occupation du domaine public de 9 ans avec une redevance annuelle par kiosque de 2 800 euros revalorisée de 3% par an.

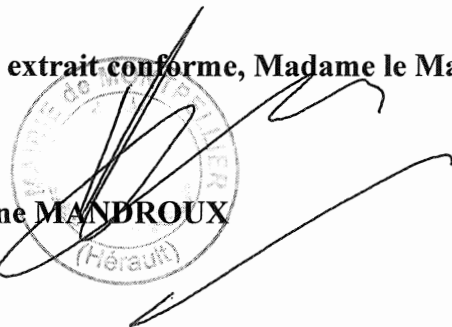
En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider l'attribution de la concession des kiosques à journaux Place Edouard Adam et Corum à la SAS Mediakiosk,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07 mai 2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

DIRECTION DE L'ESPACE PUBLIC

**CONVENTION D'EXPLOITATION DU
DOMAINE PUBLIC
KIOSQUES A JOURNAUX
PLACE EDOURD ADAM
RUE DU FAUBOURG DE NIMES**

SERVICE : AFFAIRES ECONOMIQUES

ENTRE :

La Ville de Montpellier, Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008 désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

D'UNE PART,

ET :

La société MEDIAKIOSK, inscrite au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 572181394, dont le siège social est à PARIS 8^{ième} (75008) 105 rue du Faubourg Saint Honoré, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Jean-Paul ABONNENC, désignée par les termes « le concessionnaire »,

D'AUTRE PART,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

Article 1 – Objet de la convention

La Ville de MONTPELLIER concède à la société MEDIAKIOSK deux emplacements situés sur le domaine public de la ville, place Edouard ADAM et 17 rue du Faubourg de Nîmes, afin d'y exploiter deux kiosques à journaux. Ces implantations sont susceptibles d'être modifiées en fonction des besoins qui pourraient se présenter pendant la durée de la convention. Néanmoins toute installation nouvelle fera l'objet d'un avenant.

La présente concession ne constitue pas un bail commercial, mais en raison de la nature du domaine occupé elle est soumise au régime de la domanialité publique. Cela exclut de la part de l'exploitant la faculté de céder à titre onéreux un fonds de commerce.

Article 2 - Destination du kiosque

Le kiosque aura pour destination principale la vente de journaux, publications, périodiques, revues et à titre accessoire toutes activités commerciales exercées selon l'usage par les kiosquiers diffuseurs de presse (ouvrages de librairie populaire, cartes postales, articles de papeterie, bimbeloterie, petite confiserie, cartes téléphoniques, jeux ..., à l'exclusion de tout autre commerce. L'ajout de toute nouvelle activité sera soumise à l'accord express de la Ville.

Article 3 – Exploitation du kiosque pour la vente de la presse

La Ville autorise la société MEDIAKIOSK à confier l'exploitation pour la vente de la presse et autres articles mentionnés à l'article 2 à un travailleur indépendant agréé en tant que diffuseur de presse et bénéficiaire d'un contrat de mandat passé avec les sociétés de messagerie de presse.

Ce travailleur indépendant devra faire l'objet d'une inscription au registre du commerce.

L'exploitation du kiosque pour la vente de la presse se fera conformément aux règles en usage dans la profession.

Une convention d'occupation sera passée entre le concessionnaire et l'exploitant fixant les modalités fixant les modalités d'occupation du kiosque mis à sa disposition.

Le concessionnaire remettra à la Ville un exemplaire de cette convention pour information.

Il devra faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité sans que la Ville puisse être inquiétée à ce sujet, et veiller à ce que toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant les activités exercées soient respectées par l'exploitant.

Il devra veiller à ce que l'exploitant n'installe aucun dispositif sur le domaine public qui ne soit pas visé par la présente convention ou expressément autorisé par la Ville.

Article 4 – Exploitation publicitaire du kiosque

La Ville autorise le concessionnaire à apposer sur le kiosque, des affiches publicitaires exclusivement sur les emplacements réservés à cet effet.

La Ville n'autorisera pas l'installation d'ouvrages ou de mobiliers à proximité du kiosque risquant de masquer la visibilité des espaces publicitaires, lesquels sont des éléments de recette du concessionnaire.

Le contenu et la présentation des affiches publicitaires devront respecter les lois et règlements en vigueur présents et à venir et notamment les dispositions de l'article R 581-44 du Code de l'Environnement et du Règlement Local de la Publicité.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une période de neuf ans à compter de sa signature entre les deux parties.

Article 6 – Redevance

En contrepartie de l'autorisation d'installer et d'exploiter les deux kiosques, objet de la présente convention, l'exploitant versera à la Ville une redevance annuelle d'un montant de 2 800 € par kiosque, soit 5 600 € pour les deux kiosques. La somme sera acquittée chaque mois et avant le 5 du mois.

Le montant de la redevance sera majoré de 3% au 1^{er} janvier de chaque année à compter de 2014.

Article 7 – Propriété du kiosque

A l'expiration de la concession, quelle qu'en soit la cause, le kiosque demeurera la propriété du concessionnaire.

Article 8 - Assurances

Le concessionnaire devra contracter toutes les assurances permettant de couvrir sa responsabilité pour les dommages causés par l'existence ou l'exploitation du kiosque.

Le kiosque devra être également assuré contre l'incendie. Ces assurances devront être souscrites auprès de compagnies notoirement solvables et la société MEDIAKIOSK devra communiquer chaque année copie des contrats d'assurance souscrits.

Article 9 – Impôts et taxes

Le concessionnaire supportera tous les impôts et taxes quels qu'ils soient, présents ou futurs se rapportant à l'exploitation par lui de la présente concession.

Article 10 – Entretien, éclairage et chauffage du kiosque

L'entretien et le nettoyage extérieur du kiosque ainsi que les abords immédiats sont à la charge de la société MEDIAKIOSK qui devra les maintenir en parfait état de propreté.

Le concessionnaire devra également veiller à l'entretien et au nettoyage de l'intérieur du kiosque par les exploitants.

Le kiosque sera éclairé et chauffé à l'électricité. Le concessionnaire fera installer deux compteurs,

- l'un pour l'électricité consommée pour l'exploitation publicitaire du kiosque qui sera réglé à EDF par le concessionnaire,
- l'autre pour l'électricité consommée par l'exploitant pour l'éclairage et le chauffage qui sera réglé à EDF par ce dernier

Article 11 – Reconstruction ou déplacement du kiosque

Le concessionnaire sera tenu de faire reconstruire ou réparer à ses frais le kiosque qui serait endommagé ou détruit en tout ou partie pour quelque cause que ce soit.

Dans l'hypothèse où la Ville jugerait bon pour des raisons d'intérêt général de supprimer soit momentanément soit définitivement ou de déplacer le kiosque la Ville et le concessionnaire se concerteront afin de trouver un emplacement de valeur commerciale comparable. Les frais éventuels de déplacement seront supportés par le concessionnaire.

La Ville prendra à sa charge les frais de remise en état des sols.

Dans l'hypothèse où le déplacement serait décidé par la Ville à la demande à la demande de concessionnaires tels que EDF, France télécom, etc...les frais y afférents seront à la charge du concessionnaire qui s'y oblige.

Article 12 – Cession de la convention

Le concessionnaire s'interdit de céder tout ou partie des droits résultant de la présente convention sans en avoir préalablement averti la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception, au minimum trois mois en avance.

Le non respect des règles ci-dessus rendra nulle la cession à l'égard de la Ville.

Article 13 – Résiliation

Chaque partie pourra mettre fin à la présente convention en cas d'inexécution par l'autre partie de l'une de ses obligations.

Par ailleurs la concession sera résiliée de plein droit par la Ville en cas de dissolution de la société concessionnaire.

La Ville pourra résilier avant terme la convention pour un motif d'intérêt général, moyennant un préavis de deux mois à compter de la date de notification adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 – Attribution de juridiction

Les parties conviennent que tout différent qui naîtrait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention et qui ne serait pas réglé à l'amiable sera confié à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Montpellier.

Article 15 – Election de domicile

Les parties déclarent élire domicile :

- pour la Ville : à l'Hôtel de Ville
- Pour le concessionnaire : à son siège social

Article 16 – Frais

Les frais et droits, s'il y a lieu, seront supportés par le concessionnaire qui s'y oblige.

Pour MEDIAKIOSK
Le Président Directeur Général

Pour la Ville
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Mise en conformité du Parc Darwin Demande d'autorisation de défrichement

Jacques TOUCHON rapporte :

Le Parc Darwin, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 80 hectares de garrigues et bois méditerranéens au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus de 450 animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé aménagé en parc zoologique depuis 1964 connaît un succès croissant ; C'est plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Ce site doit pouvoir bénéficier de toute la protection et la sécurité compatibles avec son usage tout en préservant sa spécificité exceptionnelle.

Ainsi, il doit assurer les fonctions essentielles suivantes :

- Accueillir gratuitement le public, les écoles, les promeneurs, les joggeurs...
- Assurer les soins et l'hygiène des animaux
- Entretien des installations nécessaires au fonctionnement du parc (bâtiments des agents, locaux à fourrages, stockage des fumiers, engins d'entretien, quarantaine, locaux de surveillance...)
- Entretien des espaces boisés et les clôtures
- Assurer la sécurité du site.

Afin de mettre en conformité l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic sur l'ensemble des installations a été réalisé à la fin de l'année 2012.

Ce diagnostic a notamment mis en avant la nécessité de reprendre une grande majorité des locaux de la zone technique et de parfaire les accès et cheminements de sécurité à l'intérieur du Parc.

L'agrandissement de la zone technique, vital pour l'exploitation du Zoo, l'agrandissement des chemins de sécurité incendie et l'amélioration ou la création d'accès supplémentaires nécessitent le défrichement d'une partie de la parcelle suivante :

Commune	Parcelle cadastrale	Surface totale	Surface à défricher
Montpellier	AK37	779 110 m ²	5 000 m ²

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer un dossier de demande d'autorisation de défrichement sur cette parcelle auprès des services de l'Etat et plus généralement de signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité Exercice 2013

Christiane FOURTEAU rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier développe un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de la solidarité.

Ces structures développent sur le territoire communal différentes actions afin de développer et de restaurer le lien social dans les quartiers. Elles interviennent par ailleurs auprès d'un public en difficultés psychologiques et sociales en leur proposant différentes activités et temps de rencontres.

Dans le cadre de la politique de solidarité menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
1451	Association Relais Enfants Parents Languedoc	Fonctionnement	2 000 €
4163	Association Via Voltaire	Fonctionnement	18 000 €
3628	Adages Espace Famille	Fonctionnement	5 000 €
1755	Centre APAJ	Fonctionnement	3 000 €
4529	Aide aux Personnes en Difficulté	Fonctionnement	2 750 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925		Total	30 750 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21497, pour un montant de 30 750 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Délégation de Service Public Parc de stationnement Nouveau Saint-Roch Délibération de principe

Philippe THINES rapporte :

L'aménagement du futur quartier nouveau Saint-Roch constitue une composante majeure du futur développement et renouvellement urbain du centre-ville vers le sud-ouest.

La ZAC Nouveau Saint-Roch représente 150 000 m² de SHON dont 100 000 m² affectés aux logements et 50 000 m² aux bureaux et commerces.

Les besoins de ce nouveau quartier tout autant que la proximité immédiate de la gare ont nécessité la programmation d'un nouveau parc de stationnement.

La volumétrie de cet ouvrage a nécessité son intégration fine dans le quartier en devenir.

La commune de Montpellier l'a donc inscrit dans le programme des équipements publics de la ZAC Saint Roch et en a confié la réalisation du gros œuvre à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de l'opération d'aménagement.

Il s'agira d'un parking public en élévation de 9 niveaux comprenant environ 800 places.

Le montant prévisionnel de l'ouvrage est estimé à 19 000 000€ H.T. pour les travaux de gros œuvre et à environ 500 000 € H.T. pour le second œuvre.

L'ouverture au public du parc de stationnement étant prévue pour le second semestre de l'année 2014, il convient d'ores et déjà de prévoir son mode de gestion et de définir les caractéristiques essentielles de la future convention.

I. Choix du mode de gestion

La gestion d'un parc de stationnement constitue une activité de service public, qui peut faire l'objet, soit d'une gestion en régie, soit d'une gestion externalisée à un opérateur économique.

Dans le cas d'espèce, il est proposé de recourir à la gestion déléguée pour les raisons suivantes :

- les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- la gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- sur le plan financier, s'agissant d'un service public de nature industrielle et commerciale, la gestion en régie supposerait, a minima, une régie dotée de l'autonomie financière. Une telle gestion exposerait la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention. Dans cette dernière hypothèse, le risque d'exploitation est porté par le délégataire.

Les autres types de contrats permettant une externalisation apparaissent inadaptés, pour des motifs juridiques et des avantages inférieurs à ceux de la délégation de service public.

Le marché public est notamment inadapté, ne transférant pas de risques d'exploitation.

Le contrat de partenariat ne permet pas, lui, de confier la gestion d'un service public.

La délégation de service public paraît donc devoir être privilégiée.

II. Caractéristiques essentielles de la convention projetée

La convention à conclure est un contrat par lequel la Commune va confier la gestion du parc de stationnement à un délégataire public ou privé, à ses risques et périls, et dont la rémunération sera substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

Le délégataire assurera sous sa maîtrise d'ouvrage le financement, la conception et la réalisation des travaux de second œuvre, et de l'ensemble des équipements permettant l'achèvement du parc de stationnement et sa mise en service (aménagement des locaux exploitant, signalétique et courant faible, y compris de billetterie).

Le montant de ces investissements est estimé à 500 000 € HT.

Il assurera également l'exploitation administrative, commerciale, technique et financière du parc, dans le respect des sujétions de service public imposées. En outre, il aura seul la responsabilité des relations avec les usagers.

Le délégataire appliquera les tarifs des services ou prestations prévus par la convention et délibérés par la Commune.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Commune de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

La Commune de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué. Elle aura notamment la faculté de contrôler le bon entretien des ouvrages et installations et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène, à la sécurité et aux règles de police.

D'une façon générale, la Commune aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Le délégataire s'acquittera d'une redevance annuelle.

La rémunération du délégataire s'effectuera principalement par les recettes commerciales provenant de l'exploitation des équipements. L'éventualité du versement au délégataire d'une subvention d'exploitation sera appréciée en fonction des prévisions financières de l'offre retenue.

La convention de délégation de service public est envisagée pour une durée approximative de 15 ans. Cette durée permettra l'amortissement du second œuvre par le délégataire ainsi qu'une nouvelle mise en concurrence dans un délai raisonnable.

Un droit d'entrée sera versé par le futur délégataire à la Commune de Montpellier à la date de livraison du gros œuvre du parc de stationnement au délégataire.

Le montant de ce droit d'entrée est estimé à ce stade à 19 000 000 € HT.

Ce droit d'entrée correspond à la participation acquittée par la Commune auprès de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la réalisation des travaux de gros œuvre du parc de stationnement dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint Roch.

Le droit d'entrée sera amorti par le délégataire pendant la durée d'exécution de la convention, mais l'amortissement sera imposé sur une durée d'usage pour les travaux auxquels le droit se rapporte, soit 30 ans, afin de ne pas entraîner une augmentation excessive des tarifs.

En conséquence, au terme de la convention de délégation de service public, la commune de Montpellier versera au délégataire – ou fera verser par un nouveau délégataire – une indemnité correspondant à la fraction non amortie financièrement par le délégataire de ce droit d'entrée, dont le montant sera précisé dans la convention.

Le délégataire sera désigné au terme d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, avec une phase de négociation, menée conformément aux dispositions des articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Commission Consultative des Services Publics locaux et le Comité Technique Paritaire ont été consultés pour avis respectivement les 05 février 2013 et 22 février 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

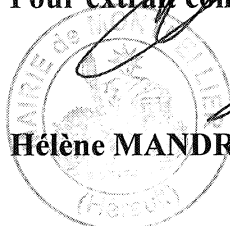
- d'approuver le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint-Roch sur la base des orientations et caractéristiques principales ci-dessus définies et précisées dans le rapport joint en annexe ;
- d'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation de l'exploitant du parking Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Dénomination de voies et d'espaces publics

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

QUARTIER MONTPELLIER CENTRE

• CENTRE HISTORIQUE

La rue Glaize relie la rue de l'Aiguillerie à la rue Montpellieret, à son extrémité une petite place ombragée héberge la terrasse de certains établissements. L'association des commerçants du quartier souhaite redynamiser et valoriser cet espace et propose de nommer cette place pour en améliorer la visibilité et son attractivité. S'appuyant sur la quasi-équidistance des musées Fabre, du musée du Vieux Montpellier, du musée de la Pharmacie (chapelle de la Miséricorde) et du musée Languedocien, **nous vous proposons de dénommer cette place:**

Place des Musées

• ANTIGONE

Dans le cadre des constructions réalisées entre l'avenue du Pont Juvénal et la Rue de l'Epire, un square va être aménagé, **nous proposons de le dénommer:**

Square Jean el-MOUHOUB AMROUCHE

(1906-1962)

Intellectuel Franco-Algérien

Jean AMROUCHE, de son vrai nom Jean el-MOUHOUB AMROUCHE, est né en 1906 à Ighil Ali, en Algérie, dans une famille kabyle. Sa famille s'est convertie au catholicisme et a adopté la langue française, langue qui sera celle du poète.

Après des études supérieures en France (École normale de Saint Cloud), il est professeur de Lettres en Tunisie et en Algérie. Au milieu des années 1930, il publie ses premiers poèmes.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il rencontre André GIDE à Tunis et rejoint les milieux gaullistes à Alger. Il réalise des émissions littéraires à la radio, à Tunis, Alger puis Paris (entre 1944 et 1958), il aura alors l'occasion de s'entretenir avec tous les grands noms de la littérature et de la philosophie de son temps. Certains de ses entretiens (avec François MAURIAC, André GIDE, Paul CLAUDEL, Guiseppe UNGARETTI...) resteront célèbres et les enregistrements édités en disque.

Chassé de Radio France pour des raisons politiques, il continue son activité à la radio suisse de 1958 à 1961. Militant de l'indépendance algérienne, il meurt d'un cancer quelques semaines avant les accords d'Évian.

QUARTIER PORT MARIANNE

- JARDINS DE LA LIRONDE

Les "Jardins de la Lironde" ont été conçus par l'architecte Christian DE PORTZAMPARC. L'aménagement des espaces verts a été imaginé et réalisé par Michel DESVIGNE. Ce quartier vert développe notamment de nombreuses circulations douces (piétons, vélos...).

Une allée relie la rue des Albatros à la rue FRA ANGELICO, **nous proposons de la dénommer:**

Allée Paolo UCCELLO
(1397-1475)
Peintre italien de la Renaissance

Paolo UCCELLO est considéré comme un maître de la perspective, il travailla comme orfèvre dans l'atelier de Ghiberti, comme mosaïste à Venise et dessina des vitraux pour le dôme de Florence.

~

Une allée relie la rue FRA ANGELICO à l'avenue Albert EINSTEIN, **nous proposons de la dénommer:**

Allée Piero della FRANCESCA
(1420-1492)
Peintre italien de la Renaissance

Piero della FRANCESCA est un artiste peintre et un mathématicien italien du Quattrocento. Il collabore avec Domenico VENEZIANO et acquiert à son contact une connaissance aigüe de la perspective.

En 1445 il reçoit sa première grande commande et réalise le polyptyque de Sansepolcro. En 1450 il découvre la peinture flamande. Au cours de sa carrière, il travaille pour différentes cours italiennes : Rimini en 1451, Rome en 1458 et Urbino en 1469. A la fois artiste et théoricien, il rédige dans les dernières années de sa vie des traités théoriques importants : "Le livre de la comptabilité" et "De prospectiva pingendi". Sa carrière prend fin en 1487 alors qu'il est frappé de cécité.

~

Une allée relie l'avenue Albert EINSTEIN à la contre allée longeant l'avenue Pierre MENDES FRANCE, **nous proposons de la dénommer:**

Allée Giovanni BELLINI
(1430-1516)
Peintre italien de la Renaissance

Giovanni BELLINI dit GIAMBELLINO (né à Venise, entre 1425 et 1433 - Venise, 29 novembre 1516) est un peintre italien de la Renaissance, considéré comme le précurseur de l'école vénitienne, dont l'œuvre marque la rupture définitive avec le style gothique, par son attachement à la rigueur géométrique, à travers des peintures qui effacent la différence entre monde sacré et profane.

~

Une allée relie l'avenue Albert EINSTEIN à la rue Léonard DE VINCI, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Andrea MANTEGNA
(1431-1506)
Peintre italien de la Renaissance**

MANTEGNA est le deuxième fils d'un charpentier pauvre. A l'âge de dix ans, il entre comme apprenti dans l'atelier de Francesco Squarcione, à Padoue. En 1445, il s'inscrit à la confrérie des peintres de Padoue comme fils de Squarcione.

Les premières œuvres de MANTEGNA sont très marquées par des artistes florentins tels que Paolo UCELLO, Fra FILIPPO LIPPI ou DONATELLO. On retrouve dans ses œuvres du début, de la perspective d'en dessous (point fuyant très bas). Il sera influencé par Jacopo BELLINI, père des peintres célèbres GIOVANNI et Gentile BELINNI, qui appartient également à l'école vénitienne.

~

Une allée relie la rue Léonard DE VINCI à la rue VERROCHIO, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Lorenzo LOTTO
(1480-1556)
Peintre italien de la Renaissance**

Longtemps mésestimé, cet artiste est aujourd'hui considéré comme l'un des plus attachants de la Renaissance. En marge du courant officiel de la peinture vénitienne du Cinquecento, ce peintre indépendant, est l'un des rares Vénitiens qui résistèrent à l'influence de TITIEN. Il mena une vie vagabonde en Vénétie, dans les Marches, en Lombardie. Ses portraits sont d'une grande intensité expressive et témoignent de son inquiétude spirituelle, comme ses compositions religieuses, complexes, qui trahissent des affinités avec l'art allemand et annoncent le baroque.

• GRAMMONT

Une rue dessert le complexe funéraire de Grammont et le cimetière Saint Etienne, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Richard WRIGHT
(1908-1960)
Ecrivain Franco-Américain**

Petit-fils d'esclave, Richard WRIGHT passe une enfance difficile à Jackson, Mississippi, abandonné par un père alcoolique et élevé par sa mère, avec qui sévira l'inceste. En 1938, il publie le recueil de nouvelles *Uncle Tom's children* (Les enfants de l'oncle Tom) qui fut récompensé par le « Guggenheim Fellowship » l'année suivante. Son roman *Native Son*, publié en 1940, rencontre un succès fulgurant.

Pour échapper aux poursuites du gouvernement fédéral américain contre les communistes au moment du maccarthysme, Richard WRIGHT part se réfugier en France en 1946 avec sa femme et sa fille. La France est selon lui, « le seul pays où il pourra continuer à exprimer ses idées librement ». À Paris, il rencontre Jean-Paul Sartre et Albert Camus et s'intéresse au courant existentialiste dont il s'inspire pour son deuxième roman *The Outsider* (1953).

En 1947, Richard Wright prend la nationalité française et s'engage dans un nouveau combat, la lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux. Il participe à la conférence des non-alignés à Bandung en 1955 dont il rédige un rapport intitulé *Le rideau de couleur*. Il prend parti pour l'indépendance algérienne. Richard Wright passera les dernières années de sa vie entre Paris et sa maison en Normandie où il rédige de nombreux ouvrages engagés tels que *Ecoute, homme blanc !* (1957) ou *Une faim d'égalité* (posthume 1977). Il meurt d'une crise cardiaque à Paris à 52 ans.

- LA POMPIGNANE

Le long de l'avenue de la Pompignane, plusieurs projets immobiliers vont voir le jour. Pour en assurer le maillage, deux voies vont être créées.

La première reliant l'avenue de la Pompignane à la Place du Corps Expéditionnaire Français en Italie en suivant l'emplacement réservé pour voie nouvelle C137, **nous proposons de la dénommer:**

Rue Luis BARRAGAN
(1902-1988)
Architecte mexicain

Luis Ramiro BARRAGAN MORFIN est né le 9 mars 1902 à Guadalajara (Mexique), il est décédé le 22 novembre 1988 à Mexico. Il est l'un des plus célèbres architectes mexicains connu pour son style, synthèse entre l'architecture vernaculaire et Moderniste.

Il a été distingué par le prix Pritzker en 1980 et sa Maison-atelier, qui a réussi à associer art moderne et style traditionnel en une synthèse qui sera utilisée comme exemple dans la conception de nombreux jardins et paysages urbains, est classée en 2004 au patrimoine mondial de l'humanité.

~

La deuxième voie assurera la desserte locale des nouveaux bâtiments et relira l'avenue de la Pompignane à l'emplacement réservé C137, **nous proposons de la dénommer:**

Rue James STIRLING
(1936-1992)
Architecte britannique

Sir James STIRLING est un architecte britannique né à Glasgow le 22 avril 1926 et mort à Londres le 25 juin 1992. On le compte parmi les plus importants et les plus influents architectes de la seconde moitié du XXe siècle. Dans les années 1950, avec un groupe de jeunes architectes mondiaux, il a questionné et renversé les préceptes théoriques et de composition du Mouvement Moderne. Il réinterprétera ces préceptes de façon agitée et maniérée, introduisit un esprit éclectique qui lui permit de puiser dans tout l'éventail de l'histoire architecturale (depuis la Rome antique et le Baroque, jusqu'à de nombreuses productions contemporaines). Son succès repose sur sa capacité à incorporer subtilement ces références encyclopédiques dans une architecture forte, musclée, très décidée adoptant une posture forte et sûre d'elle dont le but est de reconstruire la forme urbaine. Il recevra le prix PRITZER en 1981.

QUARTIER LES CEVENNES

- LA MARTELLE

A proximité du mas de Perrette un square est situé au croisement de l'allée du Briol, de la rue du Mas de Perrette et de la rue des Oulettes, **nous proposons de le dénommer:**

Square Robert PAPAREMBORDE
(1948-2001)
Rugbyman français

Robert PAPAREMBORDE est un rugbyman français, né le 5 juillet 1948 à Féas (Pyrénées-Atlantiques), longtemps titulaire de l'équipe de France au poste de pilier. En 1977 et en 1981, il participe au Grand Chelem réalisés par le XV de France dans le Tournoi des cinq nations. Il compte 55 sélections internationales et a marqué 8 essais en équipe nationale, une réussite inhabituelle pour un pilier.

Membre du comité directeur de la Fédération française de rugby (F.F.R.) de 1980 à 1984. Il décède des suites d'un cancer du pancréas le 19 avril 2001.

- ALCO

Après avoir aménagé une aire de jeux à l'angle de l'avenue Louis RAVAZ et de la rue des Papyrus, la ville a décidé lors de la séance du Conseil Municipal du 23 juillet 2012 de créer un square à l'attention des personnes âgées du secteur, **nous proposons de le dénommer:**

Square Gaston DOUMERGUE

(1863-1937)

Homme d'Etat français

Il est né à Aigues-Vives dans le Gard en 1863, dans une famille de vignerons du Gard de confession protestante. Surnommé «le Gastounet», il est l'archétype du radical méridional. Il apporte à la fonction présidentielle sa joviale rondeur, sa constante affabilité, une santé solide, un accent qui sent bon le Midi mais aussi une autorité indiscutée.

Il commence sa carrière dans la magistrature coloniale en Indochine et en Algérie avant de se lancer en politique. Elu député de Nîmes à 30 ans, il est constamment réélu. Vice-Président de l'Assemblée Nationale, il devient un pilier des ministères à partir de 1902 et jusque pendant la guerre (Colonies, Commerce, Instruction publique, Affaires étrangères). Elu sénateur du Gard en 1910, il accède à la présidence du Sénat en 1923. Ministre dans de nombreux gouvernements de la IIIe République, président du Conseil de 1913 à 1914, puis président du Sénat de 1923 à 1924, il fut élu président de la République en 1924 pour un mandat de sept ans, qui s'acheva en 1931, à l'issue duquel il ne se représenta pas.

Une crise cardiaque l'emporta subitement, le 18 juin 1937, alors qu'il dormait dans sa maison natale d'Aigues-Vives, où il était venu passer quelques jours. Il était âgé de 74 ans.

QUARTIER DES PRES D'ARENES

- PRES D'ARENES

Le quartier de la Restanque représente le plus fort potentiel de développement de la Ville pour les 30 prochaines années. Sur 140 hectares, le projet (sous forme de ZAC) prévoit de faire un quartier de près d'un million de m² de surface constructible, majoritairement des logements, mais également des commerces, des activités et des bureaux. Cette mixité est à la base même de la mutation de ce quartier, à l'origine zone «industrielle» des Prés d'Arènes.

Cette opération de renouvellement urbain d'envergure s'accompagne de la création de voies nouvelles.

La première part de l'avenue du Marché Gare et aboutira à terme à la rue de la Restanque, **nous proposons de la dénommer:**

Rue Félix-Roland MOUMIE

(1925-1960)

Médecin et homme politique camerounais

Félix-Roland MOUMIE est né le 1er novembre 1925 non loin de Foumban, il est mort empoisonné à Genève le 3 novembre 1960. C'est un médecin et homme politique camerounais.

MOUMIE est une des grandes figures de la lutte pour l'indépendance du Cameroun. Il succède à Ruben Um Nyobe comme tête de file de lutte pour l'indépendance du Cameroun. Il a été officiellement proclamé héros national par la loi du 16 janvier 1991 de l'Assemblée nationale du Cameroun.

~

La deuxième voie créée part elle aussi de l'avenue du Marché Gare et aboutit à la précédente pour permettre une desserte des programmes immobiliers. **Nous proposons de la dénommer:**

Rue Agostinho NETO

(1922-1979)

Homme politique angolais

António Agostinho NETO alias "Kilamba", son nom traditionnel est né le 17 septembre 1922 à Kaxicane, dans la province de Bengo et meurt le 10 septembre 1979 à Moscou. L'homme fut poète avant d'être politique, si tant est que l'on puisse distinguer les deux tant sa poésie était l'expression des souffrances des peuples colonisés. Son œuvre majeure, *Espérance sacrée (Sagrada esperanza)*, est publiée pour la première fois en Italie, à Milan en 1963. Ses poèmes sont toujours d'actualité, comme *Civilisation occidentale*. Il proclame l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975 et devient le premier président de la République populaire d'Angola.

- AIGUERELLES

Au cœur du quartier, entre la rue de Centrayrargues et la rue de la Métairie de Sayssset, une ancienne propriété agricole est en cours de mutation. Pour desservir les différents programmes qui vont voir le jour, une voie publique va être créée, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Xavier MONTROUZIER
(1820-1897)
Missionnaire et naturaliste français**

Le Révérend Père Jean Xavier Hyacinthe MONTROUZIER est né en 1820 à Montpellier, il est mort en 1897 à Saint-Louis (Nouvelle-Calédonie). Ce missionnaire apostolique de la congrégation des Pères maristes dans les Îles de l'Océan Pacifique, de 1846 jusqu'à sa mort en 1897, fut le premier curé de Nouméa et l'aumônier du bague.

À côté de son apostolat, le Père MONTROUZIER s'adonnait à l'étude de la faune, notamment entomologique (il identifie par exemple le genre *Rhinoscapha*) et de la flore de la Mélanésie, en particulier de la Nouvelle-Calédonie, où il introduisit le merle des Moluques en 1874 pour lutter contre les sauterelles. Il effectua aussi des récoltes au cours de ses voyages en Australie, à Tahiti, ainsi qu'à Madagascar et à La Réunion.

Ses collections botaniques de Nouvelle-Calédonie sont conservées dans les herbiers de l'université de Lyon et de l'institut de botanique de Montpellier. Sa collection de coquillages est conservée au Muséum d'histoire naturelle de Bordeaux.

- SAINT MARTIN

ACM réalise un programme de construction/réalisation de logements sociaux dans le quartier de la Cité Mion. A l'occasion de ces aménagements, des voies et accès sont réalisés en continuité de la rue des Clématites jusqu'à la rue des Groseilliers. **Nous proposons d'étendre la dénomination Rue des Clématites sur cette nouvelle section.**

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- ESTANOVE

L'Esplanade Paul VALERY est traversée par une rue faisant le lien entre la rue DANTON et la rue HEBERT, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Michel PERONNET
(1931-1998)
Historien montpelliérain**

Etudiant à la Sorbonne, il se spécialisera en soutenant sa thèse sur le thème "Les évêques de l'Ancienne France". Tout en continuant son travail au sein du Centre d'Histoire des Réformes et du Protestantisme, il

s'engagera dans la préparation du bicentenaire de la Révolution Française. Devenu spécialiste reconnu, il collaborera avec de nombreux universitaires aussi bien locaux qu'internationaux. La qualité de son travail immortalisé dans de nombreuses publications ainsi que dans les actes des conférences où il est intervenu, font de lui un des historiens référents de la Révolution Française.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier- Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue PAUL RIMBAUD Entre la rue d'ALCO et la rue de l'OASIS

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre de la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud, entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis, la Ville doit renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit procéder d'une part au changement de sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et d'autre part à la reprise de son réseau d'eau potable.

L'encombrement du sous-sol et l'imbrication de ces projets sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, la réalisation de travaux de terrassements communs et des travaux de pose de réseaux et d'aménagement de surface à l'avancement. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation des travaux de pose de ces canalisations ainsi que l'aménagement de surface.

Pour ce faire, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le Président de la Commission d'Appels d'offres de la Ville pourra désigner un représentant de l'Agglomération pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

- 2 300 000 € TTC pour l'aménagement à la charge financière de la Ville,
- 400 000 € TTC pour la part réseau d'eaux usées et d'eau potable à la charge financière de l'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention constitutive du groupement de commande avec la Communauté d'Agglomération pour les travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Ville de Montpellier

Communauté d'Agglomération de Montpellier

**CONVENTION CONSTITUTIVE
DE GROUPEMENT DE COMMANDES**

***PRU CEVENNES
TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE PAUL
RIMBAUD***

Entre la rue d'ALCO et la rue de l'OASIS

***Reprise des réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales
Réaménagement de la rue Paul Rimbaud***

Entre :

La **Ville de Montpellier**, sise 1 rue place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER Cedex 2, représentée par son maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du

et ci-après dénommée "la Ville",

d'une part

et

La **Communauté d'Agglomération de Montpellier**, sise 50 place Zeus – BP 9531 – 34045 MONTPELLIER cedex 01, représentée par son Vice-Président et Président de la commission Assainissement, Monsieur Louis Pouget, agissant en vertu de la délibération du conseil de la Communauté d'Agglomération en date

et ci-après dénommée "l'Agglomération",

d'autre part

Ayant exposé que :

- La Ville de Montpellier, doit procéder au réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'oasis. La Ville doit également renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard.
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit procéder d'une part au changement de sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et d'autre part à la reprise de son réseau d'eau potable.
- L'encombrement du sous-sol et l'imbrication de ces projets sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, la réalisation de travaux de terrassements communs et des travaux de pose de réseaux et d'aménagement de surface à l'avancement. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation des travaux de pose de ces canalisations ainsi que l'aménagement de surface
- Le coût estimé de l'opération s'élève à :
 - 2 300 000 € TTC pour l'aménagement à la charge financière de la Ville,
 - 180 000 € TTC pour la part réseau d'eaux usées et 220 000 € TTC pour la part d'eau potable à la charge financière de l'Agglomération.

Les parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1 –Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre la Ville, et l'Agglomération et de définir ses modalités de fonctionnement dans le cadre des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics.

Article 2 –Champ d'intervention du groupement

Le groupement de commandes est constitué pour la passation et l'exécution d'un marché unique ayant pour objet la réalisation des travaux de réseaux d'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales et de voirie – rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et de l'Oasis sur la commune de Montpellier.

Article 3 -Coordonnateur du groupement :

Les deux parties conviennent de désigner la Ville, coordonnateur du groupement qui est à ce titre chargé de la gestion de la procédure de passation du marché.

La Ville est en outre mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux au nom de l'ensemble des membres du groupement dans la limite des montants indiqués en préambule.

Le Conseil Municipal délibérera sur l'attribution du marché des travaux au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Article 4 –Procédure d'appel d'offres :

En qualité de coordonnateur, la Ville est chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence.

La commission d'appel d'offres compétente pour recevoir, analyser les offres et désigner le titulaire des marchés est celle de la Ville.

Le Président de la Commission d'Appels d'offres de la Ville pourra désigner un représentant de l'Agglomération pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

L'analyse des offres sera effectuée conjointement par la Ville et l'Agglomération.

Article 5 –Maîtrise d'œuvre :

Les études d'avant-projet et projet seront menées conjointement par les services de la Ville et de l'Agglomération et aboutiront à la production d'un dossier de synthèse et d'un dossier de consultation des entreprises validé par simple lettre par les deux parties.

Une équipe de maîtrise d'œuvre mixte est constituée pour la phase travaux. Elle est composée de représentants de la Ville et de représentants de l'Agglomération.

Cette équipe est pilotée par le coordonnateur. En cas de litige ou de conflit d'intérêts dans l'exécution du marché de travaux, les membres du groupement rechercheront une solution par voie de conciliation.

Article 6 – Modalités de répartition et de financement des travaux :

Le marché de travaux sera un marché à prix unitaires et comportera un seul lot pour la réalisation des réseaux pluviaux, d'eaux usées, d'eau potable et de voirie.

Pour permettre un partage équitable et légitime des coûts de réalisation des différents réseaux, le détail quantitatif et estimatif du marché sera établi en trois chapitres :

- Un chapitre voirie mettra à la charge financière de la Ville les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un chapitre réseau d'eaux pluviales mettra à la charge financière de la Ville les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un chapitre réseau d'eaux usées mettra à la charge financière de l'Agglomération les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un chapitre adduction d'eau potable mettra à la charge financière de l'Agglomération les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un chapitre éclairage public mettra à la charge financière de la Ville les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un chapitre espaces verts mettra à la charge financière de la Ville les dépenses relevant de sa compétence ;

La répartition des travaux par chapitre est la suivante :

Travaux en tranchée commune	Travaux séparés
Répartition des coûts sur la base d'une coupe type élaborée en phase Projet et validée par les deux parties	Prise en charge de l'ensemble des coûts par le maître d'ouvrage compétent

La facturation établie par le titulaire du marché devra respecter cette répartition par chapitre.

Article 7 – Documents nécessaires à la réception des travaux :

Les essais et les plans de récolement nécessaires à la réception des différents ouvrages seront commandés et payés directement par la collectivité compétente. Elle devra programmer l'intervention de ses prestataires, en accord avec le coordonnateur, pour ne pas perturber le déroulement général du chantier.

Article 8 – Réception des travaux :

La réception de travaux est organisée par le coordonnateur du groupement qui conviera les représentants qualifiés des membres du groupement.

Article 9 – Modalités de paiement :

Au fur et à mesure de l'avancement du projet, et en fonction des modalités propres à chaque marché, chaque collectivité réglera par mandat administratif selon le délai de paiement réglementaire la situation et/ou le décompte correspondant aux chapitres des travaux lui revenant, l'acte d'engagement du marché prévoyant explicitement cette répartition des paiements. En aucun cas une collectivité ne peut se substituer ou ne sera tenue responsable des retards pouvant subvenir dans les règlements des sommes dues par l'autre partie.

Article 10 – Frais de gestion des procédures :

Il n'est pas prévu de frais de gestion de procédures pour le coordonnateur. En particulier, les frais induits par la consultation sont à sa charge.

Article 11 – Durée de la convention :

La présente convention s'éteint après le solde des comptes de l'opération et après expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Article 12 – Contrôle de légalité :

Le coordonnateur est chargé de transmettre le marché de maîtrise d'œuvre et le marché de travaux au contrôle de légalité.

Article 13 – Modalités de sortie du groupement et résiliation de la convention :

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes sous réserve d'un préavis de 3 mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée de l'autre partie.

Le retrait de l'un des membres du groupement entraîne la résiliation de la présente convention.

Toutefois, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ne pourront intervenir qu'à l'issue de la passation du marché de travaux, sauf décision contraire et unanime des membres du groupement.

Les conditions de résiliation de la convention seront réglées par voie d'avenant.

Article 14 –Avenant :

Les avenants au marché de travaux suivront la même forme et la même procédure de passation du marché que le marché initial.

Article 15 –Litiges :

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait en double exemplaire,

A Montpellier, le

Pour la **Communauté d'Agglomération
de Montpellier**

Le Vice-Président délégué
L. POUGET

A Montpellier, le

Pour la **Ville de Montpellier**

Pour Le Maire
L'adjoint délégué
P. THINES

PROJET

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Maintenance et travaux de voirie Autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet de réaliser les travaux nécessaires à la réfection et l'entretien de la voirie de la ville de Montpellier sur l'un des quatre lots géographiques suivants :

- Lot 1 : quartier Montpellier Centre
- Lot 2 : quartiers Hôpitaux Facultés et Montpellier Centre 2
- Lot 3 : quartiers Mosson et Cévennes
- Lot 4 : quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et Port Marianne

Les travaux comprennent toutes fournitures, mises en place, essais, façons, transport et main d'œuvre nécessaires à la complète exécution dans les règles de l'art.

Il s'agit d'un marché à bon de commandes passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 33 3^o al. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires et font l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

La durée du marché est de un an. Le marché est reconductible 3 fois, ce qui porte la durée maximale de ce marché à 4 ans.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris, pour chaque lot, entre un minimum et un maximum, définis comme suit :

Montant minimum : 500 000, 00 € H.T.

Montant maximum : 1 500 000, 00 € H.T.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction du marché.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

au niveau des candidatures :

- garanties et capacités techniques et financières
- capacités professionnelles

au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
- prix des prestations (40%)

La Commission d'appel d'offres, en date du 16 avril 2013 a retenue, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse de l'entreprise :

Razel Bec pour le lot 1 – Montpellier Centre
Eiffage pour le lot 2 – Montpellier Centre 2-Hôpitaux/Facultés
Eurovia pour le lot 3 – Mosson/Cevennes
Malet pour le lot 4 – Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2013, nature 2315 en investissement et nature 61523 en fonctionnement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0035 aux entreprises suivantes :
Razel Bec pour le lot 1 – Montpellier Centre
Eiffage pour le lot 2 – Montpellier Centre 2-Hôpitaux/Facultés
Eurovia pour le lot 3 – Mosson/Cevennes
Malet pour le lot 4 – Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne ;
- de dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville, sur les imputations budgétaires citées plus haut ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Paysage et Biodiversité Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux qui permettent de créer un lien entre les domaines scientifiques et techniques pour mener des actions communes sur le plan national.

Pour l'année 2013, il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants :

Organismes	Ligne de crédit	Montant pour 2013
ICLEI – Conseil International pour les Initiatives Environnementales locales	22785	2 500 €
Agropolis International		20 000 €
Plante & Cité		3 090 €
ANEV- Association Nationale des Elus du vin		800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 26 390 euros sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville (section fonctionnement chapitre 928231, nature 6281) ;

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions

Régine SOUCHE rapporte :

Dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a engagé une démarche d'évaluation en continu de sa politique de prévention et de sécurité sur le territoire communal.

Pour ce faire une Convention Industrielle de Formation et de Recherche (CIFRE) d'une durée de trois ans avec le Centre d'Etudes et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publique de Grenoble a été adoptée par délibération du Conseil Municipal n° 2012/68 en date du 6 février 2012.

L'objectif de ce partenariat est de s'inscrire dans une démarche cohérente et pérenne de l'évaluation de nos politiques publiques de prévention de la délinquance par l'intervention d'un doctorant en position d'évaluateur interne au sein de la collectivité.

Le financement de ce partenariat peut faire l'objet d'une demande de subvention complémentaire auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) destiné à financer la réalisation d'actions dans le cadre des plans de prévention de la délinquance et dans le cadre de la contractualisation mise en œuvre entre l'État et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

- De solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Direction de la
Réglementation et de la
Tranquillité Publique
Service Ressources
Communes

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 161

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des manifestations en milieu festif Demande de subventions 2013

Régine SOUCHE rapporte :

Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques.

Un des axes opérationnel de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, dans la perspective de la période estivale 2013, et notamment au cours des mois de mai à septembre, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population est déployé sur les espaces publics ainsi qu'auprès des grands événements festifs, avec l'appui d'opérateurs associatifs.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :

- de solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT),
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Exploitation des logiciels Municipol, Canis et Géoprévention pour la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique Autorisation à signer le Marché Négocié

Régine SOUCHE rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché négocié sans mise en concurrence et soumis aux dispositions de l'article 35.II.8° du code des marchés publics avec la société LOGITUD SOLUTIONS sise ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Schoelcher - 68200 Mulhouse permettant l'exploitation des logiciels Municipol, Canis et Géoprévention pour la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique.

Pour continuer à réaliser ces prestations, il a été envoyé le 07 février 2013 un dossier de consultation en lot unique sous la forme d'un marché à bons de commande avec un maximum annuel de 30 000,00 Euros H.T. passé à prix unitaires conformément à l'article 77 du code des marchés publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour les trois périodes de reconduction.

Après négociations, la commission d'Appel d'offres, en date du 16 avril 2013, a décidé d'attribuer à la société LOGITUD SOLUTIONS le marché à bons de commande comprenant :

- Installation du progiciel Municipol 5 et audit de la base Municipol 4 (intervention sur site par un technicien tous frais inclus et installation sur le serveur et les postes de travail),
- Paramétrage de Municipol 5 (intervention sur site par un technicien tous frais inclus),
- Formation des utilisateurs sur Municipol 5 (intervention sur site d'un technicien tous frais inclus pour un groupe de 6 personnes maximum),
- Maintenance annuelle pour Municipol et Canis.

Entreprise	Estimation du bordereau de prix estimatif sur une année en Euros H.T.	Montant retenu du bordereau de prix estimatif sur une année en Euros H.T.
LOGITUD SOLUTIONS 68200 Mulhouse	9 000,00	7 084,00

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 16 avril 2013.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique : Nature 6156 - Fonction 921120
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché négocié avec la société retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Règlementation et Tranquillité Publique Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Régine SOUCHE rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Dans la thématique « Egalité des droits et des devoirs et tranquillité publique », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2013 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
921	6281	Devoirs et Droits de l'Homme et du Citoyen	76,00 Euros
921	6281	Forum Français pour la Sécurité Urbaine	4 600,00 Euros
921	6281	Haut Comité Français pour la Défense Civile	1 000,00 Euros

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes selon la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 5676,00 Euros sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville de Montpellier au chapitre 921 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat entre les Villes de Clermont-Ferrand et de Montpellier autour de l'exposition « La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire. 1934 – 1938. »

Philippe SAUREL rapporte :

La Direction de la Culture et du Patrimoine comprend un site culturel à Montpellier entièrement dédié à la photographie, le Pavillon Populaire, qui propose régulièrement des expositions de niveau international faisant l'objet de publications de qualité.

De 2011 à 2013 inclus, il a été demandé à Gilles Mora, en sa qualité de spécialiste de la photographie de renommée, de construire et piloter un programme de trois à quatre expositions par an, avec pour principe l'invitation régulière de commissaires internationaux.

En 2011 a été confiée la conception de l'exposition *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire. 1934-1938* à l'historien de la photographie Pierre Borhan afin de la présenter au Pavillon Populaire en mars 2013. Ce projet, créé spécifiquement pour la Ville de Montpellier, rassemble une grande quantité de photographies de maîtres mais également d'anonymes et des archives de presse autour de la période du Front populaire.

Cette recherche est le fruit de plus de deux ans de travail et elle a interpellé la Direction des affaires culturelles de la Ville de Clermont-Ferrand de par son thème et sa pertinence. C'est ainsi qu'une co-production est née.

La convention proposée ici est donc le résultat du travail de collaboration entre nos deux villes, déjà entrepris lors de la reprise de l'exposition *Les suds profonds de l'Amérique* de Gilles Mora en 2011. La Ville de Clermont-Ferrand s'est donc proposé en 2012 de participer financièrement à l'élaboration de cette production d'exposition, y compris à sa publication, à hauteur de 10 000 euros, en échange d'une présentation de l'exposition adaptée à son lieu d'expositions photographiques, l'Hôtel Fontfreyde, à partir du 8 octobre 2013.

Pour cette exposition, la Ville de Clermont-Ferrand prendra en charge directement tous les frais de transport aller et retour des œuvres depuis Montpellier, d'assurance clou à clou, d'adaptation du commissariat par Pierre Borhan, de communication, de montage et de démontage. Elle mentionnera toujours la Ville de Montpellier comme productrice principale de cette exposition exclusive.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la signature de la convention de partenariat entre les communes de Clermont-Ferrand et de Montpellier, jointe en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* »

Convention de partenariat

N°2013 /

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Clermont-Ferrand

Domiciliée 10 rue Philippe Marcombes - 63033 Clermont-Ferrand
Représentée par Monsieur Serge GODARD, Maire, agissant *es-qualités*
Téléphone : 04 73 42 63 63 Fax : 04 73 42 63 39
N° SIRET : 216 301 135 000 10 Code APE : 9011

Ci-après désigné par le terme de « **PARTENAIRE.** »

ET

La Ville de Montpellier

Domiciliée au 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier cedex 2
Téléphone : 04 67 34 88 21 Fax : 04 99 58 87 66
N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant *es-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2009.

Ci-après désignée par le terme d'« **ORGANISATEUR.** »

PREAMBULE

Le présent contrat d'exposition énonce les conditions de l'accord convenu entre le **PARTENAIRE** et l'**ORGANISATEUR**.

L'ORGANISATEUR programme au Pavillon Populaire de Montpellier, du 29 mars au 9 juin 2013, une exposition de photographies autour de la thématique du Front populaire en France, entre 1934 et 1938 réalisée par l'historien de la photographie Pierre Borhan. L'ORGANISATEUR s'engage à présenter l'exposition conformément aux dispositions ci-après et sa première diffusion sera adaptée pour présentation dans le lieu dédié aux expositions

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

photographiques du PARTENAIRE. Lorsque le présent contrat fait mention du PARTENAIRE et de l'ORGANISATEUR en tant qu'entité unique, ils sont intitulés « les parties ».

I. L'EXPOSITION

L'exposition est composée des œuvres photographiques provenant de collections publiques et privées empruntées par l'ORGANISATEUR et répertoriées à l'Annexe B (à fournir en version définitive après finalisation de la convention.) L'ORGANISATEUR se réserve le droit de retirer à tout moment une ou plusieurs œuvres de l'exposition pour des besoins de préservation et/ou de conservation, à condition d'en expliquer les motifs au PARTENAIRE.

II. PLANNING ET TOURNÉE DE L'EXPOSITION

A. Lieu de démarrage

Le lieu de démarrage de l'exposition est :

Le Pavillon Populaire, galerie d'art photographique de la Ville de Montpellier, sis esplanade Charles-De-Gaulle, 34000 Montpellier, France, du 29 mars au 9 juin 2013.

B. Autres lieux

L'ORGANISATEUR diffusera l'exposition, pour la première fois hors de Montpellier, dans le centre d'exposition photographique du PARTENAIRE, soit l'Hôtel Fon Reyde, sis 34 rue des Gras 63000 Clermont-Ferrand, du 8 octobre 2013 au 4 janvier 2014.

En fonction du planning, les deux parties peuvent décider ensemble de repousser la date de clôture. Les accords passés entre l'ORGANISATEUR et les responsables des autres lieux doivent exiger que lesdits lieux respectent totalement les conditions du présent contrat en ce qui concerne le transport, l'assurance et la présentation de l'exposition. Le PARTENAIRE devra envoyer préalablement à l'ORGANISATEUR un rapport pour étude sur les équipements courants et les conditions techniques des lieux prévus. L'ORGANISATEUR devra agréer tout changement proposé par le PARTENAIRE de lieu ou de date d'exposition, au moins 60 jours avant l'ouverture de l'exposition dans le lieu concerné.

III. ASSURANCE ET RISQUES DE PERTE

A. Période de couverture

Pour les besoins de la présente convention, les œuvres sont réputées être sous la responsabilité de l'ORGANISATEUR à partir de leur enlèvement de chez les prêteurs par un transporteur d'œuvres d'art et jusqu'à leur départ organisé par le PARTENAIRE, environ 30 jours avant sa présentation de l'exposition. Le PARTENAIRE s'engage à prendre le relais de la couverture d'assurance clou à clou des œuvres, depuis l'enlèvement des œuvres à Montpellier jusqu'à leur retour à Montpellier pour constats et renvois aux prêteurs par l'ORGANISATEUR.

B. Assurance

Le PARTENAIRE doit souscrire pour l'exposition une assurance tous risques spécifique aux œuvres d'art, avec garantie totale et continue, sans franchise, sur la période de couverture suscitée (III A.). La police d'assurance doit désigner les prêteurs indiqués par l'ORGANISATEUR comme bénéficiaires. Le PARTENAIRE doit adresser une attestation d'assurance à l'ORGANISATEUR avant l'expédition. Le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR conviennent de respecter toute procédure qu'exigeraient les conditions du contrat d'assurance.

C. Sinistres

Le PARTENAIRE s'engage à informer immédiatement l'ORGANISATEUR de tout vol, de tout dommage ou perte (avec justificatifs), qui se produirait au cours de la période où l'exposition est sous la responsabilité du PARTENAIRE. Le PARTENAIRE doit se charger des déclarations de sinistre pour les pertes ou dommages, appuyées par des justificatifs (cf. section VIII. B-C pour les mesures d'urgence).

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

IV. SECURITE

Le PARTENAIRE est responsable de la sécurité et de la sauvegarde des œuvres depuis leur livraison jusqu'à leur retour chez l'ORGANISATEUR. Les galeries de l'exposition doivent être sous surveillance durant les périodes d'installation et de démontage, l'accès à la zone de l'exposition devant être réservé au seul personnel directement concerné par l'installation. La zone doit être sécurisée durant l'absence du personnel. L'ensemble des œuvres exposées doit rester à tout moment visible par un agent de sécurité expérimenté durant les heures d'ouverture au public. Le PARTENAIRE s'engage à assurer que dans aucune circonstance le niveau de protection de sécurité prévu pour l'exposition ne sera inférieur à celui qu'il applique aux œuvres de valeur et d'état semblables appartenant à ses propres collections.

V. TRANSPORT

A. Frais de transport

Le PARTENAIRE prendra à sa charge les frais de transport aller-retour depuis chez l'ORGANISATEUR par un transporteur d'œuvres d'art, sans frais de convoiement.

B. Modalités du transport

En accord avec l'ORGANISATEUR, le PARTENAIRE prendra toutes les dispositions pour le transport de l'exposition depuis et vers les locaux de l'ORGANISATEUR via un transporteur d'œuvres d'art, agréé au préalable par l'ORGANISATEUR. Le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR s'accorderont sur les dates d'expédition aller et retour de l'exposition dans les délais imposés par le planning de l'exposition. Si, pour quelque raison que ce soit, le PARTENAIRE ne peut pas accueillir l'exposition à la date prévue ou ne peut pas préparer l'exposition en temps et heure pour la date de retour prévue, le PARTENAIRE en informera immédiatement l'ORGANISATEUR. Le PARTENAIRE s'engage à réceptionner l'exposition directement dans une zone sécurisée et climatisée de ses propres locaux. Le PARTENAIRE est responsable du déchargement, du déballage puis du remballage et du rechargement de l'exposition. Le PARTENAIRE s'engage à respecter l'ensemble des plannings de transport requis pour la sécurité de l'exposition.

C. Logistique du transport

L'ORGANISATEUR mettra l'exposition à disposition pour enlèvement par un transporteur à partir du 9 septembre 2013. Le convoiement n'est pas exigé et ses frais éventuels seront à la charge du PARTENAIRE si celui-ci le souhaite.

D. Transit par camion

Tout transport des œuvres par camion doit faire l'objet d'un chargement exclusif dans des véhicules adaptés à suspension pneumatique, avec deux chauffeurs.

E. Transit aérien

Pour tout transport des œuvres par voie aérienne, le PARTENAIRE doit s'assurer que le commissionnaire en douane spécialisé a prévu un service de sécurité sur le tarmac côté avion.

VI. INSTALLATION ET DEMONTAGE

A. Equipements requis

La responsabilité liée à la présentation de l'exposition exige le respect des procédures concernant la sécurité, la solidité des expositions, les éclairages et toutes autres mesures nécessaires à la protection des œuvres exposées, telles que précisées dans ce contrat. Une attention toute particulière sera portée au contrôle de l'hygrométrie et de

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

la température, au maintien d'un niveau d'éclairage respectant la sécurité des œuvres dans les locaux de stockage et d'exposition et à la garantie d'une sécurité renforcée et d'un système de prévention des incendies, conformément aux instructions données par l'ORGANISATEUR. Les œuvres ne doivent pas être désencadrées sans l'autorisation écrite de l'ORGANISATEUR. Le PARTENAIRE doit garantir que l'installation n'aura pas lieu tant que toute activité de construction et de peinture sera achevée et que les surfaces peintes dans les zones d'exposition auront bénéficié d'un minimum de 36 heures de séchage et d'évaporation des odeurs.

B. Cadres et matériel d'accrochage

Les œuvres doivent être exposées dans les cadres fournis et seront équipées de moyens de fixation standards qui ne doivent être ni enlevés ni repositionnés. Il est possible d'ajouter du matériel supplémentaire et/ou spécifique pour garantir la sécurité des œuvres ou les protéger de mouvements excessifs en cas de tremblement de terre. Toutefois, de tels matériels ne peuvent être rajoutés qu'avec l'accord de l'ORGANISATEUR. Tout autre système d'accrochage ou d'exposition des œuvres encadrées doit être signalé à l'ORGANISATEUR et faire l'objet d'un accord entre les deux parties 60 jours avant l'expédition des œuvres dans les locaux du PARTENAIRE.

C. Manutention et supervision

Le PARTENAIRE mettra à disposition des membres de son personnel expérimentés dans la manutention des œuvres d'art ou, avec l'accord de l'ORGANISATEUR, des personnes expérimentées dans la manutention et recrutées à cet effet. Toute opération de déballage, emballage, installation et démontage doit être supervisée par un personnel habilité.

D. Œuvres non incluses dans l'exposition

Sur autorisation, toute œuvre de l'exposition faisant l'objet d'une édition mais non incluse dans l'exposition doit être conservée, aux frais du PARTENAIRE, dans un local sécurisé et climatisé, sous réserve de l'accord de l'ORGANISATEUR.

E. Frais d'installation et de démontage

Le PARTENAIRE endossera et supportera tous les frais d'installation de l'exposition, incluant (liste non exhaustive) : main d'œuvre, construction, agencement de l'exposition, éclairage et ouvrages graphiques.

F. Informations fournies

L'ORGANISATEUR mettra à disposition par voie électronique une liste de contrôle et tout autre matériel, notamment du matériel de communication et de signalétique, que le PARTENAIRE pourra utiliser afin de produire ses propres textes de présentation, d'introduction et d'explication autour de l'exposition.

G. Déballage et stockage des caisses

Afin de permettre aux œuvres d'art de s'acclimater, le PARTENAIRE s'engage à ne pas débiller avant un délai de 24 heures suivant la livraison des caisses dans le lieu d'exposition. Le PARTENAIRE s'engage à stocker à ses frais les caisses d'emballage et les matériels afférents à l'exposition dans un local propre et sec.

H. Démontage et emballage

Le PARTENAIRE s'engage à démonter et emballer l'exposition prête à expédier à son terme, conformément au planning mutuellement convenu. Le démontage et le emballage seront exécutés rapidement à la fin de l'exposition sous la supervision d'un personnel habilité. L'ensemble des œuvres doit être emballé dans ses emballages d'origine. Toutefois, si nécessaire, des emballages en plastique souillés ou déchirés peuvent être remplacés par des feuilles propres de plastique transparent. Aucun changement du système d'emballage ne pourra avoir lieu sans l'autorisation écrite de l'ORGANISATEUR.

VII. COMPTES-RENDUS D'ETAT DES OEUVRES ET PROCEDURES EN CAS DE PERTE OU DOMMAGES

A. Comptes-rendus d'état des œuvres

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

L'ORGANISATEUR fournira un livret contenant un compte-rendu de l'état initial avec une image fac-similé de chaque œuvre exposée. Les comptes-rendus seront annotés, signés et datés par un membre du personnel habilité au moment du déballage et lors du remballage. Tout au long de leur présence sur les lieux d'exposition, les œuvres devront subir un contrôle hebdomadaire mené par une personne qualifiée travaillant dans le service approprié. Toute modification de l'état devra être mentionnée dans le compte-rendu d'état et immédiatement signalée à l'ORGANISATEUR selon la procédure décrite ci-dessous. Si une œuvre s'avère être instable ou dans un état qui la rend vulnérable, le PARTENAIRE doit immédiatement signaler ce fait à l'ORGANISATEUR, retirer l'œuvre de l'exposition et l'enfermer dans un local prévu pour le stockage de collections muséales.

B. Mesures d'urgence

Aucune œuvre ne doit être retirée de son cadre ou de son support permanent ; le PARTENAIRE ne doit pas réparer, faire réparer une œuvre ou lui appliquer un traitement correctif sans l'autorisation écrite préalable de l'ORGANISATEUR, sauf en cas d'urgence :

- 1) sur notification d'un représentant autorisé de l'ORGANISATEUR ;
- 2) pour des procédures nécessaires à la prévention de menaces de dégâts ou pour empêcher la survenue de dégâts supplémentaires en cas d'accident, fuite d'eau, incendie, inondation, tremblement de terre ou toute autre menace dans des circonstances ne laissant pas le temps de prendre contact avec le personnel de l'ORGANISATEUR.

C. Procédures en cas de dommages ou de vol

1. Si une œuvre est endommagée, perdue ou volée, voire objet de mesures d'urgence, d'altération de son état ou si son retrait s'impose, le PARTENAIRE doit, dans chacun de ces cas, immédiatement le documenter et en rendre compte auprès de l'ORGANISATEUR en appelant au 04 67 34 88 21 ou au 06 17 17 26 20. Si le responsable de service n'est pas immédiatement joignable, le PARTENAIRE doit appeler le commissaire de l'exposition au 06 73 31 56 69. Dans de tels cas, le PARTENAIRE doit suivre les instructions du personnel autorisé par l'ORGANISATEUR au sujet des œuvres concernées.
2. Tout dommage ou changement documenté de l'état d'une œuvre sera photographié au moment même de sa constatation et le(s) photographie(s) jointe(s) à un rapport écrit décrivant : le dommage ou la détérioration, le cas échéant, les mesures prises par le PARTENAIRE, l'état de l'œuvre et les recommandations du PARTENAIRE. Un exemplaire du rapport doit être adressé par mail (madeline.faure@ville-montpellier.fr) à l'attention du responsable de service et un exemplaire papier envoyé par courrier express. Le PARTENAIRE doit rapidement fournir toute information complémentaire que l'ORGANISATEUR pourrait raisonnablement demander concernant l'incident.
3. Dans des situations exigeant une intervention immédiate, le personnel autorisé par l'ORGANISATEUR peut donner son accord verbal, ainsi que des instructions, suivis d'une confirmation écrite, concernant toute prise en charge nécessaire d'une œuvre. Une fois l'autorisation accordée, le PARTENAIRE doit exiger de la personne chargée du traitement de l'œuvre concernée qu'elle documente dans son intégralité tout traitement exécuté et joigne ce document au livret du compte-rendu d'état, ainsi qu'une copie de l'autorisation écrite du commissaire de l'exposition autorisant un tel traitement.

IX. ENVIRONNEMENT

A. Niveaux de soins

Le PARTENAIRE s'assurera du maintien des niveaux adéquats de contrôle environnemental dans les espaces où les œuvres et leurs emballages sont stockés ou exposés ; une attention toute particulière sera accordée au maintien des justes niveaux de luminosité et d'humidité. Aucune œuvre ne doit être mise en contact direct avec des dispositifs d'éclairage, de chauffage, de climatisation, de ventilation ou de distribution de courant électrique. Le PARTENAIRE interdira le stockage, le service ou la consommation de nourriture et/ou de boissons dans les espaces où les œuvres sont stockées ou exposées.

B. Température et humidité relative

Une température constante de 19 à 23 degrés doit être maintenue.

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

C. Luminosité

Le PARTENAIRE ne doit pas permettre qu'une œuvre soit exposée à la lumière du soleil, à des éclairages fluorescents (sauf si les lampes sont munies de filtres à ultraviolets) ou à un niveau de luminosité excessif. Le niveau de luminosité requis pour des œuvres photographiques artistiques et autres objets sensibles à la lumière est de 10 pieds-bougies. En dehors des heures d'ouverture, les galeries doivent être maintenues dans le noir, sans veilleuses à proximité des pièces exposées.

X. MENTION DU CREDIT

Le PARTENAIRE fera mention du crédit, de manière appropriée et suivant accord mutuel, et exprimera son soutien à l'exposition. Les parties se concerteront de façon continue à ce sujet. En toute occasion où elle sera mentionnée, par voie de presse et d'affichage notamment, le PARTENAIRE devra toujours faire figurer la mention suivante :

© Ville de Montpellier / Pavillon Populaire – Espace d'expositions photographiques

Le PARTENAIRE affichera ce crédit *a minima* près de l'entrée de l'espace d'exposition. Le cas échéant, il sera fait mention des sponsors de l'ORGANISATEUR conformément aux emplacements et formats stipulés.

XI. PHOTOGRAPHIE, PUBLICITE ET CREDITS

A. Droits d'auteur

1. Moyennant autorisation écrite du/des détenteur(s) des droits d'auteur, l'ORGANISATEUR autorise par le présent contrat le PARTENAIRE à utiliser, distribuer et reproduire des images sélectionnées à des fins de promotion et de publicité autour de l'exposition, ainsi que pour la scénographie, les archives et les besoins pédagogiques en lien direct avec l'exposition. L'ORGANISATEUR ne mettra pas à disposition d'images numérisées sans autorisation expresse du/des détenteur(s) des droits d'auteur.

2. Le PARTENAIRE doit exiger que toute utilisation par la presse des images de l'exposition fasse mention du crédit de l'ORGANISATEUR.

3. Le PARTENAIRE s'engage à s'assurer que toute reproduction d'image portera les mentions d'identification exactes, selon les spécifications du prêteur transmises par l'intermédiaire de l'ORGANISATEUR. Tout élément reproduisant un travail photographique, graphique ou scénographique créé en rapport avec l'exposition, portera la mention de crédit suivante :

© Ville de Montpellier / Pavillon Populaire – Espace d'expositions photographiques / nom de l'auteur et année de création

B. Matériels promotionnels et pédagogiques

L'ORGANISATEUR ne fournira au PARTENAIRE que des matériels destinés à la planification interne, à la pédagogie et à la collecte de fonds. La reproduction de ces matériels dans un tout autre contexte est interdite.

1. Le PARTENAIRE sera également en droit de reproduire les œuvres mises à disposition par l'ORGANISATEUR pour des invitations, tracts, brochures et tickets d'entrée courants, ainsi que pour du matériel promotionnel destiné à annoncer et valoriser l'exposition. Les formats, mises en page, sélections d'images et autres éléments significatifs de toute pièce reproduisant toute œuvre mise à disposition par l'ORGANISATEUR seront soumis au contrôle et à l'approbation de l'ORGANISATEUR.

2. Au cours de la campagne de promotion de l'exposition, le PARTENAIRE sera en droit de faire un usage raisonnable des reproductions des œuvres mises à disposition par l'ORGANISATEUR pour des annonces exclusivement destinées à la publicité et à la promotion de l'exposition. Les droits de publicité doivent être convenus avec le détenteur des droits d'auteur ou son représentant.

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

3. Aucun matériel publicitaire ou promotionnel ne peut être vendu (ou utilisé comme prime pour promouvoir la vente d'autres produits) ; aucune pièce seule ne peut porter de reproductions de plus de vingt (20) œuvres mises à disposition par l'ORGANISATEUR, sans l'autorisation écrite préalable de l'ORGANISATEUR.
4. Tout imprimé comportant des images doit faire mention du crédit de l'ORGANISATEUR.
5. Les reproductions ne doivent pas être rognées, à fond perdu, avec un texte en surimpression, ni modifiées en aucune façon. L'ensemble des crédits documentaires et photographiques doit figurer soit à côté de la reproduction, soit sur la page en regard, soit à son verso.
6. Il doit également être fait mention imprimée du crédit et du versement de droits, mais cette mention peut figurer dans une partie séparée.

C. Mention du crédit

Le PARTENAIRE s'assurera que tout matériel imprimé fera mention du crédit de l'exposition (voir section X).

D. Photographies de l'installation

1. Le PARTENAIRE interdira toute prise de vue de l'exposition par les visiteurs. Tout enregistrement par caméra, vidéo ou photographie par des personnes n'appartenant pas à la presse ou à d'autres médias exige l'accord préalable de l'ORGANISATEUR, en dehors des reportages réalisés par le service communication du PARTENAIRE. L'exposition ne peut être photographiée qu'en gros plan et par des photographes professionnels accrédités par le PARTENAIRE. Ces photographies en gros plan ne peuvent être utilisées qu'à des fins d'archivage, de pédagogie et de publicité en relation avec cette exposition.
2. Toute personne autorisée par le PARTENAIRE à photographier l'exposition devra être accompagnée et contrôlée par un ou plusieurs membres du personnel des lieux d'exposition qui pourra intervenir à tout moment s'ils jugent que la sécurité des œuvres pourrait être menacée. Toute prise de vue professionnelle doit se conformer à ce qui suit :
 - a. Aucun photographe ne doit toucher aucune des œuvres, y compris les cadres, caches, supports, socles ou tout autre élément d'exposition.
 - b. Dans certaines circonstances, l'exposition pourra être photographiée en utilisant un éclairage complémentaire, mais uniquement dans le cas où cet éclairage est indirect et que les prescriptions suivantes sont respectées : les lampes doivent se situer à plus de trois mètres de l'œuvre et ne pas être dirigées vers elle ; les lampes et leurs supports ne seront pas disposés de sorte qu'ils génèrent une chaleur qui pourrait mettre en danger tout objet ou de sorte qu'un support déséquilibré pourrait heurter l'œuvre.

E. Eléments à fournir à l'ORGANISATEUR

Dans les six mois suivant la clôture de l'exposition, le PARTENAIRE devra fournir à l'ORGANISATEUR un rapport sur le déroulé de l'exposition incluant des copies des communiqués de presse, des chiffres de fréquentation et une revue de presse.

XII. PUBLICATIONS

L'ORGANISATEUR mettra gracieusement à disposition du PARTENAIRE soixante (60) exemplaires du catalogue de l'exposition. Ce catalogue comportera la mention « en partenariat avec la Ville de Clermont-Ferrand – Exposition présentée du 8 octobre 2013 au 4 janvier 2014 à l'Hôtel Fontfeyde – Centre photographique.

Le partenaire disposera d'un espace éditorial équivalent à celui de l'organisateur.

XIII. MODALITES FINANCIERES

A. Participation à la production de l'exposition

Le PARTENAIRE s'engage à payer, par l'intermédiaire de l'ORGANISATEUR, des frais de production d'œuvres directement liés à la conception de l'exposition objet de cette convention, exposition réalisée par le commissaire désigné par l'ORGANISATEUR, à hauteur de **10 000 € TTC (dix mille euros toutes taxes comprises.)**

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

Les paiements de productions doivent être versés par chèque ou par virement bancaire aux prestataires désignés par l'ORGANISATEUR, dans les 30 jours calendaires suivant la réception de la facture par le PARTENAIRE. Les justificatifs de paiement aux prestataires désignés seront fournis à l'ORGANISATEUR par le PARTENAIRE.

B. Autres responsabilités

Le PARTENAIRE s'engage également à :

- (1) s'acquitter des frais de transport précisés en section V.
- (2) souscrire une assurance comme précisé en section III.

Le PARTENAIRE supportera tous les frais de présentation de l'exposition dans ses locaux, y compris mais non limité à, l'assurance des œuvres, la promotion, la publicité, les vernissages, le déballage et le remballage des œuvres, les frais de transports de Montpellier à Clermont-Ferrand aller et retour, les frais d'installation, de stockage des caisses et des emballages (à l'intérieur ou en dehors des locaux du PARTENAIRE, si nécessaire), des documents pédagogiques, d'animation et liés aux réceptions. Il invitera à ses frais deux représentants désignés par l'ORGANISATEUR pour participer au vernissage de l'exposition à Clermont-Ferrand.

C. Sponsors

Le PARTENAIRE pourra rechercher un financement par *sponsoring* pour couvrir les coûts de présentation de l'exposition, y compris tous les frais locaux et les frais de participation de l'ORGANISATEUR (ensemble, les « Frais locaux »). Afin d'éviter des conflits de *sponsoring*, si le PARTENAIRE recherche du *sponsoring* pour couvrir ses Frais locaux, il accepte de consulter le responsable désigné par l'ORGANISATEUR et d'obtenir ainsi l'autorisation de ce dernier avant d'accepter un tel *sponsoring*. L'ORGANISATEUR s'engage à ne pas refuser ou retarder son accord au-delà d'un délai raisonnable.

XIV. GARANTIES ET RESPONSABILITE

A. Relevant de l'ORGANISATEUR

Le PARTENAIRE déclare que :

- (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter le présent contrat,
- (2) les objets prêtés sont libres de tous privilèges, servitudes ou droits de tiers
- (3) les œuvres mises à disposition par les prêteurs à l'ORGANISATEUR, faisant partie de l'exposition et expressément agréées par l'ORGANISATEUR pour chaque usage particulier, n'enfreignent aucun *copyright* ou autre droit de toute personne physique ou morale.

B. Relevant du PARTENAIRE

Le PARTENAIRE déclare, garantit et assure que

- (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter le présent contrat,
- (2) il respectera l'ensemble des dispositions du présent contrat
- (3) il ne fera pas usage, ni ne permettra de faire usage d'aucune œuvre mise à disposition par l'ORGANISATEUR, ni d'aucun autre objet ou œuvre prêté(e) pour l'exposition, ni d'aucun droit accordé par les présentes qui pourrait être en violation du *copyright* ou de tout autre droit de toute personne physique ou morale.

C. Responsabilités

En ce qui concerne le non-respect par l'une ou l'autre des parties des déclarations et garanties citées dans les présentes, la partie fautive accepte la responsabilité de tout coût, perte, dommage documenté ou frais qu'entraînerait ce non-respect.

XV. ARBITRAGE, LITIGES, LIMITATION DES RESPONSABILITES ET INDEMNISATION

A. Arbitrage

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

Les parties conviennent qu'en cas de litige relatif au présent contrat et si aucune partie ne demande de compensation autre que financière, dans une limite maximum de dix mille euros (10 000 EUR) hors intérêts, coûts et honoraires d'avocats, elles porteront l'affaire pour arbitrage. Sauf disposition contraire de la Loi, la décision d'arbitrage sera définitive et engagera les deux parties.

B. Non-respect des responsabilités contractuelles

Le PARTENAIRE accepte que, dans aucun cas, des dommages payables par l'ORGANISATEUR et résultant d'un non-respect de sa part des dispositions du présent contrat ne pourront dépasser le montant des frais de participation effectivement versés à l'ORGANISATEUR et qu'en aucun cas le PARTENAIRE ne sera en droit de percevoir, outre le montant de ses dommages ou remboursements réels décrits ci-dessus, des dommages indirects, accessoires, spécifiques ou dissuasifs. Les parties ayant convenu que la solution de remboursement définie ci-dessus, incluant les dommages réels ainsi limités, est juste et adéquate et sera le seul recours du PARTENAIRE.

C. Indemnisation

Excepté dans la mesure où l'ORGANISATEUR ou ses représentants ont fait preuve de négligence, l'ORGANISATEUR accepte de dégager le PARTENAIRE de sa responsabilité, de l'indemniser et de le défendre contre toute réclamation, tous dommages, toutes pertes et dépenses, y compris mais non limité aux honoraires raisonnables d'avocat et débours revendiqués auprès du PARTENAIRE ou subis par lui en relation avec ou découlant du présent contrat ou de l'exposition réalisée par l'ORGANISATEUR.

XVI. PROCEDURES LEGALES ; SAISIE DES ŒUVRES

Si toute action ou procédure légale est entreprise impliquant l'exposition ou en relation avec elle, et que soit l'ORGANISATEUR, soit le PARTENAIRE y est cité comme défendeur ou répondant, l'ORGANISATEUR s'engage à en informer rapidement le PARTENAIRE et à coopérer avec lui concernant toute œuvre qui ferait l'objet d'une telle action ou procédure dans tout litige qui pourrait s'ensuivre. Si une citation, une plainte ou autre action légale ou revendication de propriété ou de droit de propriété est notifiée, revendiquée ou entreprise à l'encontre de l'ORGANISATEUR, du PARTENAIRE ou de toute œuvre, dans l'objectif de s'octroyer, prendre possession de ou de saisir une quelconque œuvre dans l'exposition, l'ORGANISATEUR s'engage, dans la pleine mesure où la loi l'y autorise, à s'opposer à un tel octroi ou saisie et à se défendre ou à défendre le PARTENAIRE, à protéger l(es) œuvre(s) contre de telles actions ou revendications et, dans tous les cas, à entreprendre toutes les démarches légales à sa disposition afin d'informer immédiatement le PARTENAIRE de toute tentative au moyen d'une procédure légale ayant pour objet la prise de possession ou la saisie d'une œuvre de l'exposition avant que toute saisie soit autorisée ou que la propriété de l'œuvre soit transférée en conclusion d'une telle procédure.

XVII. DROIT DE RESILIATION ; FORCE MAJEURE

A. Cas de force majeure

Ni la galerie organisatrice, ni la galerie participante ne pourront être tenues pour responsables des dégâts provoqués par un retard ou un manquement dans l'exécution du présent contrat ou d'une quelconque de ses dispositions, ou d'un retard ou d'un manquement entraînant la résiliation du présent contrat, si un tel retard ou manquement entraînant cette résiliation provient d'une cause dépassant raisonnablement sa responsabilité, telle que, mais non limitée à : incendie, grève, pénurie de matériaux ou de carburant, guerre ou acte de guerre, mouvement de foule ou émeute, action des pouvoirs publics, retard ou manquement causé par les transports publics, séisme, tempête, inondation ou autre cas de force majeure, à condition toutefois que la partie notifie à l'autre partie tout retard réel ou attendu, prenne des mesures raisonnables pour minimiser le retard et en corriger les effets et reprenne rapidement l'exécution de ses obligations après élimination de la cause du retard.

B. Moins autres que le cas de force majeure

Si des circonstances autres qu'une force majeure obligent l'une ou l'autre partie à annuler l'exposition avant sa date d'inauguration, la notification doit en être faite par écrit.

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

1. Annulation par l'ORGANISATEUR

- a. Si, pour quelque raison que ce soit, autre qu'un cas de force majeure, l'ORGANISATEUR est obligé d'annuler l'exposition avant son inauguration sur le lieu d'exposition du PARTENAIRE, l'ORGANISATEUR devra rembourser au PARTENAIRE l'acompte déjà versé (déduction faite des dépenses directes du PARTENAIRE déjà intervenues) et le PARTENAIRE ne sera pas dans l'obligation de régler le solde des frais de production. Ce remboursement sera l'exclusif et unique recours du PARTENAIRE en cas d'annulation ; l'ORGANISATEUR ne sera pas tenu pour responsable des dommages ou autres frais entraînés par une telle annulation.
- b. Si l'ORGANISATEUR est obligé d'annuler l'exposition avant son inauguration sur son lieu d'exposition en raison d'un manquement dans l'exécution du présent contrat de son propre fait, toutes les sommes déjà versées seront perdues et le solde du prix de participation à la production restera dû.

2. Annulation par le PARTENAIRE

- a. Si l'annulation intervient plus de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de la participation à la production sera perdu.
 - L'ORGANISATEUR facturera au PARTENAIRE toute dépense excédant le montant de l'acompte.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé, le PARTENAIRE devra l'agréer par écrit et l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.
- b. Si l'annulation intervient moins de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de la participation à la production sera perdu.
 - LE PARTENAIRE devra régler le solde du coût de la participation à la production.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé, le PARTENAIRE devra l'agréer par écrit et l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.

XVIII. CONFLIT D'INTERETS

L'ORGANISATEUR pourra résilier le présent contrat dans les trois ans suivant son exécution sans s'exposer à une pénalité ou autre obligation si une personne impliquée de manière significative dans la négociation, la rédaction, l'obtention ou la conclusion du présent contrat pour le compte de l'ORGANISATEUR est employée pour quelque raison que ce soit par toute autre partie, ou devient le consultant de toute autre partie concernant l'objet du présent contrat alors que celui-ci ou l'un de ses éventuels avenants est toujours en vigueur.

XIX. INTEGRALITE DU CONTRAT

A. Le présent contrat et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord relatif à l'exposition entre le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR. Le présent contrat annule et remplace tout document, courrier, conversation et autre accord écrit ou verbal antérieur relatif au dit accord.

B. Le présent contrat ne doit être amendé ou modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par les deux parties ; aucune renonciation aux termes du présent contrat ne prendra effet à moins d'être écrite et signée par la partie renonciatrice.

XX. LOI APPLICABLE

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

L'interprétation, l'application et l'exécution du présent contrat seront soumises à la loi française, tribunaux de Montpellier.

XXI. SIGNATURES ; ENGAGEMENT

Conformément à ce qui précède, le PARTENAIRE, soit la Ville de Clermont-Ferrand, et l'ORGANISATEUR approuvent que la ou les personne(s) qui signe(nt) le présent contrat en leur nom est/sont dûment mandatée(s) pour ce faire. Ils affirment qu'ils ont conclu le présent contrat et l'ont fait signer en leur nom afin qu'il les lie devant la loi.

Le PARTENAIRE

**Ville de Clermont-Ferrand
10 rue Philippe Marcombes
63033 CLERMONT-FERRAND**

ORGANISATEUR

**La Ville de Montpellier
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2, France**

Pour Monsieur le Maire, l'Adjoint délégué

Nom : Olivier BIANCHI

Fonction : Adjoint au Maire délégué à la Culture

Date : _____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

Pour Madame Le Maire, l'Adjoint délégué

Nom : Philippe SAUREL

Fonction : Adjoint au Maire délégué à la Culture

Date : _____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

Exposition « *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire (1934-1938.)* » - Convention de partenariat

ANNEXE A.

Coordonnées des parties

PARTENAIRE

Julie HAMELIN, Directrice de la Culture – Ville de Clermont-Ferrand
jhamelin@ville-clermont-ferrand.fr

Télécopie : 04.73.42.60.51

Régis Besse, Direction de la Culture
Téléphone 04.73.42.60.57
rbesse@ville-clermont-ferrand.fr

ORGANISATEUR

Valérie Astésano, Directrice de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier
valerie.astesano@ville-montpellier.fr

Gilles Mora, Directeur artistique du Pavillon Populaire
gilles.mora@ville-montpellier.fr

Madeline Faure, Responsable des lieux d'art et d'histoire
+33 (0)4 67 34 88 21 (ligne fixe)
+33 (0)4 67 34 88 90 (fax)
+33 (0)6 17 17 26 20 (portable)
madeline.faure@ville-montpellier.fr

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Amaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat entre le Musée International des Arts Modestes (MIAM) de Sète et la Ville de Montpellier autour de l'exposition « Manuel Ocampo » au Carré Sainte-Anne

Philippe SAUREL rapporte :

Installé dans une église désacralisée, le Carré Sainte Anne, espace d'exposition hors du commun, offre ses cimaises depuis 1991 à des expositions d'art contemporain et accueille également de nombreuses manifestations culturelles régionales.

Pour ses vingt ans, la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier a décidé d'offrir une nouvelle vie à ce lieu emblématique en misant sur une programmation d'envergure internationale, toujours orientée vers l'art contemporain, placée sous l'égide de Numa Hambursin et d'un comité artistique de programmation. Le fruit de leur réflexion collective a donné lieu à un ambitieux programme d'expositions d'art contemporain qui a débuté à partir du mois d'avril 2011, projets toujours accompagnés de catalogues dédiés.

Un partenariat s'est dessiné en 2012 avec le Musée International des Arts Modestes (MIAM) de Sète fondé par l'artiste Hervé Di Rosa, autour de la création contemporaine philippine. Le MIAM accueille ainsi une exposition collective d'artistes émergents philippins jusqu'au 22 septembre 2013 dans ses murs, sous le commissariat du peintre Manuel Ocampo. Parallèlement, la Ville de Montpellier accueillera le peintre au Carré Sainte-Anne, pour une exposition personnelle *in situ*, à compter du 30 mai et jusqu'au 15 septembre 2013.

La convention proposée ici porte sur la participation de la Ville de Montpellier aux frais de transport aller et retour de six œuvres de Manuel Ocampo depuis Manille jusqu'à Sète, à hauteur de 2000 euros. Un voyage de presse sera également initié par la Ville de Montpellier pour le vernissage de Manuel Ocampo au mois de mai 2013 et à cette occasion une visite pour les journalistes présents sera organisée au MIAM de Sète. Celui-ci prendra en charge les frais de déplacements des journalistes entre Montpellier et Sète.

Les frais de voyage aller et retour de l'artiste Manuel Ocampo depuis Manille jusqu'à Sète et de Sète à Montpellier sont partagés à égalité entre le MIAM et la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier prend aussi en charge les frais de séjour de Manuel OCAMPO du 9 au 30 mars 2013 et du 15 avril au 3 juin 2013 inclus, comprenant un atelier de travail et un logement.

Un fort échange d'image et de visibilité est mis en place autour de ces deux expositions entre nos structures culturelles respectives.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

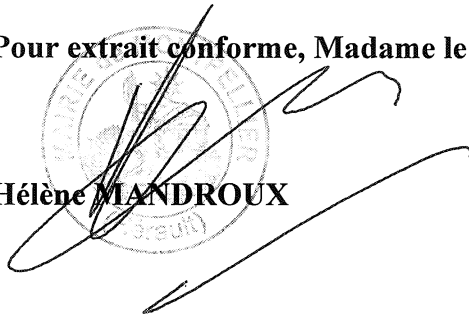
- D'approuver la signature de la convention de partenariat entre le Musée International des Arts Modestes de Sète et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- De dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget 2013 de la Ville de Montpellier, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

The image shows a circular official stamp of the City of Montpellier, with the text 'VILLE DE MONTPELLIER' and 'Maire' visible. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Exposition « *Manuel Ocampo* » au Carré Sainte-Anne

Convention de partenariat

N°2013 /

ENTRE LES SOUSSIGNES:

L'Association de l'art modeste

Située au Musée International des Arts Modestes (MIAM), 23 quai Maréchal de Lattre DE TASSIGNY,
34200 SETE

Représentée par Monsieur Hervé DI ROSA, agissant *es-qualités* de Président

Téléphone : 04 73 42 63 63 Fax : 04 73 42 63 39

Ci-après désigné par le terme de « PARTENAIRE. »

ET

La Ville de Montpellier

Domiciliée au 1 place Georges FRÊCHE – 34267 MONTPELLIER cedex 2

Téléphone : 04 67 34 88 21 Fax : 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant *es-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2009.

Ci-après désignée par le terme d'« ORGANISATEUR. »

PREAMBULE

Le présent contrat d'exposition énonce les conditions de l'accord convenu entre le **PARTENAIRE** et l'**ORGANISATEUR**.

L'ORGANISATEUR programme au Carré Sainte-Anne de Montpellier, du 30 mai au 15 septembre 2013, une exposition de peintures et sculptures de Manuel OCAMPO, sous le commissariat de Numa HAMBURSIN, directeur artistique du Carré Sainte-Anne. Cette exposition est possible suite à l'invitation faite par le PARTENAIRE à l'artiste Manuel OCAMPO pour réaliser le commissariat de l'exposition collective d'art contemporain philippin, « Manila Vice », qui aura lieu dans les locaux du PARTENAIRE à Sète, du 13 avril au 22 septembre 2013, préalablement à son

exposition personnelle au Carré Sainte-Anne de Montpellier. Lorsque le présent contrat fait mention du PARTENAIRE et de l'ORGANISATEUR en tant qu'entité unique, ils sont intitulés « les parties ».

I. L'EXPOSITION

L'exposition proposée par l'ORGANISATEUR est composée, en partie, de six œuvres picturales provenant de la collection de l'artiste empruntées par l'ORGANISATEUR à MANILLE et transportées dans le cadre d'un transport maritime groupé géré par le PARTENAIRE, de MANILLE à SETE. Ces œuvres seront répertoriées à l'Annexe B (à fournir en version définitive après finalisation de la convention.) L'exposition sera également composée d'œuvres picturales créées sur place par l'artiste avec l'aide de l'ORGANISATEUR. Ces six œuvres resteront la propriété de l'artiste et feront l'objet d'un transport retour à LUXEMBOURG aux frais de l'ORGANISATEUR.

II. ASSURANCE ET RISQUES DE PERTE

A. Période de couverture

Pour les besoins de la présente convention, les œuvres sont réputées être sous la responsabilité de l'ORGANISATEUR à partir de leur enlèvement de chez le PARTENAIRE par un transporteur d'œuvres d'art ou par l'équipe technique de l'ORGANISATEUR.

B. Assurance

Le PARTENAIRE doit souscrire pour le transport aller d'une partie de l'exposition de l'ORGANISATEUR entre MANILLE et SETE une assurance tous risques spécifique aux œuvres d'art, avec garantie totale et continue, sans franchise, sur la période de couverture suscitée (II A.. La police d'assurance doit désigner les prêteurs indiqués par l'ORGANISATEUR comme bénéficiaires.) Le PARTENAIRE doit adresser une attestation d'assurance à l'ORGANISATEUR avant l'expédition. Le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR conviennent de respecter toute procédure qu'exigeraient les conditions du contrat d'assurance.

C. Sinistres

Le PARTENAIRE s'engage à informer immédiatement l'ORGANISATEUR de tout vol, de tout dommage ou perte (avec justificatifs), qui se produirait au cours de la période où les six œuvres sont sous la responsabilité du PARTENAIRE. Le PARTENAIRE doit se charger des déclarations de sinistre pour les pertes ou dommages, appuyées par des justificatifs (cf. section VIII. B-C pour les mesures d'urgence).

III. SECURITE

Le PARTENAIRE est responsable de la sécurité et de la sauvegarde des œuvres depuis leur enlèvement à MANILLE jusqu'à leur enlèvement à SETE par l'ORGANISATEUR. La zone de stockage des œuvres doit être sécurisée durant l'absence du personnel habilité du PARTENAIRE. Le PARTENAIRE s'engage à assurer que dans aucune circonstance le niveau de protection de sécurité prévu pour ce stockage ne sera inférieur à celui qu'il applique aux œuvres de valeur et d'état semblables appartenant à ses propres collections.

IV. TRANSPORT

A. Frais de transport

Le PARTENAIRE prendra à sa charge les frais de transport des œuvres aller depuis chez l'artiste Manuel OCAMPO à MANILLE jusqu'à ses propres locaux, à SETE. L'ORGANISATEUR assurera le transport des œuvres de SETE à MONTPELLIER par un transporteur d'œuvres d'art ou par sa propre équipe technique, sans frais de convoiement.

B. Modalités du transport

Le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR s'accorderont sur les dates d'expédition des œuvres dans les délais imposés par le planning des expositions des deux parties. Si, pour quelque raison que ce soit, le PARTENAIRE ne peut pas accueillir les œuvres à la date prévue, le PARTENAIRE en informera immédiatement l'ORGANISATEUR. Le

Exposition de Manuel Ocampo au Carré Sainte-Anne- Convention de partenariat

PARTENAIRE s'engage à réceptionner les œuvres directement dans une zone sécurisée et climatisée de ses propres locaux. L'ORGANISATEUR est responsable du déchargement, du déballage puis du remballage et du rechargement des œuvres qui le concernent stockés par le PARTENAIRE. Le PARTENAIRE s'engage à respecter l'ensemble des plannings de transport requis pour la sécurité de l'exposition.

C. Logis que du transport

Le convoiement n'est pas exigé et ses frais éventuels seront à la charge de L'ORGANISATEUR si celui-ci le souhaite.

V. TRAITEMENT DE ŒUVRES

A. Manutention et supervision

L'ORGANISATEUR mettra à disposition des membres de son personnel expérimentés dans la manutention des œuvres d'art ou, avec l'accord du PARTENAIRE, des personnes expérimentées dans la manutention et recrutées à cet effet. Toute opération de déballage, remballage, installation et démontage doit être supervisée par un personnel habilité des deux parties.

B. Œuvres non incluses dans l'exposition

Sur autorisation, toute œuvre de l'exposition faisant l'objet d'une édition mais non incluse dans l'exposition doit être conservée, aux frais de l'ORGANISATEUR, dans un local sécurisé et climatisé, sous réserve de l'accord de l'artiste.

C. Frais d'installation et de démontage

L'ORGANISATEUR endossera et supportera tous les frais d'installation de l'exposition qui le concerne, incluant (liste non exhaustive) : main d'œuvre, construction, agencement de l'exposition, éclairage et ouvrages graphiques. Le PARTENAIRE fera de même pour l'exposition qu'il crée dans ses locaux.

D. Informations fournies

Le PARTENAIRE mettra à disposition par voie électronique une liste de contrôle et tout autre matériel, notamment du matériel de communication et de signalétique, que l'ORGANISATEUR pourra utiliser afin de produire ses propres textes de présentation, d'introduction et d'explication autour de l'exposition.

E. Déballage et stockage des caisses

Afin de permettre aux œuvres d'art de s'acclimater, les deux parties s'engagent à ne pas débiller avant un délai de 24 heures suivant la livraison des caisses dans leur lieu d'exposition respectif. Les deux parties s'engagent à stocker à leurs frais les caisses d'emballage et les matériels afférents à leurs expositions respectives dans un local propre et sec.

VI. ENVIRONNEMENT DES ŒUVRES

A. Niveaux de soins

Les deux parties s'assureront du maintien des niveaux adéquats de contrôle environnemental dans les espaces où les œuvres et leurs emballages sont stockés ou exposés ; une attention toute particulière sera accordée au maintien des justes niveaux de luminosité et d'humidité. Aucune œuvre ne doit être mise en contact direct avec des dispositifs d'éclairage, de chauffage, de climatisation, de ventilation ou de distribution de courant électrique. Les deux parties interdiront le stockage, le service ou la consommation de nourriture et/ou de boissons dans les espaces où les œuvres sont stockées ou exposées.

B. Température et humidité relative

Une température constante de 19 à 23 degrés doit être maintenue.

C. Luminosité

Exposition de Manuel Ocampo au Carré Sainte-Anne- Convention de partenariat

Les deux parties ne doivent pas permettre qu'une œuvre soit exposée à la lumière du soleil, à des éclairages fluorescents (sauf si les lampes sont munies de filtres à ultraviolets) ou à un niveau de luminosité excessif. En dehors des heures d'ouverture, les galeries des pièces exposées doivent être maintenues dans le noir.

VII. PRISE EN CHARGE DE L'ARTISTE

Le voyage de l'artiste Manuel OCAMPO depuis MANILLE jusqu'à SETE et de SETE à MONTPELLIER, aller et retour, sera pris en charge à 50% par l'ORGANISATEUR et à 50% par le PARTENAIRE.

Le PARTENAIRE prend en charge les frais de séjour de Manuel OCAMPO à SETE du 31 mars au 14 avril 2013.

La Ville de Montpellier prend en charge les frais de séjour de Manuel OCAMPO du 9 au 30 mars 2013 et du 15 avril au 3 juin 2013 inclus.

VIII. MENTION DES CREDITS

Les deux parties feront mention de leurs crédits respectifs, de manière appropriée et suivant accord mutuel, et exprimeront leur soutien aux deux expositions. Elles se concerteront de façon continue à ce sujet.

En toute occasion où elle sera mentionnée, par voie de presse et d'affichage notamment, le PARTENAIRE devra toujours faire figurer la mention suivante :

© Ville de Montpellier / Carré Sainte-Anne – Espace d'art contemporain

Le PARTENAIRE affichera ce crédit *a minima* près de l'entrée de l'espace d'exposition. Le cas échéant, il sera fait mention des sponsors de l'ORGANISATEUR conformément aux emplacements et formats stipulés.

En toute occasion où elle sera mentionnée, par voie de presse et d'affichage notamment, l'ORGANISATEUR devra toujours faire figurer la mention suivante :

© Musée International des arts modestes de Sète

L'ORGANISATEUR affichera ce crédit *a minima* près de l'entrée de l'espace d'exposition. Le cas échéant, il sera fait mention des sponsors de l'ORGANISATEUR conformément aux emplacements et formats stipulés.

IX. COMMUNICATION

Les deux parties s'engagent mutuellement à faire apparaître leur événement respectif sur leurs affiches, outils de communication et dossiers de presse.

A l'occasion du voyage de presse initié par l'ORGANISATEUR pour le vernissage de Manuel OCAMPO au mois de mai 2013, une visite pour les journalistes présents sera organisée chez le PARTENAIRE. Celui-ci prendra en charge les frais de déplacements des journalistes entre MONTPELLIER et SETE par bus ou par train.

X. PHOTOGRAPHIE, PUBLICITE ET CREDITS

A. Droits d'auteur

1. Moyennant autorisation écrite du/des détenteur(s) des droits d'auteur, les deux parties sont autorisées à utiliser, distribuer et reproduire des images sélectionnées à des fins de promotion et de publicité autour de leurs expositions, ainsi que pour la scénographie, les archives et les besoins pédagogiques en lien direct avec les exposition.

Exposition de Manuel Ocampo au Carré Sainte-Anne- Convention de partenariat

2. Le PARTENAIRE doit exiger que toute utilisation par la presse des images de l'exposition de l'ORGANISATEUR qu'il pourrait fournir fasse mention du crédit de l'ORGANISATEUR.

3. L'ORGANISATEUR doit exiger que toute utilisation par la presse des images de l'exposition Du PARTENAIRE qu'il pourrait fournir fasse mention du crédit du PARTENAIRE.

B. Matériels promotionnels et pédagogiques

Les parties n'utiliseront que des matériels destinés à la planification interne, à la pédagogie et à la collecte de fonds. La reproduction de ces matériels dans un tout autre contexte est interdite. Les droits de publicité doivent être convenus avec le détenteur des droits d'auteur ou son représentant.

C. Eléments à fournir par les parties

Dans les six mois suivant la clôture de l'exposition, les parties devra se communiquer mutuellement un rapport sur le déroulé de leur exposition respective incluant des copies des communiqués de presse, des chiffres de fréquentation et une revue de presse.

XI. PUBLICATIONS

L'ORGANISATEUR mettra gracieusement à disposition du PARTENAIRE soixante (60) exemplaires du catalogue de l'exposition qu'il aura réalisée. Ce catalogue comportera la mention « en partenariat le Musée international des arts modestes – Exposition présentée du 13 avril 2013 au 22 septembre 2013 – MIAM de Sète. »

Il disposera d'un espace éditorial équivalent à celui du partenaire en début d'ouvrage.

Le PARTENAIRE mettra gracieusement à disposition de l'ORGANISATEUR soixante (60) exemplaires du catalogue de l'exposition qu'il aura réalisée. Ce catalogue comportera la mention « en partenariat le Carré Sainte-Anne – Espace d'art contemporain de la Ville de Montpellier – Exposition présentée du 30 mai au 15 septembre 2013 ». Il disposera d'un espace éditorial équivalent à celui de l'organisateur en début d'ouvrage.

XII. MODALITES FINANCIERES

A. Participation au transport de l'exposition

L'ORGANISATEUR s'engage à payer au PARTENAIRE une partie des frais de transport d'œuvres directement liés à la conception des expositions objets de cette convention, à hauteur de **2 000 € TTC (deux mille euros toutes taxes comprises.)**

Ce paiement s'effectuera par mandat administratif de l'ORGANISATEUR, dans les 30 jours calendaires suivant la réception de la facture du PARTENAIRE.

XIII. GARANTIES ET RESPONSABILITE

A. Relevant de l'ORGANISATEUR

Le PARTENAIRE déclare que :

- (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter le présent contrat,
- (2) les objets prêtés sont libres de tous privilèges, servitudes ou droits de tiers
- (3) les œuvres mises à disposition par les prêteurs à l'ORGANISATEUR, faisant partie de l'exposition et expressément agréées par l'ORGANISATEUR pour chaque usage particulier, n'enfreignent aucun *copyright* ou autre droit de toute personne physique ou morale.

B. Relevant du PARTENAIRE

Le PARTENAIRE déclare, garantit et assure que

- (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter le présent contrat,
- (2) il respectera l'ensemble des dispositions du présent contrat
- (3) il ne fera pas usage, ni ne permettra de faire usage d'aucune œuvre mise à disposition par l'ORGANISATEUR, ni d'aucun autre objet ou œuvre prêté(e) pour l'exposition, ni d'aucun droit accordé par les présentes qui pourrait être en violation du *copyright* ou de tout autre droit de toute personne physique ou morale.

C. Responsabilités

En ce qui concerne le non-respect par l'une ou l'autre des parties des déclarations et garanties citées dans les présentes, la partie fautive accepte la responsabilité de tout coût, perte, dommage documenté ou frais qu'entraînerait ce non-respect.

XIV. ARBITRAGE, LITIGES, LIMITATION DES RESPONSABILITES ET INDEMNISATION

A. Arbitrage

Les parties conviennent qu'en cas de litige relatif au présent contrat et si aucune partie ne demande de compensation autre que financière, dans une limite maximum de deux mille euros toutes taxes comprises (2 000 EUR TTC) hors intérêts, coûts et honoraires d'avocats, elles porteront l'affaire pour arbitrage. Sauf disposition contraire de la Loi, la décision d'arbitrage sera définitive et engagera les deux parties.

B. Non-respect des responsabilités contractuelles

Le PARTENAIRE accepte que, dans aucun cas, des dommages payables par l'ORGANISATEUR et résultant d'un non-respect de sa part des dispositions du présent contrat ne pourront dépasser le montant des frais de participation effectivement versés à l'ORGANISATEUR et qu'en aucun cas le PARTENAIRE ne sera en droit de percevoir, outre le montant de ses dommages ou remboursements réels décrits ci-dessus, des dommages indirects, accessoires, spécifiques ou dissuasifs. Les parties ayant convenu que la solution de remboursement définie ci-dessus, incluant les dommages réels ainsi limités, est juste et adéquate et sera le seul recours du PARTENAIRE.

C. Indemnisation

Excepté dans la mesure où l'ORGANISATEUR ou ses représentants ont fait preuve de négligence, l'ORGANISATEUR accepte de dégager le PARTENAIRE de sa responsabilité, de l'indemniser et de le défendre contre toute réclamation, tous dommages, toutes pertes et dépenses, y compris mais non limité aux honoraires raisonnables d'avocat et débours revendiqués auprès du PARTENAIRE ou subis par lui en relation avec ou découlant du présent contrat ou de l'exposition réalisée par l'ORGANISATEUR.

XV. PROCEDURES LEGALES ; SAISIE DES ŒUVRES

Si toute action ou procédure légale est entreprise impliquant l'exposition ou en relation avec elle, et que soit l'ORGANISATEUR, soit le PARTENAIRE y est cité comme défendeur ou répondant, l'ORGANISATEUR s'engage à en informer rapidement le PARTENAIRE et à coopérer avec lui concernant toute œuvre qui ferait l'objet d'une telle action ou procédure dans tout litige qui pourrait s'ensuivre. Si une citation, une plainte ou autre action légale ou revendication de propriété ou de droit de propriété est notifiée, revendiquée ou entreprise à l'encontre de l'ORGANISATEUR, du PARTENAIRE ou de toute œuvre, dans l'objectif de s'octroyer, prendre possession de ou de saisir une quelconque œuvre dans l'exposition, l'ORGANISATEUR s'engage, dans la pleine mesure où la loi l'y autorise, à s'opposer à un tel octroi ou saisie et à se défendre ou à défendre le PARTENAIRE, à protéger l(es) œuvre(s) contre de telles actions ou revendications et, dans tous les cas, à entreprendre toutes les démarches légales à sa disposition afin d'informer immédiatement le PARTENAIRE de toute tentative au moyen d'une procédure légale ayant pour objet la prise de possession ou la saisie d'une œuvre de l'exposition avant que toute saisie soit autorisée ou que la propriété de l'œuvre soit transférée en conclusion d'une telle procédure.

XVI. DROIT DE RESILIATION ; FORCE MAJEURE

A. Cas de force majeure

Ni la galerie organisatrice, ni la galerie participante ne pourront être tenues pour responsables des dégâts provoqués par un retard ou un manquement dans l'exécution du présent contrat ou d'une quelconque de ses dispositions, ou d'un retard ou d'un manquement entraînant la résiliation du présent contrat, si un tel retard ou manquement entraînant cette résiliation provient d'une cause dépassant raisonnablement sa responsabilité, telle que, mais non limitée à : incendie, grève, pénurie de matériaux ou de carburant, guerre ou acte de guerre, mouvement de foule ou émeute, action des pouvoirs publics, retard ou manquement causé par les transports publics, séisme, tempête, inondation ou autre cas de force majeure, à condition toutefois que la partie notifiée à l'autre partie tout retard réel ou attendu, prenne des mesures raisonnables pour minimiser le retard et en corriger les effets et reprenne rapidement l'exécution de ses obligations après élimination de la cause du retard.

B. Mo fs autres que le cas de force majeure

Si des circonstances autres qu'une force majeure obligent l'une ou l'autre partie à annuler l'exposition avant sa date d'inauguration, la notification doit en être faite par écrit.

1. Annulation par l'ORGANISATEUR

- a. Si, pour quelque raison que ce soit, autre qu'un cas de force majeure, l'ORGANISATEUR est obligé d'annuler l'exposition avant son inauguration sur le lieu d'exposition du PARTENAIRE, l'ORGANISATEUR devra rembourser au PARTENAIRE l'acompte déjà versé (déduction faite des dépenses directes du PARTENAIRE déjà intervenues) et le PARTENAIRE ne sera pas dans l'obligation de régler le solde des frais de production. Ce remboursement sera l'exclusif et unique recours du PARTENAIRE en cas d'annulation ; l'ORGANISATEUR ne sera pas tenu pour responsable des dommages ou autres frais entraînés par une telle annulation.
- b. Si l'ORGANISATEUR est obligé d'annuler l'exposition avant son inauguration sur son lieu d'exposition en raison d'un manquement dans l'exécution du présent contrat de son propre fait, toutes les sommes déjà versées seront perdues et le solde du prix de participation à la production restera dû.

2. Annula on par le PARTENAIRE

- a. Si l'annulation intervient plus de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de la participation à la production sera perdu.
 - L'ORGANISATEUR facturera au PARTENAIRE toute dépense excédant le montant de l'acompte.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé, le PARTENAIRE devra l'agréer par écrit et l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.
- b. Si l'annulation intervient moins de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de la participation à la production sera perdu.
 - LE PARTENAIRE devra régler le solde du coût de la participation à la production.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé, le PARTENAIRE devra l'agréer par écrit et l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.

XVII. INTEGRALITE DU CONTRAT

A. Le présent contrat et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord relatif à l'exposition entre le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR. Le présent contrat annule et remplace tout document, courrier, conversation et autre accord écrit ou verbal antérieur relatif au dit accord.

B. Le présent contrat ne doit être amendé ou modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par les deux parties ; aucune renonciation aux termes du présent contrat ne prendra effet à moins d'être écrite et signée par la partie renonciatrice.

XVIII. LOI APPLICABLE

L'interprétation, l'application et l'exécution du présent contrat seront soumises à la loi française, tribunaux de Montpellier.

XIX. SIGNATURES ; ENGAGEMENT

Conformément à ce qui précède, le PARTENAIRE et l'ORGANISATEUR affirment que la ou les personne(s) qui signe(nt) le présent contrat en leur nom est/sont dûment mandatée(s) pour ce faire. Ils affirment qu'ils ont conclu le présent contrat et l'ont fait signer en leur nom afin qu'il les lie devant la loi.

Le PARTENAIRE

**Musée international des arts modestes (MIAM)
23 Quai Maréchal de Lattre de Tassigny
34200 SETE**

Pour Monsieur le Président de l'association,

Nom : Grégogna Pascale

Fonction : chargée d'administration

Date : _____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

L'ORGANISATEUR

**La Ville de Montpellier
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2, France**

Pour Madame Le Maire, l'Adjoint délégué

Nom : Philippe SAUREL

Fonction : Adjoint au Maire délégué à la Culture

Date : _____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

ANNEXE A.

Coordonnées des parties

PARTENAIRE

Hervé DI ROSA, Président
herve@dirosa.org

Pascale GREGOGNA, chargée d'administration
miam@miam.org
+33 (0)4 99 04 76 45
+33 (0)4 67 18 64 01

ORGANISATEUR

Valérie ASTESANO, Directrice de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier
valerie.astesano@ville-montpellier.fr

Numa HAMBURSIN, Directeur artistique du Carré Sainte-Anne
numa.hambursin@ville-montpellier.fr

Madeline FAURE, Responsable des lieux d'art et d'histoire
+33 (0)4 67 34 88 21 (ligne fixe)
+33 (0)4 67 34 88 90 (fax)
+33 (0)6 17 17 26 20 (portable)
madeline.faure@ville-montpellier.fr

Exposition de Manuel Ocampo au Carré Sainte-Anne- Convention de partenariat

ANNEXE B.

Liste des six œuvres de Manuel OCAMPO transportées depuis MANILLE jusqu'à SETE par le PARTENAIRE concernant l'exposition de L'ORGANISATEUR.

1. "Untitled A (from the series Ghost Poo of Painting)" 2013 acrylic and pencil on canvas, 250x200cm
2. "Untitled B(from the series Ghost Poo of Painting)" 2013 acrylic and pencil on canvas, 250x200cm
3. "Untitled C(from the series Ghost Poo of Painting)" 2013 acrylic and pencil on canvas, 250x200cm
4. "Monument to the Pathetic Sublime 1" 2013, acrylic and pencil on canvas 150x130cm
5. "Monument to the Pathetic Sublime 2" 2013, acrylic and pencil on canvas 150x130cm
6. "Monument to the Pathetic Sublime 3" 2013, acrylic and pencil on canvas 150x130cm

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat Projeté - Architecture et Cinéma - Entre l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon – Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon, L'Ordre Régional des Architectes Languedoc Roussillon, La Ville de Montpellier

Philippe SAUREL rapporte :

Créé à l'initiative de la Maison de l'Architecture (MaLR) à l'automne 2011 « projeté – architecture et cinéma » est un cycle de conférences et projections dédiées aux liens entre architecture et cinéma. L'opération s'est déroulée au Cinéma municipal Nestor Burma ainsi qu'à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier sur le premier semestre 2012.

La première édition ayant rencontré un vif succès, les partenaires souhaitent renouveler cette expérience autour d'une seconde saison qui explorerait cette fois-ci la lumière. Montrer au public montpelliérain la nature du lien qui rapproche la matière même de la conception du projet architectural et du projet cinématographique, faire émerger les corrélations étroites entre architecture et cinéma et éveiller au regard des praticiens vis-à-vis de l'autre discipline sont des objectifs artistiques qui viennent compléter la volonté de proposer des rendez-vous accessibles à tous les publics : citoyens, étudiants, professionnels, amateurs.

Ce cycle est donc composé de six rencontres sur l'année 2013-2014 faisant place à des discussions entre professionnels et publics et des projections de films au Cinéma municipal Nestor Burma et à l'ENSAM. Une séance inaugurale est prévue le 23 mai prochain place St-Anne autour du film « Mon oncle » et sera l'occasion de dévoiler au public le programme de l'opération.

Un tarif spécifique de 3 € s'appliquera aux séances se déroulant au cinéma Nestor Burma.

« Projeté architecture et Cinéma 2013-2014 » réunit par convention jointe en pièce annexe la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon, l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon ainsi que l'Ordre régional des Architectes Languedoc Roussillon. Le budget et le programme prévisionnel du cycle 2013-2014 sont joints en pièce annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de ce partenariat et le principe de la manifestation « *projeté architecture & cinéma*—cycle 2013-2014 » tels que définis en pièce annexe ;
- d'approuver la convention de partenariat pluripartite annexée à la présente délibération ;
- d'inscrire le tarif de 3 € pour les séances « *projeté architecture et cinéma* » dans la grille des tarifs municipaux pour l'année 2013 ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Annexe 2 à la convention de partenariat

projeté

architecture & cinéma - cycle 2013/2014

Année ou exercice 2013/2014			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		PRODUITS	
60 - Achats	13 126,00€	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	500,00€
Prestations de services	13 126,00€		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	28 029,00€
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		DRAC LR (Culture-Architecture)	12 429,00€
Locations			
Entretien et réparation		Région(s)	1 500,00€
Assurance			
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	11 686,00€		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3 196,00€	Intercommunalité(s) : EPCI	
Publicité, publication	4 200,00€		
Déplacements, missions	4 290,00€	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		Ville de Montpellier	2 000,00€
63 - Impôts et taxes	- €	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Fonds européens -	
64- Charges de personnel	1 717,00€		
Rémunération des personnels	1 262,00€	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	455,00€	Autres établissements publics ensam	3 600,00€
Autres charges de personnel		Aides privées partenariat CROA LR	8 500,00€
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	26 529,00€	TOTAL DES PRODUITS	28 529,00€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	5 400,00€	87 - Contributions volontaires en nature	3 400,00€
Secours en nature		Bénévolat	3 400,00€
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	2 000,00€	Prestations en nature	
Personnel bénévole	3 400,00€	Dons en nature	
TOTAL	31 929,00€	TOTAL	31 929,00€

CONVENTION DE PARTENARIAT
projeté
architecture & cinéma – cycle 2013-2014

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 mai 2013.

Dénommée La Ville de Montpellier

d'une part,

et :

l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon- Direction Régionales des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon-

5, rue de la Salle l'Évêque CS 49 020 - 34967 Montpellier cedex2

Représentée par Monsieur Alain Daguerre de HUREAUX, Directeur.

Dénommée la DRAC

et :

L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier

179, rue de l'Espérou – 34093 Montpellier cedex 5

Représentée par Monsieur Laurent HEULOT, directeur.

Dénommée l'ensam

et :

L'Ordre Régional des Architectes Languedoc-Roussillon

1, place Paul Bec – Les Échelles de la Ville – 34 000 Montpellier

Représentée par Monsieur Christophe LLADERES, Président, élu par le Conseil de l'Ordre.

Dénommée l'Ordre des architectes

et :

La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon

1, place Paul Bec – Les Échelles de la Ville – 34 000 Montpellier

Représentée par Monsieur Laurent DUFOIX, Président, élu par le Conseil d'Administration.

Dénommée La Maison de l'architecture

D'autre part,

Propos en forme de préambule

Créé à l'initiative de la Maison de l'Architecture (MaLR) à l'automne 2011, « projeté », un cycle de conférences et projections dédiées aux liens entre architecture et cinéma, s'est déroulé au Cinéma municipal Nestor Burma ainsi qu'à l'ensam (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier) sur le premier semestre 2012.

Cette première édition a rencontré un vif succès et les partenaires souhaitent renouveler cette expérience autour d'une seconde saison.

Ainsi il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires dans la mise en œuvre du projet « projeté » composé, pour le cycle 2013-2014 de six rencontres, de *petites conversations* et de projections dénommé : **projeté - architecture & cinéma**.

L'édition 2013-2014 sera précédée d'une séance inaugurale. Pour lancer le cycle, une projection publique et en plein air est programmée place sainte Anne à Montpellier le 23 mai prochain.

Article 2 : Désignation du coordinateur du projet projeté

Les parties signataires confient d'un commun accord le coordination et le pilotage du projet « projeté 2013-2014 » à la Maison de l'architecture. Patricia AUDOUY, architecte et enseignante à l'ENSAM, en assure la direction artistique.

projeté 2013/2014 consiste en six rendez-vous qui s'étaleront d'octobre à avril avec un professionnel de l'architecture ou de cinéma. L'opération est destinée à un public le plus large possible : citoyens, étudiants, professionnels et décideurs.

Les six rendez-vous se déroulent au cinéma « Nestor BURMA » et à l'ensam en fonction de l'avant-programme et du calendrier mis en pièce annexe.

Article 3 : Contributions des partenaires

- A) **L'État - Préfecture de région LR – DRAC** – participe à l'opération par une aide financière attribuée à la Maison de l'architecture et un accompagnement de promotion de l'action, dans le cadre de la publication du programme du Mois de l'architecture, du site Internet et de la revue d'informations « chantiers ».
- B) **La Ville de Montpellier** participe à l'opération par le biais du cinéma municipal et un soutien en communication.

Le cinéma municipal accueille le cycle 2013-2014 et prend à sa charge le coût de location des films, le cout de projection des films se déroulant au cinéma « Nestor Burma », selon le calendrier de l'avant programme défini d'un commun accord et annexé en pièce jointe à la présente convention.

La Ville de Montpellier assurera la communication de la manifestation sur différents supports : le programme mensuel de cinéma et les réseaux d'affichage que sont les bus et lieux municipaux (maisons pour tous ...) en diffusant les flyers et affiches fournis par la Maison de l'architecture. Le premier rendez-vous bénéficiera, en fonction de sa disponibilité, du réseau d'affichage grand format, en lien avec la Direction de la Communication de la Ville.

L'organisation des projections et la validation des films projetés au cinéma Nestor Burma, se fera en collaboration avec la directrice du cinéma Nestor Burma, Mme Céline Delfour. Cette dernière sera l'interlocutrice des distributeurs choisis et assurera la négociation des films.

- C) **L'ordre des architectes** - participe à l'opération par une aide financière attribuée à la Maison de l'Architecture et un accompagnement de promotion de l'action, dans le cadre de son mail info et de sa Lettre info.
- D) **L'Ensam** mettra à disposition ses locaux pour l'accueil de deux séances projeté sur les six séances programmées. Elle contribuera également au cycle par une aide de moyens, soit par la prise en charge des séances qu'elle accueille, soit par une aide financière attribuée à la Maison de l'Architecture.

- E) **La Maison de l'architecture** coordonnera l'ensemble de la programmation, en s'appuyant sur la directrice artistique et son personnel salarié et bénévole. Elle prendra en charge les dépenses liées à l'organisation générale de l'opération (honoraires de la directrice artistique, honoraires d'intervention, charges afférentes aux interventions, conception de la communication, impression, réception ...)

Article 4 : Comité de suivi et de concertation

Il est institué un comité de suivi et de concertation de l'opération animé par la Maison de l'architecture et regroupant les représentants des partenaires signataires de l'opération ; il assurera la concertation pour la mise en œuvre du projet, pour toute modification du programme et pour l'évaluation de l'opération ainsi que son évolution.

Article 5 : Communication

La Maison de l'Architecture fournira la maquette des supports de communication indispensables pour la publicité de ce cycle intégrant les logos des partenaires (affiches, cartons d'invitation, flyers) et qui sera validé par le comité de suivi pour l'ensemble de la programmation. La diffusion des documents sera partagée dans les réseaux spécifiques des différents partenaires institutionnels et professionnels (mails, news-letters, site internet, facebook...)

Article 6 : Tarification

Il est convenu entre les différents partenaires signataires, qu'en accord avec les règles commerciales du CNC, un tarif de 3€ sera appliqué pour les séances de projections se tenant au Cinéma Nestor Burma. Deux invitations par partenaires signataires seront réservées au cinéma. Les autres projections seront réalisées en non commercial et bénéficieront du régime de la gratuité.

Article 7 : Durée, modification, prorogation

La présente convention de partenariat concerne l'année scolaire 2013-2014. Une séance inaugurale en plein air se déroulera le 23 mai 2013, à 21h30, place Saint Anne à Montpellier. Le cycle, quant à lui, court d'octobre 2013 à avril 2014, en fonction de l'annexe descriptive de l'opération. Elle pourra être modifiée ou prorogée par voie d'avenant entre les parties.

Article 8 : Litiges.

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les quinze jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant les juridictions compétentes de Montpellier.

Article 9 : Annexes

Sont annexés à la présente convention :

Annexe 1 :

Avant-programme de l'action culturelle : projeté – architecture & cinéma – cycle 2013-2014

Annexe 2 :

Budget prévisionnel de l'action culturelle : projeté – architecture & cinéma – cycle 2013-2014.

Fait en cinq exemplaires originaux,*
À Montpellier, le

Pour la Maison de l'Architecture
Languedoc-Roussillon

Le Président

Laurent DUFOIX

Pour l'École Nationale Supérieure
d'Architecture de Montpellier

Le Directeur

Laurent HEULOT

Pour l'Ordre Régional des Architectes
Languedoc-Roussillon

Le Président

Christophe LLADERES

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué à la Culture

Philippe SAUREL

Pour le Préfet de Région
et par délégation

Le Directeur Régional
des Affaires Culturelles

Alain Daguerre de HUREAUX

**Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page*

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Annexe 1 à la convention de partenariat
projeté
architecture & cinéma – cycle 2013/2014
Lumière, lumières.
pré – programme (en cours d'élaboration)

Jeudi 23 Mai 2013 !!! SEANCE PLEIN AIR PLACE ST ANNE !!!

21h30 Mon Oncle de Jacques Tati France – 1958 – 1h50

Jacques Tati utilise l'architecture comme catalyseur du monde moderne naissant après guerre. Véritable personnage du film, la Villa Arpel incarne une architecture moderne dénuée de sensualité, provoquant des comportements absurdes de la part de ses habitants, en opposition aux logements vieillots des faubourgs qui eux, demeurent débordants de charme et de poésie.

Jeudi 03 Octobre 2013 au cinéma Nestor Burma, Montpellier.

19h00 Petite conversation : Dominique Cabrera + 1 directeur de la photographie (à préciser)

Dominique Cabrera est cinéaste, elle réalise des films depuis sa sortie de l'Institut des Hautes Études Cinématographiques, en s'émancipant des catégories de genre, en refusant de se fixer entre documentaire et fiction. Les années 1980 et 1990 sont pour elle le temps des grandes fresques politiques en banlieue parisienne. Avec Chronique d'une banlieue ordinaire, Réjane dans la tour, Rêve de ville ou Une poste à la Courneuve, elle porte son attention sur la mémoire et les récits individuels.

21h00 Projection

Jeudi 07 Novembre 2013 au cinéma Nestor Burma, Montpellier.

19h00 La chambre en clair obscur - Arnaud François

Arnaud François est architecte, enseignant à l'ENSA de Normandie, et docteur en cinéma. Ses recherches portent sur l'action des images lumineuses sur l'imagination créatrice des architectes, de la lanterne magique à la réalité virtuelle, en passant par la photographie, le cinéma, la télévision et la vidéo.

21h00 Projection

Jeudi 05 Décembre 2013, au cinéma Nestor Burma, Montpellier

19h00 Maurici Gines

Maurici Gines est light designer à Barcelone ou il a fondé artec 3 en 1988. Il conçoit entre autres la présence nocturne des projets de David Chipperfield, Toyo Ito, RCR, Jean Nouvel ...

21h00 Projection

Jeudi 23 Janvier 2013 à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier

19h00 Carte Blanche à Jean Philippe Vassal

Jean Philippe Vassal architecte de l'agence Lacaton & Vassal

21h00 Projection

Jeudi 20 Février 2013, au cinéma Nestor Burma, Montpellier

19h00 Caroline Champetier

Caroline Champetier est directrice de la photographie et réalisatrice. Elle préside l'AFC (Association française des directeurs de la photographie cinématographique) de 2009 à 2012. Elle a travaillé avec notamment avec Jacques Rivette, Jacques Doillon, Jean Luc Godard...

21h00 Projection

Jeudi 20 Mars 2013, à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier

19h00 Architecte (à définir)

21h00 Projection

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Tournage du long métrage *Métamorphoses* Convention de partenariat avec les Films Pelléas

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 8 novembre 2010, la ville de Montpellier a été sensibilisée à l'intérêt que présente l'accueil de tournage sur la ville et a ainsi décidé de créer un Bureau d'Accueil de Tournage dont le rôle principal est de centraliser et coordonner les besoins d'une production.

La structure bénéficiaire, la société de Production Pelléas Films représentée par Nicolas Leclerc a donc pour projet de tourner le prochain film de Christophe Honoré du 13 mai au 28 juin 2013. Ce long métrage *Métamorphoses* est co-produit par Canal Plus, France 3 et les régions Languedoc Roussillon et Provence Alpes Côtes d'Azur. Il s'agit d'une adaptation des *Métamorphoses d'Ovide*. La production sera présente à Montpellier et ses alentours du 22 avril au 8 juin 2013.

Conformément à la délibération du 8 novembre 2010, la convention jointe en annexe précise les modalités d'accueil du tournage sur le territoire de la Ville ainsi que les compensations demandées à la production.

Afin de faciliter la mise en place et le déroulement des activités durant le tournage, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition, à titre gratuit (conformément à la délibération du 8 novembre 2010), une partie du site de l'EAI, à savoir les bureaux de l'ancien gardien, le musée de l'infanterie et son parking. Sera également mis à disposition, via un arrêté temporaire d'interdiction de stationner sauf pour les véhicules de la production, le parking de la place du Père Louis.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accueil de tournage sur son territoire et de soutenir l'emploi et le tissu économique dans une période de crise, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mobilisation de tous les services concernés par l'accueil de ce projet sur le territoire de la ville ;

- D'approuver la convention de partenariat avec les films Pelléas jointe en annexe ;
- D'approuver que l'occupation des locaux et espaces publics soit consentie à titre gratuit ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LES FILMS PELLEAS TOURNAGE DE LONG METRAGE « METAMORPHOSES »

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 07/02/2010 ;

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire les films Pelléas représentée par Nicolas Leclere, directeur de production, 25, rue Michel le Comte Paris 75 003.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La structure bénéficiaire les films Pelléas est une société de production, spécialisée dans la fiction cinématographique.

Les films Pelléas prépare actuellement le tournage d'un prochain long métrage « Métamorphoses » réalisé par Christophe Honoré, d'après une libre adaptation des Métamorphoses d'Ovide. Les trois comédiens principaux pressentis sont Amira Akili, Sébastien Hirlé et Damien Chapelle.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Participation de la ville

La société films Pelléas sollicite le soutien de la ville de Montpellier notamment pour des recherches de locaux pour la logistique et les décors. Considérant que ce projet s'inscrit dans sa politique en matière d'accueil de tournage, la Ville de Montpellier décide de soutenir le tournage.

Accueil de la production

La Ville de Montpellier s'engage à faciliter les contacts entre la production et des acteurs clés de la ville et à organiser selon les besoins des réunions de travail entre la production et les Directions de la Ville concernées par le projet.

Tournage

La Ville de Montpellier s'engage à délivrer les autorisations nécessaires pour l'occupation de l'espace public (arrêtés d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement selon besoins décrits par la production y compris les arrêtés relatifs à la sonorisation). Ces besoins feront l'objet de demandes écrites par la production et selon les nécessités de visites sur site des agents du Bureau d'Accueil de Tournage et d'autres services concernés (voirie, police municipale ...).

Mise à disposition de locaux sites de l'EAI

A la demande de la ville de Montpellier, propriétaire du site de l'EAI, localisé rue du 56^{ème} régiment d'Artillerie à Montpellier, la SAAM de Montpellier actuellement gestionnaire du site met à disposition 3 espaces : les bureaux de l'ancien gardien du site, le musée de l'Infanterie et son parking. Ces espaces serviront de bureaux pour la production, de parking pour les véhicules utilitaires et de lieu de stockages pour les décors.

Cette mise à disposition fait l'objet de la signature d'une convention d'occupation précaire, du 22 avril 2013 au 8 juin 2013, entre la SAAM et la production. La SAAM imputera à la production les frais de mise à disposition, comprenant les consommations d'eau et d'électricité.

Parking

La ville mettra à disposition le parking de la place du Père Louis (zone concernée : la partie située le long du talus du carrefour de l'aéroport International). Cette mise à disposition fera l'objet d'un arrêté temporaire d'interdiction de stationner sauf aux véhicules de la production du 22 avril 2013 au 8 juin 2013. La production informera par voie d'affichage les utilisateurs habituels. La production se chargera du gardiennage des véhicules.

Article 2 : Obligations par la société de production

Précautions

La société de production s'engage à porter une attention particulière à l'information des riverains, commerçants et entreprises susceptibles d'être gênés par les contraintes occasionnées par le tournage (entrée et sortie d'immeuble, stationnements ...). Elle délivrera donc toutes les informations nécessaires et cherchera par la concertation toutes les solutions pouvant limiter ces contraintes.

La production s'engage à limiter le bruit au maximum, surtout lors du montage tôt le matin ou d'un démontage tardif. Les tournages, montages et démontages de nuit (entre 22h et 07h) devront faire l'objet d'une information préalable aux riverains, commerçants et entreprises locales.

La production s'engage à respecter les lieux utilisés et à les remettre en état.

Tournage

La production prendra en charge le coût des interventions sur l'espace public réalisées par des entreprises spécialisées conseillées par la ville.

La production s'engage à ne pas modifier les horaires et les lieux de tournage sans avoir prévenu préalablement les représentants de la collectivité et les riverains concernés.

Communication pendant le tournage

La production s'engage à autoriser des visites de tournages et des rencontres avec certains membres de l'équipe (réalisateur, comédiens ...). Selon le plan de travail de la production, ces visites, seront coordonnées en lien avec Bureau d'Accueil de Tournage de la ville de Montpellier. Elles associeront des élus et seront susceptibles d'être médiatisées.

La production s'engage à autoriser la présence du photographe des services de la Ville de Montpellier, et l'autorise à utiliser ses clichés dans le cadre des journaux municipaux et/ou dans les documents de communication relatifs au Bureau d'Accueil de Tournage (site web, plaquette de tournage ...), sous réserve de l'accord de la production concernant les droits à l'image des comédiens.

Communication pendant la diffusion

La production s'engage à associer la ville à des opérations publiques qui seront préparées en réunion de communication avec le service Communication de la ville.

La production s'engage à remercier la Ville de Montpellier et son Bureau d'Accueil des Tournages au générique du long métrage « Métamorphoses »

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour Les Films Pélleas

Pour la Ville de Montpellier

Nicolas Leclere

Philippe SAUREL,
adjoint au Maire délégué à la culture

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 188 600 € au titre de l'exercice 2013.

Il a déjà été attribué au titre des Projets et Structures lors des derniers conseils municipaux de février et mars, la somme de 296 800 euros.

Code association	Nom association	Nature	Montant
80	Les Amis du Musée Fabre	F	5 000
1659	La Sphere Oblik	F	500
2255	Le Sonotone	F	500
5018	Association B Mediation	F	7 000
5149	BRISCARTS	F	500

5665	En Traits Libres	F	500
107	Les Amis de Jean Vigo	F	2 500
1171	So Bollywood Montpellier	p	500
5008	Casa Amadis Asso Culturelle de Langue Portugaise de Montpellier	P	1 000
867	Cellanova.Org	P	1 500
5037	Transit Collectif Photographique	F	5 000
76	Comité de Quartier Saint Roch et Ecusson	P	1 000
1939	Centre Culturel Espéranto de Montpellier	F	500
1969	Institut Protestant de Théologie	F	2 000
2732	Cercle Algérieniste de Montpellier	F	1 000
2988	Don Quijote Centre Culturel Hispanique	F	1 000
3636	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	F	2 000
4478	Identités et Partage	F	1 000
4478	Identités et Partage	P	1 000
4527	Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide	F	50 000
4573	Atelier de Rencontre et de Recherche Comparative en Ethnologie	F	1 000
959	Archives du Monde	F	1 000
3339	Association des Amis du Musée Languedocien	F	1 400
4388	Le Passe Muraille	P	1 000
184	Lou Parage de Mount Pelie	F	1 000
227	Théâtre Talhers Production La Rampe T.I.O	F	30 000
500	Cercle Occitan de Montpellier	F	1 000
1246	Amistats Max Rouquette	F	3 000
1531	Lectura e Oc	F	1 400
2113	Atelier de Recherche Théâtrale - Art Cie	F	7 000
3930	La Bourrèio del Clapas	F	1 000
4544	Choeur Occitan de Montpellier Nadalencia	F	1 000
4813	La Poesia	F	2 500
5055	Lo Talhier Parlar -Centre Formacion Professionala Occitan	F	3 800
4493	Danse avec les Roues (Cap Danse Bis)	F	1 000
5374	APAAAV (la Fenêtre)	F	2000
529	La Friche de Mimi	F	3000
529	La Friche de Mimi	P	3 000
4191	Illusion et Macadam	F	20 000
4389	ARDEC	F	10 000
4520	Le Garage Electrique	F	5 000
1113	Claquettes en Vogue	P	3 000
444	Amis de l'Orgue des Saints François	F	500
1274	Un Orgue dans la Ville	F	1000

	TOTAL	188 600 €
--	--------------	------------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

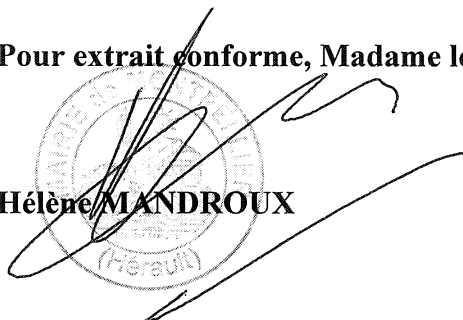
- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 188 600 €.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel**

1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2) .

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n°6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement des associations qui gèrent des lieux de diffusion et de créations artistiques. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 5 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 7 000 €. Il a déjà été attribué au titre des lieux lors du conseil municipal de mars, la somme de 101 000 €.

Code association	Nom association	Nature	Montant
1566	Union des Arts Plastiques de la Méditerranée	F	1 500

1795	Living Room Espace de Création Contemporaine	F	3 000
5534	association Spontanée	P	500
5567	Arthothèque à Montpellier	P	1 000
857	A la Barak Atelier de Photographie	F	1 000
TOTAL			7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 7 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n°6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à cinq galeries associatives d'art contemporain Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de cinq galeries associatives d'art contemporain. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche d'expositions expérimentales non soumises la plupart du temps au marché de l'art est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure internationale et participent à la promotion et à l'accompagnement de jeunes créateurs résidant à Montpellier. Elles développent des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux montpelliérains l'opportunité de voir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés vidéographiques et informatiques sans exclure la peinture, la sculpture et le dessin permettant d'aiguiser un sens critique et de provoquer des discussions riches, stimulantes et conviviales.

Ces lieux fonctionnent également comme de petits centres d'art contemporain exposant des œuvres parfois réalisées sur place. Du reste beaucoup d'étudiants en art y font des stages.

Ces associations font partie, en tant que galeries fondatrices, du salon de dessin contemporain de Montpellier « DRAWING ROOM » dont la cinquième édition se tiendra durant quatre jours du 27 novembre au 4 décembre au Carré Sainte-Anne.

Ces associations sont aidées également par l'État représenté par la DRAC LR et par le Conseil Régional. Il est à noter que sans les aides publiques elles auraient depuis longtemps cessé leurs activités.

Les cinq galeries associatives d'art contemporain faisant chacune l'objet d'une convention de partenariat type sont les suivantes :

Association AL/MA

Installée depuis 4 ans dans le quartier de la gare, 14, rue Aristide Ollivier, la galerie réalise environ cinq expositions par an, le plus souvent de peinture et de sculptures abstraites minimalistes, raffinées, parfois radicales présentées avec une grande rigueur plastique. Pour chaque exposition d'un artiste reconnu est présenté également le travail d'un(e) jeune plasticien(ne) montpelliérain(e) dont les œuvres sont produites par la galerie. Outre le public du centre-ville, on y rencontre beaucoup d'étudiants et des amateurs d'art de Nice et de Marseille.

L'association AL/MA partage ses locaux avec les éditions d'art *Méridianes* ce qui permet des échanges et une vraie émulation entre artistes et écrivains. Elle produit également des expositions hors les murs, d'artistes montpelliérains.

Association Aperto

Située, depuis 2005, dans le quartier Chaptal, rue Étienne Cardaire, il s'agit d'un collectif d'artistes et d'un espace de recherche. Deux des membres enseignent aux Beaux-Arts et à l'école d'architecture. Ils produisent des expositions en partenariat avec ces deux écoles dont ils sont une structure relais. Ils font partie d'un réseau français de collectifs d'artistes.

Ce lieu sert à la fois d'atelier, de salle d'exposition et de présentation d'événements – environ six par an dont certains hors les murs. Il accueille régulièrement le festival SONORITÉS ainsi que l'organisation de petits colloques sur l'art et la politique.

Environ deux fois par an l'association installe des œuvres interactives dans leur vitrine ce qui donne une lisibilité ponctuelle dans le quartier.

Association Boîte Noire – Unité de recherches contemporaines

C'est la plus ancienne galerie associative de Montpellier située en plein cœur de l'Écusson depuis 1988 entre La Panacée et le Musée Fabre. Le responsable et président de l'association est aussi professeur de dessin à l'école des Beaux-Arts et il est l'initiateur de « DRAWING ROOM » salon du dessin contemporain de Montpellier qui a lieu chaque année au Carré Sainte-Anne.

L'association propose quatre à cinq expositions monographiques par an sur le dessin, la photographie, la peinture et la vidéo et reçoit un public nombreux. Elle réalise un travail de médiation avec des écoles et l'université Paul-Valéry. Elle expose environ 50% d'artistes montpelliérains. Elle participe à des salons européens présentant des artistes Montpelliérains ce qui donne un peu plus encore, une bonne image de la ville.

Association Iconoscope

Lieu situé, depuis 2004, dans la rue du Courreau dans le local d'une ancienne agence de voyages. Cette galerie apporte une image positive dans ce quartier.

Quatre à cinq expositions par an y sont programmées : très pertinentes, originales et le plus souvent *IN SITU*. Des artistes de renommée internationale dont des Montpelliérains acceptent d'y exposer grâce au réseau d'une des responsables. Le propos tourne souvent autour de l'art et de l'espace public.

Le public spécialisé, les scolaires et les habitants du quartier sont accueillis et « initiés » à l'art contemporain avec beaucoup de générosité et de sens pédagogique.

Association Vasistas

La Galerie est située, depuis 1997, dans le quartier Boutonnet. Le responsable et président de l'association est un ancien étudiant de l'école des Beaux-Arts. La mission que s'est donnée l'association est de socialiser et d'initier à la présentation de leurs œuvres auprès des étudiants en fin de cursus d'écoles d'art et d'universités.

Trois expositions, souvent collectives, y sont proposées dans l'année, et réalisées à 70% par de jeunes artistes. Ils sont ainsi accompagnés dans la production de leurs expositions qui présentent en général des œuvres photographiques, des peintures et des vidéographies.

Des critiques d'art interviennent ponctuellement lors des vernissages et les expositions sont souvent annoncées et commentées dans l'émission du mercredi soir sur France Culture : *la dispute*, consacrée à l'art contemporain.

Considérant que ce soutien à ces cinq galeries participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière d'art contemporain et permet en outre au public montpelliérain de les apprécier et d'y apporter leur regard critique, il est proposé d'attribuer une subvention de 8 000 € à chacune de ces cinq galeries comme indiqué dans le tableau ci-après (N° de dossiers : 000159, 342, 000314, 000319, 000008) et de passer une convention de partenariat type jointe en pièce annexe. Le budget de chacune de ces cinq galeries est également joint en pièce annexe.

N° asso.	Association	Nature	Montant
5059	Galerie AL/MA	F	8 000 €
5036	Aperto	F	8 000 €
2159	Boîte Noire – Unité de recherches Contemporaines	F	8 000 €
2747	Iconoscope	F	8 000 €
5019	Vasistas	F	8 000 €
		Total	40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 40 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

BUDGET PREVISIONNEL 2013

CHARGES D'EXPLOITATION	MONTANT	PRODUITS D'EXPLOITATION	MONTANT
ACHATS	700	VENTES	70
fourniture (eau, gaz, électricité)	400	catalogues, vidéo, cartes postales	50
petits matériels	300	autres	20
achats (cassettes, films)			
autres (matériel informatique)			
SERVICES EXTÉRIEURS	7700	SUBVENTIONS	32000
sous traitance	200		
location de locaux	6900	Drac L.R.	12000
location matériel			
entretien	200	Mairie de Montpellier	10000
assurance	300		
documentation (abonnement...)	100		
AUTRES SERVICES EXT.	6600		
honoraires	500	Conseil régional du Languedoc-Roussillon	10000
publicité, publications	1500		
transports	900		
Frais déplacements	800	Autres	
réceptions, missions	800		
frais de PTT, téléphone, internet	600		
production d'oeuvre	1500		
IMPÔTS	100		
impôts sur les sociétés			
taxe foncière			
autres taxes:		AUTRES PRODUITS DE GESTION	30
droit au bail			
ordures ménagères	100	cotisations	30
CHARGES DE PERSONNEL	17600	fonds propres	
salaires et traitement	12500		
charges sociales, cotisations	5100		
CHARGES FINANCIÈRES			
CHARGES EXCEPTIONNELLES		PRODUITS EXCEPTIONNELS	600
		mécénat	
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		ventes exceptionnelles	600
TOTAL DES CHARGES	32700	TOTAL DES PRODUITS	32700

LE PRESIDENT : P SAUZE
ICONSOCOPÉ
 art contemporain

LE TRESORIER : L. GARDIEN

1, rue du général maureilhac
 34000 MONTPELLIER - tél/fax: 04 67 63 03 84 ou 06 20 36 57 47
 email : iconoscope@wanadoo.fr

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Billetterie	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- marchandises	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- prestations de services	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- fournitures administratives	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- produits des activités annexes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- autres fournitures	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
61 - Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	DRAC LR	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- entretien et réparation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- assurances	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
- documentation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Région :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- divers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
62 - Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier :	
- rémunération intermédiaires et honoraires	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	Fonctionnement	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- publicités, publications	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	Projet	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- déplacements, missions et réceptions	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
- frais postaux et de télécommunication	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Fonds européens	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- services bancaires	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Conseil Général	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- divers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Agglomération	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
64 – Charges de personnel	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Autre : <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
63 – Impôts et taxes			
- Impôts et taxes sur rémunération	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	75 – Autres produits de gestion courante	
- autres impôts et taxes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Cotisations	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
65 – Autres charges de gestion courante	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Autres	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
66 – Charges financières	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	76 – Produits financiers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
67 – Charges exceptionnelles	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	77 – Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- sur opérations de gestion	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
		- sur exercices antérieurs	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
TOTAL DEPENSES	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	TOTAL RECETTES	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €

Nom et signature du Président* J. PAUL GUARAND
Obligatoire

Nom et signature du Trésorier
Obligatoire Sylvain Grant



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	1100000 €	- Billetterie	
- achats non stockés de matières et fournitures	57000 €	- marchandises	182000 €
- fournitures non stockables (eau, énergie)		- prestations de services	
- fournitures administratives	3000 €	- produits des activités annexes	
- autres fournitures <i>et ont rechar petit équipement</i>	20000 €		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	7000 €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	68000 €	<i>DRAC L.R.</i>	28000 €
- entretien et réparation	2000 €		
- assurances	2000 €		
- documentation	1000 €		
- divers		- Région :	160000 €
62 – Autres services extérieurs			
- rémunération intermédiaires et honoraires		- Ville de Montpellier : Fonctionnement	80000 €
- publicités, publications	14000 €	Projet	
- déplacements, missions et réceptions	52000 €		
- frais postaux et de télécommunication	25000 €	- Fonds européens	
- services bancaires	1000 €	- Conseil Général	
- divers		- Agglomération	
		- Autre :	
64 – Charges de personnel			
		75 – Autres produits de gestion courante	
63 – Impôts et taxes		- Cotisations	
- Impôts et taxes sur rémunération		- Autres	
- autres impôts et taxes			
		76 – Produits financiers	
65 – Autres charges de gestion courante			
		77 – Produits exceptionnels	
66 – Charges financières		- sur opérations de gestion	
		- sur exercices antérieurs	
67 – Charges exceptionnelles			
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements			
TOTAL DEPENSES	13570000 €	TOTAL RECETTES	13570000 €

Nom et signature du Président* *LAUNE Christian F.*

Obligatoire

Nom et signature du Trésorier

Obligatoire *Aune Bousquet*



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'œuvres et de prestations de services	12000 €	- Billetterie	
- achats non stockés de matières et fournitures	800 €	- marchandises	2000 €
- fournitures non stockables (eau, énergie)	500 €	- prestations de services	3000 €
- fournitures administratives	500 €	- produits des activités annexes	
- autres fournitures	700 €		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	600 €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	1300 €	- DRAC LR	2000 €
- entretien et réparation	1000 €		
- assurances	500 €	- Région : LR	6000 €
- documentation	500 €		
- divers		- Ville de Montpellier : Fonctionnement	8000 €
62 – Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier : Projet	
- rémunération intermédiaires et honoraires	750 €	- Fonds européens	
- publicités, publications	2400 €	- Conseil Général	
- déplacements, missions et réceptions	4000 €	- Agglomération	
- frais postaux et de télécommunication	2000 €	- Autre :	
- services bancaires	500 €		
- divers			
64 – Charges de personnel		75 – Autres produits de gestion courante	
		- Cotisations	500 €
63 – Impôts et taxes		- Autres	
- Impôts et taxes sur rémunération		76 – Produits financiers	
- autres impôts et taxes			
65 – Autres charges de gestion courante		77 – Produits exceptionnels	
		- sur opérations de gestion	
66 – Charges financières		- sur exercices antérieurs	
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	
67 – Charges exceptionnelles			
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements			
TOTAL DEPENSES	39500 €	TOTAL RECETTES	39500 €

Nom et signature du Président*

Obligatoire F. TANMEY

[Signature]

GALERIE ALMA

14, rue Aristide Ollivier

06 63 27 15 63

Nom et signature du Trésorier

Obligatoire Alain Jean-Pierre

28/9/2012

[Signature]

* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature



FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL de la structure APERTO pour l'année 2013

DEPENSES	Montant en € TTC	RECETTES	Montant en € TTC
60 Achats		70 Ventes de produits finis, prestations de services	
achats d'études et de prestations de serv	950	- Billetterie	
- achats non stockés de matières et fournitures	2000	- marchandises	
- fournitures non stockables (eau, énergie)	1100	- prestations de services	1000
- fournitures administratives	1000	- produits des activités annexes	13500
- autres fournitures	500		
61 - Services extérieurs		74 - Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	1000	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	9800	D.R.A.C Languedoc-Roussillon	8000
- entretien et réparation	900	Région Languedoc-Roussillon	6000
- assurances	320	- Ville de Montpellier :	
- documentation	300	Fonctionnement	9000
- divers	600	Projet	
62 - Autres services extérieurs		- Fonds européens	
- rémunération intermédiaires et honoraires		- Conseil Général	
- publicités, publications	2000	- Agglomération	
- déplacements, missions et réceptions	2800	Autre : MECENAT	1000
- frais postaux et de télécommunication	1400		
- services bancaires	50		
- divers	1200		
64 - Charges de personnel	14000	75 - Autres produits de gestion courante	
63 - Impôts et taxes		- Cotisations	1000
- Impôts et taxes sur rémunération		- Autres	500
- autres impôts et taxes		76 - Produits financiers	
65 - Autres charges de gestion courante		77 - Produits exceptionnels	
66 - Charges financières		- sur opérations de gestion	
67 - Charges exceptionnelles	80	- sur exercices antérieurs	
68 - Dotation aux amortissements provisions et engagements		78 - Reprise sur amortissements et provisions	
Sous Total DEPENSES	40000	Sous Total RECETTES	40000
86 Emplois des contributions volontaires en nature		87 Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	5000
Mise à disposition gratuite des biens et prestations	2700	Prestations en nature	
Personnels bénévoles	5000	Dons en nature	2700
Total Charges Prévisionnelles	47700	Total Produits Prévisionnels	47700

Fait à Montpellier le 03/10/2012

Visa du Président:

Visa du Trésorier:

Nom et code de la structure :
Montant attribué : €
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 06 mai 2013.

D'une part

Et

La structure bénéficiaire association.....
représentée par, reconduit par le
Conseil d'administration ou le bureau le

D'autre part,

PRÉAMBULE

Dans le cadre du développement artistique, la Ville de Montpellier souhaite donner toute sa place à la création artistique en matière d'art contemporain dans la cité. À cet effet elle compte aider les galeries constituées sous forme associative loi de 1901 à développer leurs activités tout au long de l'année, à faire connaître les productions des artistes montpelliérains qu'elles exposent et à favoriser la rencontre et l'échange avec les habitants de la Ville autour de l'acte artistique.

Dans cette optique la ville entend établir avec ces galeries un partenariat pour l'année 2013, précisant les conditions dans lesquelles s'établiront des relations fructueuses avec les associations concernées dans l'objectif général défini précédemment.

La présente convention a pour but de préciser les modalités dans lesquelles la Ville de Montpellier entend participer financièrement au fonctionnement de ces galeries.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La galerie associative.....
a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013. Considérant que les actions de l'association.....
.....contribuent au développement de sa politique en matière d'art contemporain notamment en accompagnant les artistes émergents de la Ville, et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2: Montant de la subvention accordée

Pour aider l'association..... à initier et développer l'activité de monstration, l'accompagnement des jeunes artistes et la médiation auprès du public la ville accorde à cette association une subvention de fonctionnement d'un montant de 8 000 euros.

Article 3 : Les engagements de l'association

L'association.....s'engage :

- à faire de trois à cinq expositions et ou événements par an et à promouvoir, au moins pour la moitié, des jeunes artistes domiciliés et qui produisent sur le territoire de la commune.
- à ouvrir le lieu régulièrement et à éveiller la sensibilité des publics en assurant un travail de médiation afin de favoriser la rencontre des habitants de la Ville avec des artistes et leurs œuvres.
- à accomplir toutes les formalités requises par la loi pour couvrir les risques liés à son activité, sans que la Ville de Montpellier puisse être tenue pour responsable. Elle fera son affaire du respect de toute réglementation pouvant lui être appliquée, notamment en matière sociale, civile et fiscale.
- à faire apparaître clairement et de manière sincère dans ces comptes de résultat, s'il y a eu vente d'œuvres d'art ; d'indiquer le montant de la transaction et le pourcentage reversé aux artistes.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à développer la mutualisation des moyens de communication avec les autres galeries associatives (édition d'un dépliant, d'un site internet, etc.) et d'être le plus possible en résonnance avec des événements culturels de la ville.

L'association s'engage à apposer sur tous supports (publications, panneaux, bandeaux, site internet, etc.) inhérents aux opérations subventionnées par la ville de Montpellier la mention suivante « avec le soutien de la Ville de Montpellier » ainsi que le logo de la Ville en respectant la charte graphique fournie par la direction de la communication.

Article 5 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux versements :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2012 certifiés par le/la président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité global 2012 de l'association ;

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association bénéficiaire.

Article 6 : Conditions d'utilisation

L'associations'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'associations'engage :

- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention.
- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

*Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association bénéficiaire

Le (la) Président(e)

*Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Les galeries de Montpellier Art contemporain Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Les galeries de Montpellier art contemporain regroupe six galeries d'art contemporain de la ville : la galerie privée Hélène Trintignan et cinq galeries associatives : AL/MA, Aperto, Boîte Noire, Iconoscope et Vasistas.

L'association Les galeries de Montpellier art contemporain permet à ces lieux de mutualiser leur savoir faire, leurs moyens de communication et en particulier de présenter depuis 4 ans et cela pendant 5 jours, un salon du dessin contemporain « Drawing Room » dont la cinquième édition se tiendra du 27 novembre au 1^{er} décembre au Carré Sainte-Anne.

Cet événement remporte un succès public de plus en plus important, et des collectionneurs de tout le sud de la France le visitent autour d'une pratique artistique d'une grande diversité, le dessin contemporain.

Les galeries organisent une médiation auprès de tous les publics en vue de présenter leurs lieux et leurs artistes. Ainsi en 2012 quarante-sept artistes étaient présentés, dont un tiers réside à Montpellier.

Une bourse privée d'un montant de 1500 € financée par une entreprise d'aménagement de lieux d'expositions est attribuée à un jeune plasticien issu des écoles des Beaux-Arts de Nîmes, de Montpellier et de Perpignan.

L'État représenté par la DRAC LR et la Région sont partenaires ainsi que l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération.

Considérant que ce soutien participe au développement culturel de la Ville en matière d'art contemporain, il est proposé d'attribuer une subvention de 7 000 € (n° de dossier : 001722) à l'association Les galeries de Montpellier art contemporain organisatrice du salon du dessin « Drawing Room » et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de l'association est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Les galeries de Montpellier art contemporain : compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Achats et services extérieurs	9 967	18 900	Report 2010	982	-

Charges exceptionnelles et financières	7 796	3 600	Subventions	14 000	18 000
Dotation aux amortissements	651	-	DRAC	4 000	6 000
-	-	-	Région	3 000	5 000
-	-	-	Ville	7 000	7 000
-	-	-	Sponsors	1 200	-
-	-	-	Autres produits de gestion	-	4 500
-	-	-	Produits exceptionnels	2 232	-
Total	18 414	22 500	Total	18 414	22 500

Tableau d'affectation

N° asso.	Association	Nature	Montant
5038	Les galeries de Montpellier art contemporain	P	7 000 €
	TOTAL		7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services		- Billetterie	
- achats non stockés de matières et fournitures		- marchandises	
- fournitures non stockables (eau, énergie)		- prestations de services	
- fournitures administratives	300	- produits des activités annexes	
- autres fournitures			
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	1200	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	7500	ARRC CR	6000
- entretien et réparation <i>organisation gl</i>	200		
- assurances	200	- Région :	
- documentation	3500	Languedoc-Roussillon	5000
- divers <i>communication</i>		- Ville de Montpellier :	
62 – Autres services extérieurs		Fonctionnement	
- rémunération intermédiaires et honoraires	2000	Projet	7000
- publicités, publications	2000		
- déplacements, missions et réceptions	1500	- Fonds européens	
- frais postaux et de télécommunication	500	- Conseil Général	
- services bancaires		- Agglomération	
- divers		- Autre :	
64 – Charges de personnel		75 – Autres produits de gestion courante	
63 – Impôts et taxes		- Cotisations	2000
- Impôts et taxes sur rémunération		- Autres <i>partenariats</i>	2500
- autres impôts et taxes		76 – Produits financiers	
65 – Autres charges de gestion courante		77 – Produits exceptionnels	
66 – Charges financières	1100	- sur opérations de gestion	
67 – Charges exceptionnelles	1350	- sur exercices antérieurs	
<i>patente + house CIPD</i>		78 – Reprise sur amortissements et provisions	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements			
TOTAL DEPENSES	22250	TOTAL RECETTES	22250

Nom et signature du Président*
Obligatoire

Christophe LAURE

Les galeries de Montpellier
1 rue de la Carbonnerie
34000 MONTPELLIER
SIRET 514 057 736 00027

Nom et signature du Trésorier
Obligatoire

A. LAPIERRE



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Nom et code de la structure :
Montant attribué : €
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Salon du dessin contemporain « DRAWING ROOM »

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 06 mai 2013.

D'une part

Et

La structure bénéficiaire Association Les galeries de Montpellier représentée par son Président Monsieur Christian Laune, reconduit par le conseil d'administration en date du 16 mai 2012.

D'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique culturelle en faveur de l'art contemporain la ville de Montpellier a décidé d'encourager l'association les galeries de Montpellier afin d'organiser la 5^{ème} édition du salon du dessin contemporain « DRAWING ROOM » au Carré Sainte-Anne.

Cet événement a pour but la promotion de l'art contemporain envers un large public, la promotion des galeries d'art contemporain œuvrant sur le territoire de la ville et la volonté de susciter des vocations de collectionneurs par le biais du dessin sous toutes ses formes contemporaines.

Ceci étant exposé il a été convenu ce qui suit :

Article 1- Objet

La présente convention a pour but de définir les conditions dans lesquelles la Ville de Montpellier entend participer financièrement et techniquement au fonctionnement de l'association des galeries pour l'organisation de « DRAWING ROOM » et de fixer les objectifs communs entre la ville de Montpellier et cette association.

Par ailleurs l'association Les galeries de Montpellier a sollicité pour le salon de dessin contemporain « DRAWING ROOM » une subvention de 7 000 euros au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de l'association Les galeries de Montpellier contribuent au développement de la politique de la Ville en matière d'art contemporain et qu'elle présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier

Article 2 – Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la ville de Montpellier accorde à l'association Les galeries de Montpellier une subvention d'un montant de 7 000 euros. L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1.

Article 3 – Redevance et vente d'œuvres

La Ville de Montpellier met à disposition le Carré Sainte-Anne en contre-partie du paiement de la redevance d'occupation du domaine public, telle que votée par le conseil municipal pour l'année 2013 soit : 500 euros par jour.

Sous couvert du paiement de cette redevance les galeries adhérentes à cette association sont autorisées à la vente d'œuvres. Les transactions se feront entre les galeristes et les acheteurs.

Article 4 : Conditions techniques d'occupation du Carré Sainte-Anne

Le Carré Sainte-Anne sera ouvert au public pendant la période du salon soit du mercredi 27 novembre au dimanche 1^{er} décembre 2013 de 13 à 20 heures .

Une clé et un code d'accès seront confiés au Président de l'association pendant la durée du salon du dessin y compris pendant l'installation et le décrochage en accord avec le régisseur du lieu. Soit du samedi 23 novembre au lundi 2 décembre.

L'aménagement du lieu est fait en accord avec la Direction de la Culture et du Patrimoine - service des lieux d'art et d'histoire, conformément à un plan fourni par l'association. Ce plan pourra être soumis à des modifications selon la faisabilité technique et financière et les règles strictes concernant la sécurité du lieu, du public et des exposants.

Article 5 - Accrochage

Chaque galeriste prend en charge son accrochage.

L'éclairage des œuvres sera réalisé par les agents municipaux habilités sous la direction du régisseur du lieu.

Aucune œuvre ne devra être stockée dans le Carré Sainte-Anne après l'évènement sauf accord exceptionnel

Article 6 – Accueil du public

Chaque galeriste est responsable de sa structure et sera tenu, en particulier lors du vernissage, de gérer le flux des visiteurs. Le lieu dans son ensemble est placé sous la surveillance du personnel municipal pendant les heures d'ouverture. En dehors de celles-ci et en l'absence des galeristes, le lieu est placé sous alarme.

Les horaires d'ouverture et de fermeture des exposants devront être soumis au régisseur.

Article 7 – Communication de l'événement

La Ville de Montpellier s'engage à :

- organiser une conférence de presse qui se tiendra au moins 15 jours avant l'évènement en accord avec les disponibilités de l'adjoint à la culture et du président de l'association,

- réaliser un dossier de presse sur la base d'éléments fournis par l'association ainsi qu'un communiqué de presse,
- mettre à disposition des espaces publicitaires Decaux au format 120X 176 et un affichage, selon disponibilité, à l'intérieur des bus de la Ville au format 30X40,
- rédiger un article sur le journal et sur le site internet de la ville de Montpellier,
- prévoir un apéritif le soir de l'inauguration.

L'association Les galeries de Montpellier s'engage à :

- apposer sur tous supports de communication – publications, site internet de l'association - d'information et de promotion du salon de dessin contemporain « DRAWING ROOM » la mention suivante « *avec le soutien de la Ville de Montpellier* » et d'y apposer le logo de la Ville en respectant la charte graphique fournie par la direction de la communication,
- soumettre tout élément de communication à la Direction de la Communication via la Direction de la Culture et du Patrimoine ; tenir informé la Direction de la Culture et du Patrimoine, qui en référera à l'élus concerné, de tous les événements relatifs à la promotion de « DRAWING ROOM ».

Article 8 - Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagnés des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012- 2013 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé par le/la président(e), des recettes et des dépenses afférentes au projet, justifiées par un état des factures acquittées ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 9 : Condition d'utilisation et modalités de contrôle

L'association Les galeries de Montpellier s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée,
- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 10 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière l'affectant.

Article 11 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 12 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 8 de cette présente convention.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées ;

* Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

Le Président

*Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOUÏ, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions Convention de partenariat à l'association Attitude Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association Attitude en assure dans la région et sur la ville, le développement à travers la mise en place d'activités d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année sur le Skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un Skate parc dont elle en est la principale utilisatrice. L'association attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Hébergée gracieusement par la Ville de Montpellier dans un local municipal de 93,50 m² situé rue St Ursule, la valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €, cette association compte 6 salariés et plus de 80 adhérents sur Montpellier, ses activités touchent des milliers de spectateurs. Cette association est en effet très impliquée dans l'organisation annuelle d'une importante manifestation qui concerne pour l'essentiel la jeune génération et développe à la fois des valeurs humanistes comme le respect de l'autre, et des activités au croisement des arts et du sport.

Fort du succès des éditions de la Battle Nationale et Internationale qu'elle organise depuis plus de 10 ans, l'association Attitude propose en 2013 une nouvelle manifestation s'inscrivant dans la continuité et la dynamique de la Battle Nationale et Internationale. La « Breakdance Champion's League 2013 » celle-ci se tiendra du 28 novembre au 07 décembre 2013 avec notamment deux soirées organisées au Zénith Sud autour de concerts de rap, de danse hip hop et pour lesquelles plus de 11 000 personnes sont attendues.

La « Breakdance Champion's League 2013 », présentera dans différents lieux de la ville, des concerts de musique, des diffusions de films et des spectacles de hip hop avec 8 équipes venus de 8 villes : Montpellier, Las Vegas, Séoul, Osaka, St Pétersbourg, Barcelone, Rotterdam, Rio de Janeiro.

Consciente que cette association porte tout au long de l'année, un projet artistique cohérent et ambitieux, qu'elle propose une manifestation dont la renommée mondiale n'est plus à démontrer, qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé : d'attribuer à l'association Attitude (n° de dossier 381) une subvention d'un montant de 40 000 euros en fonctionnement et une subvention d'un montant de 40 000 euros pour La « Breakdance Champion's League 2013 » ; de passer une convention de partenariat jointe en annexe, avec ladite association. Le budget global de l'association étant également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Attitude : compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Achats et services-extérieurs	-	580 500	Billetterie	-	150 000
Charges d'exploitation	596 454	-	Prestations et produits	-	179 000
Salaires et charges	230 127	249 500	Produits d'exploitation	681 125	
Impôts	-	15 000	Subventions	309 700	521 000
Charges financières et exceptionnelles	5 389	10 000	DRAC	19 000	35 000
Dotations aux amortissements		3 000	CUCS		6 000
-	-	-	Région	138 100	224 000
-	-	-	Ville Montpellier- Fonct.	53 600	122 000
-	-	-	Ville Montpellier – projet	30 000	20 000
-	-	-	Conseil général	0	0
-	-	-	Agglomération	40 000	70 000
-	-	-	Ministère Outre-Mer	29 000	20 000
-	-	-	Cotisations et autres	-	8 000
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	-	-
Total	831 970	858 000	Total	990 825	858 000
Excédent d'exploitation 2011	158 855				

Contribution en nature

Mise à disposition du local Mairie rue sainte Ursule : 10 285 €

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4265	Attitude	F	40 000 €
4265	Attitude	M	40 000 €
	Total		80 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'attribution et de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 80 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	€	- Billetterie	1 5 0 0 0 0 €
- achats non stockés de matières et fournitures	8 4 0 0 0 €	- marchandises	€
- fournitures non stockables (eau, énergie)	1 6 0 0 0 €	- prestations de services	1 4 9 0 0 0 €
- fournitures administratives	3 0 0 0 0 €	- produits des activités annexes	3 0 0 0 0 €
- autres fournitures	€		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	1 4 0 0 0 0 €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	1 2 8 0 0 0 €	DRAC	3 5 0 0 0 0 €
- entretien et réparation	9 9 0 0 0 €	ICUS	6 0 0 0 0 €
- assurances	€		
- documentation	3 6 0 0 0 €		
- divers	€	- Région :	2 2 4 0 0 0 €
62 – Autres services extérieurs			
- rémunération intermédiaires et honoraires	2 4 3 0 0 0 €	- Ville de Montpellier :	
- publicités, publications	5 2 5 0 0 0 €	Fonctionnement	1 2 2 0 0 0 €
- déplacements, missions et réceptions	9 8 0 0 0 0 €	Projet	4 4 0 0 0 0 €
- frais postaux et de télécommunication	1 6 0 0 0 0 €		
- services bancaires	€	- Fonds européens	€
- divers	2 5 0 0 0 €	- Conseil Général	€
		- Agglomération	7 0 0 0 0 0 €
64 – Charges de personnel	2 4 9 5 0 0 €	- Autre : MINISTÈRE OUTRE MER	2 0 0 0 0 0 €
63 – Impôts et taxes			
- Impôts et taxes sur rémunération	€	75 – Autres produits de gestion courante	
- autres impôts et taxes	1 5 0 0 0 0 €	- Cotisations	2 0 0 0 0 €
		- Autres	6 0 0 0 0 €
65 – Autres charges de gestion courante	€		
66 – Charges financières	5 0 0 0 0 €	76 – Produits financiers	€
67 – Charges exceptionnelles	5 0 0 0 0 €		
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements	3 0 0 0 0 €	77 – Produits exceptionnels	
		- sur opérations de gestion	€
		- sur exercices antérieurs	€
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	€
TOTAL DEPENSES	8 5 8 0 0 0 €	TOTAL RECETTES	8 5 8 0 0 0 €

Nom et signature du Président*

Obligatoire

Nom et signature du Trésorier

Obligatoire



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 mai 2013.

D'une part,

Et :

L'association Attitude représentée par madame Jacqueline Raymond Présidente, élue par le Conseil d'Administration ou le bureau le 08 octobre 2010.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Attitude poursuit les buts suivants : organisation de manifestations artistiques et sportives, ainsi que toutes actions mobilière et/ou immobilière liées à cette activité.

L'association Attitude a sollicité deux subventions. Une première subvention d'un montant de 40 000 euros pour le fonctionnement de l'association et une deuxième subvention d'un montant de 40 000 euros pour la réalisation d'une manifestation intitulée « Breakdance Champion's League 2013 » en lieu et place de la Battle Nationale et Internationale.

Celle-ci se tiendra du 28 novembre au 07 décembre 2013 autour de concerts de musique notamment de rap et de danse hip hop, des diffusions de films qui se dérouleront dans différents lieux de la ville de Montpellier dont deux soirées au Zénith Sud. Huit équipes venues de huit villes sont attendues : Montpellier, Las Vegas, Séoul, Osaka, Barcelone, Saint-Petersbourg, Rotterdam, Rio de Janeiro.

Considérant que l'ensemble des activités de l'association Attitude contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Attitude une subvention d'un montant de 40 000 euros pour la réalisation de la « Breakdance Champion's League 2013 » ainsi

qu'une subvention de 40 000 euros pour le fonctionnement de l'association. Les budgets sont joints en annexe.

Article 3 : Mise à disposition de locaux

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association un local de 93,50 m² situé 15, rue St Ursule. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €.

Article 4 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation « Breakdance Champion's League 2013 »

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagnés des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012- 2013 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé par le/la président(e), des recettes et des dépenses afférentes au projet, justifiées par un état des factures acquittées ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifié par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30. 09. 2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Condition d'utilisation et modalités de contrôle

L'association Les galeries de Montpellier s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée,

- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association Attitude s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Association Music Events Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Music Events gère un lieu de fabrique culturelle en lien étroit avec la population gitane du quartier : La Chapelle Gély, une ancienne chapelle désacralisée implantée au cœur de la cité Gély.

Ce lieu de plus de 1000 m² articule ses actions autour de 3 axes essentiels : fabrique artistique et diffusion ; travail sur le territoire et action socio-culturelle ; médiation éducative.

- Ce lieu a été acheté par la Ville au diocèse en 2007 pour un montant de 90 000 €.
- De 2007 à 2010 divers travaux ont été effectués pour un montant de 750 000 €
- Les locaux ont été mis à disposition de l'association Music Events à titre gracieux. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 44 550 €.

La Chapelle Gély expérimente, depuis 13 ans, des configurations, des contenus servant la mise en lien entre spectateurs et artistes, habitants et lieu artistique d'avant-garde. Elle développe de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée. La culture en lien avec son territoire et sa population étant un levier essentiel pour changer les comportements, pour dépasser les clivages et de cultiver la mixité des cultures et le respect des différences.

L'association Music Events qui emploie 9 salariés (représentant 5 Equivalents Temps Plein) initie et accompagne différentes activités qui ont pour objectif de « dé-ghettoïser » la cité afin de faire de ce quartier classé Zone Urbaine Sensible depuis 2009, un lieu de rencontre et d'accueil et de permettre l'intégration progressive de la communauté gitane dans des activités valorisantes. Ainsi, et depuis plusieurs années des repas musicaux « Les Guinguettes Gitanes » rassemblent au cours de l'été pas moins de 3 000 participants.

Elle mène également de manière importante des actions de médiation culturelle éducative portant sur l'environnement et la revalorisation des espaces-verts en lien direct avec la population du quartier et des élèves de l'école primaire Frédéric Bazille et du collège Font-Carrade. En mobilisant les enfants du quartier il s'agit de lutter contre le vandalisme et de responsabiliser les habitants.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Music Events a sollicité une subvention de 250 000 euros pour le fonctionnement (N° subvention : 000317).

Pour 2013, le programme de la saison artistique de septembre à juin s'articule de la manière suivante :

- Continuation des Guinguettes Gitanes ;
- Poursuite de la diffusion et de la recherche. Résidence artistique de nombreux spectacles ;
- Maintien et développement des partenariats avec des événements montpelliérains comme le festival Hybrides, le festival Sonorités etc...

Considérant que les activités de l'association Music Events développées à La Chapelle Gély s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle d'intégration de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Music Events une subvention d'un montant de 125 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2013 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Music Events.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	2011	2013		2011	2013
Charges exploitation	84 541	205 100	Produits exploitation	57 878	84 500
Impôts et Taxes	4 365	9 000	Produits gestion courante	0	1 660
Salaires et charges	155 779	289 402	Subventions	198 550	402 700
Charges de gestion	-	8 000	DRAC	10 000	10 000
Charges exceptionnelles	-	438	Ville	125 000	250 000
Dotations aux amortissements	-	15 000	Région	20 000	20 000
-	-	-	CG34	26 050	22 700
-	-	-	Agglo	0	80 000
-	-	-	ACSE	12 500	15 000
-	-	-	CAF	5 000	5 000
-	-	-	Q-P Subvention investissement	0	6 080
-	-	-	Transfert de charges	0	32 000
Charges financières et exceptionnelles	5 266	0	Produits financiers et exceptionnels	5 131	
Total	250 951	526 940	Total	262 559	526 940
Résultat d'exploitation 2011:	11 608				
Excédent :					

Contribution en nature

Mise à disposition des locaux Mairie « la Chapelle Gély » : 44 550 €

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2326	Music Events	F	125 000 €
	Total		125 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;

- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07 mai 2013

Association MUSIC EVENTS
La Chapelle
170, rue Joachim du Bellay
34070 MONTPELLIER
N°Siret : 384 033 484 00020

BUDGET PREVISIONNEL 2013

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
Achats	187 900	Ventes	84 500
Etudes et prestations de services	2 000		
Cessions spectacles	60 000	Ateliers / Jam	2 500
Coréalisation Guinguette	0	Recettes Billetterie	70 000
Coréalisation spectacle	20 000	Recettes Bar	12 000
Evenement Taktik	50 000		
Edf-Fuel	15 000		
Fournitures entretiens et petits équipements	2 000		
Fournitures administratives	2 000		
Fournitures régie	2 000		
Fournitures informatiques	600		
Fournitures billetterie	1 500		
Fournitures bricolage	600		
Fournitures expositions	1 000		
Fournitures aménagement	1 200		
Services extérieurs	9 050	Subventions	402 700
Sous-Trailance administrative	2 500		
Location Immobilière		Fonctionnement	282 500
Location Véhicule	1 500	VILLE Montpellier	250 000
Entretien et réparation	1 200	dont développement activités 125 000€	
Assurances	3 250	CG Hérault "fonctionnement"	12 500
Documentation générale	600		
		Activités	140 200
Autres services ext.	38 150		
Honoraires (expert-comptable)	8 000	Agglomération Montpellier (Diffusion)	80 000
Publicité	12 000	REGION LR	20 000
Voyages et déplacements	2 000	DRAC LR Résidences et Diffusion Artistique	10 000
Missions	2 000		
Réception	3 000	CG Hérault "Lien à la Parentalité"	10 200
Bar	5 500	GIP ACSE	15 000
Frais postaux	800	CAF territoire	5 000
Frais téléphone / internet	2 000		
Services bancaires	250		
Divers	800		
Cotisations, adhésions	300		
Frais gardiennage	1 500		
Impôts, taxes	9 000		
Part employeur à formation professionnelle	4 500		
Taxe sur les salaires	4 500		
Charges de personnel	289 402		
Rémunérations personnel permanent	81 200		
Charges sociales 1	32 480		
Rémunérations personnel (postes à pourvoir)	94 900		
Charges sociales 2	37 960		
Rémunérations personnel intermittent	21 600		
Prov. sur congés payés	2 860		
Charges sociales sur congés payés	690		
Charges sociales	17 712		
Charges diverses de gestion	8 000	Produits de gestion courante	1 650
Droits d'auteurs	8 000		
		Cartes ateliers	800
		Produits divers de gestion courante	850
Charges financières	0	Produits financiers	0
Charges exceptionnelles	428	Produits exceptionnels	0
Dot. Aux amortissements	15 000	Q-P subv Invest	6 080
		Transfert de Charges	32 000
Contributions Volontaires	44 500	Cnasea CAE	32 000
Mise à Disposition Locaux Mairie	44 500	Cnasea Adulte Relais	0
TOTAUX	571 430	Contributions Volontaires	44 500
		Mise à Disposition Locaux Mairie	44 500
TOTAUX	571 430	TOTAUX	571 430

MUSIC EVENTS
La Chapelle
170, rue Joachim du Bellay
34070 MONTPELLIER
Tél./Fax : 04 67 42 08 95
music-events@wanadoo.fr

M. Pierre Deruet
Trésorier

Bayer
Schwarz

M. SCHWARZ
Directeur

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 mai 2013.

D'une part,

Et :

L'association Music Events représentée par Guy-Pierre Bennet Président, élu par le bureau le 26 juin 2012.

D'autre part,

Préambule :

L'association Music Events gère le lieu La Chapelle Gély. Elle développe tout au long de l'année au sein du quartier Gély, classé Zone Urbaine Sensible, de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles en lien étroit avec la population s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée. La culture en lien avec son territoire et sa population étant un levier pour changer les comportements.

Ce lieu de plus de 1000 m² articule ses actions autour de 3 axes :

1. Lieu de fabrique artistique et de diffusion
2. Travail sur le territoire / action socio-culturelle
3. Médiation éducative

De ce qui précède il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Music Events a sollicité une subvention de 250 000 euros pour le fonctionnement de « La Chapelle » dont le budget s'élève à 526 940 euros. Considérant que le projet de l'association Music Events contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations en particulier au regard de la population gitane et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Music Events une subvention de 125 000 euros pour la gestion des activités développés à La Chapelle Gély.

Article 3 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville met gracieusement à disposition de l'association Music Events les locaux de La Chapelle Gély, d'une surface totale de 1090 m². Cette mise à disposition est établie par une convention en date du 30 août 2007, renouvelée le 20 décembre 2011 pour une durée de 2 ans et prenant fin le 31 décembre 2013. La prolongation de cette convention a été signée en mars 2013.

La gratuité de la location des locaux est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 44 550 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante. Depuis son acquisition en août 2007, la Ville de Montpellier y a réalisé d'importants travaux de sécurité, de rénovations, d'embellissement pour un confort accru des artistes et des spectateurs.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, est conditionné par la réception des pièces suivantes:

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par le (la) président (e), ou le Commissaire aux Comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n° 4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013
- Pièce n° 5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n° 6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2013 - 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Music Events s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84.,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation allouée,
- à autoriser toute personne mandatée par le maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Music Events s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Music Events s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Music Events n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

Le Président

* Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Boutographies 2013

Acquisition de tirages réalisés par Camilla de Maffei, lauréate du Prix du Jury

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un photographe européen émergent dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages provenant de la série primée.

La lauréate du Prix du Jury 2013 est Camilla de Maffei. L'acquisition choisie par la Ville de Montpellier porte sur trois images de grand format (59,4 cm x 84,1 cm) issues de la série « *The visible mountain. Sarajevo* » sur papier Hartmann avec spray protecteur baryté. Les cadres sont de fabrication artisanale en bois de sapin.

Il s'agit d'un travail photographique sur le Mont Trebevic, symbole puissant et désolé de Sarajevo qui fut un lieu privilégié des habitants de la ville avant la guerre de 1992 et qui a vu toutes ses infrastructures être détruites pendant les trois ans et demi qu'a duré le conflit. « *Aujourd'hui, Trebevic est toujours figé dans ce passé, et les ruines des vieilles installations dévastées par la guerre menacent encore ses paysages fantomatiques.* » (Camilla de Maffei)

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 2 500 € TTC,
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903,

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Culture et patrimoine **Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013**

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville adhère à des organismes liés à la Culture et au Patrimoine, par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants pour l'année 2013 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Biennale des Jeunes Créateurs	1575 €
923	6281	Association des Archivistes Français	110 €
923	6281	AVENIO Utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	150 €
923	6281	Association Française des cinémas d'art et d'essai (AFCAE)	150 €
923	6281	Agence du court métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	1186.22 €
923	6281	Association des cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	60 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le renouvellement des adhésions aux organismes précités ;
- De prélever le montant de la dépense, soit un total de 3 291.22 € sur les crédits inscrits au budget 2013, chapitre 923 ;

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013



Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

QUARTIER DES CÉVENNES

Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndicat de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndicat pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur et Madame AIT OUALI	Madame DOEBELIN	Monsieur EMAD
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et plomberie	Changement de chaudière	Changement de chaudière et radiateurs
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i
Dépense subventionnable	5675,32€	1308,41€	4190,00€
Subvention Ville	568,00€	131,00€	419,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 568,00€ à Monsieur et Madame AIT OUALI, une subvention de 131,00€ à Madame DOEBELIN, et une subvention de 419,00€ à Monsieur EMAD ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

SDC 28 rue Dom Vaissette chez Ethigestion Immobilier (parties communes)	5.000,00 €
Le syndicat des copropriétaires Faulquier Clemenceau, 1 bis rue du Commerce (parties communes)	3.129,11 €
SDC 4 rue de Candolle Polygone S/C Bilan Patrimoine (parties communes)	1.149,00 €
Mme Maguelone VIDAL, 6 rue du Général M. Dumas / 5 rue Gnl Claparède (propriétaire occupant)	3.000,00 €
Total :	12.278,11 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 12.278,11 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,

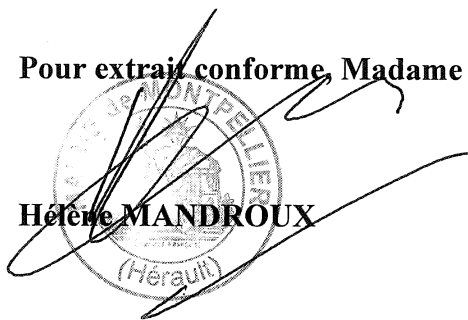
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

PROJET DE RENOVATION URBAINE **Adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine** **Approbation**

Christian BOUILLE rapporte :

La loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, a prévu un effort national sans précédent de transformation des quartiers fragiles classés en zone urbaine sensible ou présentant de graves difficultés socio-économiques.

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) a été créée en 2003 pour mettre en œuvre cet immense chantier initialement programmé pour la période 2004-2008, puis progressivement prolongé jusqu'en 2013.

La Ville de Montpellier a pris part à ce programme national au travers le conventionnement d'un projet rénovation urbaine (PRU) ambitieux sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre.

Aujourd'hui, au stade de la maturité des opérations, sur Montpellier comme dans de nombreuses autres « zones urbaines sensibles » de France, il apparaît essentiel de réfléchir avec l'ensemble des maires porteurs d'un projet de rénovation urbaine sur l'après 2013, et se donner les moyens d'agir pour éclairer les décideurs nationaux.

C'est pourquoi, le Comité stratégique d'orientation de l'ANRU a décidé de fonder un Club des Maires de la Rénovation Urbaine (CMRU) « laboratoire » d'idées et d'échanges d'expériences pour réfléchir et préparer avec l'ensemble des maires l'après 2013, l'objectif essentiel étant l'appui à un nouveau programme national de rénovation urbaine.

Le Club des Maires de la Rénovation Urbaine vise à faire reconnaître le rôle socio-économique essentiel de la politique de rénovation urbaine en France et représente un levier de communication politique efficace auprès des pouvoirs publics. Espace privilégié d'échange et de réflexion avec les maires et présidents de communauté ayant une convention ANRU, le CMRU permet de sensibiliser les pouvoirs publics à la nécessité d'assurer la pérennité des engagements de l'Etat en faveur de la rénovation urbaine par notamment la conduite d'une réflexion concertée sur l'avenir de la politique de rénovation urbaine et la manière dont elle peut s'inscrire dans une politique globale de solidarité territoriale et de cohésion social.

Le montant de la cotisation annuelle de cette adhésion s'élève, pour l'année 2013, à 1 200 € TTC.

Aussi, il paraît important que la Ville s'associe à cette initiative qui lui permettra de :

- participer aux réunions, rencontres et débats autour de personnalités politiques, d'experts ou d'acteurs privés et restitution des échanges réalisés dans le cadre du CMRU,
- d'avoir une présence et une visibilité dans le journal institutionnel du CMRU tout en ayant la possibilité d'apporter un éclairage à travers une interview ou un reportage sur le terrain,

En conséquence, il est proposé :

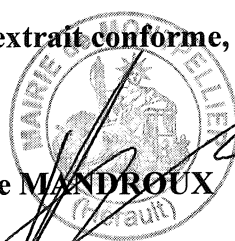
- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club des Maires de la Rénovation Urbaine,
- de dire que la dépense de 1 200 € sera imputée sur le budget de la Ville (chapitre 928 241),
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat entre le Département et la Ville pour le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels du Service d'Accueil Familial (SAF) et des multi-accueil collectifs et familiaux gérés par la Ville

Françoise PRUNIER rapporte :

Pour répondre aux besoins multiples et variés d'accueil de jeunes enfants, la Ville de Montpellier propose plusieurs modes de garde aux familles montpelliéraines : un accueil collectif au sein des multi-accueils (crèche et halte garderie) et un accueil familial au sein du service d'accueil familial (SAF) ou d'un multi-accueil collectif et familial.

Le SAF est une structure d'accueil qui accueille les enfants au domicile d'un assistant maternel recruté par la Ville. La structure est dirigée par une puéricultrice assistée d'une adjointe puéricultrice et de deux éducatrices de jeunes enfants. Les assistants maternels sont intégrés au sein d'une équipe et rencontrent ainsi d'autres professionnels de la petite enfance. Ils peuvent accéder avec les enfants à des activités extérieures (spectacles, sorties, goûters, animations).

Les assistants maternels doivent être agréés par la Direction de la Protection Maternelle, Infantile et de la Santé (DPMIS) du Conseil Général. Toutefois, si le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels employés par des particuliers est directement assuré par la DPMIS, le code de l'action sociale et des familles stipule que cette mission incombe à la collectivité lorsque les assistants maternels exercent dans un SAF ou dans un multi-accueil collectif et familial gérés par cette dernière.

En conséquence, le Département propose à la Ville de signer une convention de partenariat dans l'objectif d'améliorer ce travail de partenariat en ce qui concerne le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels recrutés au sein du service d'accueil familial (SAF) ou d'un multi-accueil collectif et familial gérés par la Ville.

Par cette convention, le Conseil Général confie notamment aux SAF (ou aux multi-accueils collectifs et familiaux) le soin de réunir et de lui communiquer régulièrement tous les éléments d'appréciation relatifs aux

conditions d'accueil, ceci afin de lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les décisions concernant le renouvellement et les modifications d'agrément :

- le recrutement et les formalités liés au recrutement (Exemple : le gestionnaire ne peut recruter que des assistants maternels agréés par le Conseil Général) ;
- les formalités en cas d'interruption d'activité (signalement de tout arrêt d'activité supérieur à 3 mois)
- le suivi des pratiques professionnelles (évaluation annuelle des conditions d'accueil de chaque assistant maternel à transmettre à la DPMIS à l'aide d'un formulaire type) ;
- l'information et l'évaluation des modifications susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'agrément (changement situation familiale, déménagement, reprise d'activité ...) ;
- l'information à la DPMIS lors d'un recueil de faits concernant la qualité professionnelle de l'assistant maternel pouvant conduire la DPMIS à prendre une décision concernant l'agrément (maintien, restriction, retrait).

En cas de litige avec un assistant maternel, la convention prévoit que le Conseil Général, en concertation avec le SAF, puisse envoyer un courrier d'admonestation dès lors que des manquements professionnels ont été constatés.

Le Département s'engage à proposer des outils permettant l'évaluation et le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels en lien avec les critères juridiques de l'agrément.

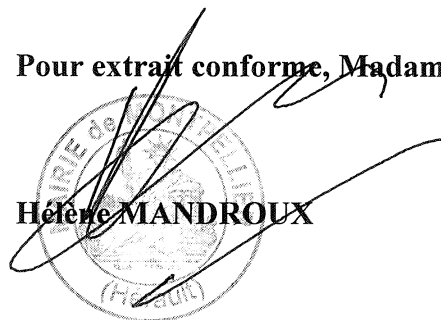
Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec le Conseil Général afin d'assurer le suivi des assistants maternels ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07 mai 2013

Convention de partenariat entre le Département et le gestionnaire du service d'accueil familial

Entre

Le Département de l'Hérault, 1000 rue d'Alco à Montpellier représenté par monsieur André Vézinhét, son président, en vertu de la délibération de la commission permanente en date du 14 décembre 2012,

Et

Le gestionnaire du service d'accueil familial « Les Elfes » à MONTPELLIER
représenté par le Maire de la ville de MONTPELLIER désigné à l'adresse ci-après :
Mairie MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE
34000 MONTPELLIER

Vu les articles L.421.1 et suivants du code de l'action sociale et des familles,

Vu l'article L.421.17.1 du code de l'action sociale et des familles qui mentionne que « Le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels employés par des particuliers est assuré par le service départemental de protection maternelle et infantile ... Cette mission incombe à la personne morale de droit public ou de droit privé employeur s'agissant des assistants familiaux ou des assistants maternels exerçant dans une crèche familiale »,

Vu l'article D 421-21 du code de l'action sociale et des familles qui précise que l'agrément de l'assistant maternel employé par un service d'accueil d'enfant de moins de 6 ans est, à compter de son premier renouvellement, accordé pour une durée de dix ans, à condition que l'assistant maternel ait suivi la formation obligatoire et réussi l'épreuve de l'unité professionnelle 1 du CAP Petite Enfance,

Vu l'article D 421-37 du code de l'action sociale et des familles qui indique que « Les personnes morales employant des assistants maternels adressent au président du conseil général, lorsqu'une situation individuelle est susceptible de comporter des conséquences sur le maintien de l'agrément d'un de ses assistants, tout élément lui permettant d'assurer l'exercice de sa mission de contrôle. Une fois par an, les personnes morales employeurs communiquent au président du conseil général le nom des assistants maternels qu'elles emploient ainsi que le nom de ceux dont le contrat de travail a pris fin »,

Vu l'article R 2324-17 du code de la santé publique,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'améliorer le travail de partenariat entre le Département de l'Hérault, Direction de la protection maternelle, infantile et de la santé (DPMIS) et le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial), en ce qui concerne le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels recrutés par ce service.

Par cette convention, le Président du Conseil général confie notamment au service d'accueil familial (ou au multi-accueil collectif et familial) le soin de réunir et de lui communiquer régulièrement tous les éléments d'appréciation relatifs aux conditions d'accueil, ceci afin de lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les décisions concernant le renouvellement et les modifications d'agréments

Article 2

Recrutement

Le gestionnaire ne peut recruter, pour son service d'accueil familial (ou son multi-accueil collectif et familial), que des assistants maternels agréés par le président du Conseil général de l'Hérault, ayant en leur possession une attestation d'agrément en cours de validité, stipulant l'adresse du domicile actuel. Sauf dispense, ces assistants doivent avoir effectué les modules de formation obligatoire avant accueil.

Article 3

Formalités lors du recrutement

Le service gestionnaire du service d'accueil familial (ou du multi-accueil collectif et familial) est tenu de signaler à la DPMIS, la date effective de l'embauche, et ce dans un délai d'un mois.

Article 4

Formalités en cas d'interruption d'activité

Tout arrêt d'activité supérieur à 3 mois, d'un assistant maternel recruté par le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial), doit être signalé à la DPMIS.

Article 5

Suivi des pratiques professionnelles

Le suivi des pratiques professionnelles chez les assistants maternels est assuré par la puéricultrice ou l'éducatrice de jeunes enfants référente du service d'accueil familial (ou du multi-accueil collectif et familial).

Une évaluation annuelle des conditions d'accueil de chaque assistant maternel sera envoyée à la DPMIS à l'aide du formulaire type remis par le département.

La DPMIS s'engage à assurer une information auprès des professionnels des services d'accueil familial afin de leur permettre d'assumer au mieux ces missions.

Article 6

Informations sur les modifications susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'agrément

Toute modification de la situation familiale ou professionnelle de l'assistant maternel susceptible d'avoir une incidence sur les conditions d'agrément, doit être signalée par le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial) à la DPMIS :

- ☐ déménagement, travaux
- ☐ changement de situation familiale (mariage, naissance, divorce)
- ☐ demande de dérogation (à la loi ou au règlement départemental)
- ☐ demande de reprise d'activité après un arrêt d'au moins 3 mois
- ☐ démission, licenciement

Article 7

Evaluation des modifications

Article 7.1 : modification de la situation de l'assistant maternel

Toutes les modifications susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'accueil doivent faire l'objet d'une évaluation, par la directrice du service d'accueil familial (ou du multi-accueil collectif et familial), qui sera communiquée à la DPMIS.

Article 7.2 : demande de renouvellement

Dans le cadre de la demande de renouvellement d'agrément d'un assistant maternel recruté par le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial), la DPMIS transmet le dossier à la directrice du service qui procède à l'évaluation des conditions d'accueil.

En cas d'avis réservé ou défavorable, la directrice peut faire appel à la DPMIS qui informera l'agence départementale de la solidarité concernée. Un ou plusieurs travailleurs médico-sociaux seront alors mandatés afin de procéder à une évaluation complémentaire.

Lorsque l'assistant maternel recruté par le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial) a effectué la formation obligatoire et qu'il a réussi l'épreuve professionnelle « prise en charge de l'enfant au domicile » du CAP Petite Enfance, le renouvellement de son agrément lui sera accordé pour une durée de 10 ans.

S'il cesse d'être employé par le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial), la durée de son agrément pourra être ramenée à 5 ans ou à 6 mois.

Article 7.3 : démission ou licenciement

En cas de démission ou de licenciement d'un assistant maternel, le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial) transmettra à la DPMIS les motifs du licenciement ou de la démission.

Article 8

Information lors d'un recueil de faits

Tout recueil de faits, concernant la qualité professionnelle de l'assistant maternel, pouvant avoir une incidence sur la santé, la sécurité ou l'épanouissement des enfants accueillis, doit être transmis, dans les meilleurs délais, à la DPMIS. Le cas échéant, un travailleur médico-social de l'agence départementale de la solidarité de secteur est mandaté pour procéder à une évaluation complémentaire. La DPMIS, au regard des éléments recueillis, prend une décision concernant l'agrément (maintien, restriction, retrait).

Article 9

Courrier d'admonestation

En concertation avec le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial), la DPMIS, adresse à l'assistant les lettres de remarques, d'admonestation simple ou prévoyant l'éventualité d'un passage en commission consultative paritaire départementale des assistants maternels (CCPD), dès lors que des manquements professionnels ont été constatés.

Article 10

Procédure en cas de suspension, retrait ou non-renouvellement d'agrément

Dans le cas de sanctions telles que suspension, retrait d'agrément, restriction ou non-renouvellement, prises à l'encontre d'un assistant maternel, la DPMIS informe immédiatement le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial).

En cas de décision de retrait ou non-renouvellement d'agrément, le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial) ne peut plus employer la personne en qualité d'assistant maternel.

En cas de décision de suspension d'agrément, et pendant ce laps de temps (4 mois maximum), le service d'accueil familial (ou le multi-accueil collectif et familial) ne peut plus confier d'enfants à l'assistant maternel ayant fait l'objet de cette mesure.

Article 11

Responsabilité des décisions d'agrément

En référence à l'article L 421-3 du code l'action sociale et des familles, l'agrément nécessaire pour exercer la profession d'assistant maternel est délivré par le président du conseil général du département où le demandeur réside.

Par délégation, la DPMIS prend les décisions relatives à l'agrément.

Article 12

Les engagements du Département de l'Hérault

Des réunions avec les professionnels des services du Département et les professionnels du service d'accueil familial (ou du multi-accueil collectif et familial), pourront être organisées sur demande de l'une ou l'autre des parties.

Le Département de l'Hérault s'engage à proposer des outils permettant l'évaluation et le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels en lien avec les critères juridiques de l'agrément.

Article 13

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de la date de sa signature.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties sous réserve d'un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Montpellier, le

Le Gestionnaire
du service d'accueil familial

Le Président du Conseil général de l'Hérault

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Désaffectation de locaux scolaires de l'école primaire Baudelaire en vue de la création d'un 6ème Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) dans le quartier des Cévennes

Françoise PRUNIER rapporte :

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ont prévu la création d'un sixième Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) dans le secteur nord-ouest de la Ville.

L'école primaire Baudelaire, située dans le quartier Cévennes, 311 avenue Saint Clément, dispose de locaux non utilisés et permettant l'accueil d'un RAM. Préalablement, la désaffectation de ces locaux scolaires est toutefois nécessaire. La Ville a consulté le Préfet, dont l'accord formalisé par écrit est annexé à la présente délibération.

Après désaffectation, ces locaux seront réaménagés pour un montant de travaux évalué à 135 000 euros. Ces travaux d'aménagement bénéficient d'une participation financière de la CAF.

L'importance des RAM n'est plus à démontrer. En effet, ils ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles. Le relais sera animé par un agent municipal, Educatrice de Jeunes Enfants.

Le financement du fonctionnement des RAM s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre la Ville, la CAF et le Conseil Général.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

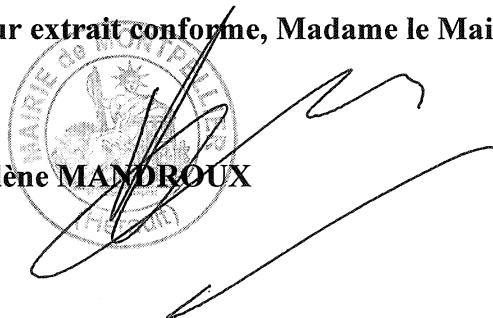
- D'autoriser la désaffectation d'une partie des locaux de l'école primaire Baudelaire et de l'attribuer au RAM ;

- De prévoir la création d'un sixième Relais d'Assistantes Maternelles et la création d'un poste d'animatrice du relais ;
- D'autoriser les travaux pour le réaménagement des locaux ;
- De solliciter les demandes d'aide à l'investissement les plus larges possibles auprès des organismes compétents, et de recevoir les financements de fonctionnement de la CAF et du Conseil Général qui feront l'objet de conventions ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPERIAL' with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Programme 2013 de travaux dans les crèches et haltes garderies municipales. Demandes de subventions

Françoise PRUNIER rapporte :

Dans le cadre de sa politique du jeune enfant, la Ville de Montpellier a prévu en 2013 des travaux d'amélioration dans les crèches et haltes garderies, pour un montant total de 375 000€ TTC et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif.

Ces travaux permettront aux enfants accueillis dans les établissements concernés de bénéficier de locaux et d'aménagements de cour toujours plus confortables et répondant aux préconisations qualitatives des services de la Protection Maternelle Infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2013 est constitué des opérations suivantes :

ETABLISSEMENTS	MONTANT TTC	TRAVAUX
Crèche Agropolis	25 000	Réfection d'1 salle d'activités et annexe à l'étage (murs , faux plafonds + Electricité)
Halte garderie Europa Assas	25 000	Réaménagement des sanitaires(sol ,mur plafonds et sanitaires)
Crèche Petit Prince de Boutonnet	15 000	Reprise de deux toitures inversées, en bac acier
RAM Aiguelongue	10 000	Réaménagement des sanitaires(sol ,mur plafonds et sanitaires et rangements)
Robin des bois	56 000	Fourniture et mise en place d'un brise soleil
Villeneuve d'Angouleme	10 000	Aménagement d'un jardin pédagogique+ serrureries diverses
Villeneuve d'Angouleme	25 000	Reprise des façades (peintures et enduits) et maçonneries
Blanche Neige	27 000	Remplacement des menuiseries(mises aux normes)

Copain d'abord	37 000	Réaménagement de l'ensemble de la cour, sauf jeux et sol souple
Divers Etablissements	10 000	Imprévus, Travaux divers
6ème RAM - quartier Cevennes	135 000	Aménagement total d'un RAM (accès ,mise aux normes de sécurité, sol, plafonds, cloisons, réseaux divers, sanitaires etc,,,,,))

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2013 pendant la période de fermeture des établissements.

Après examen, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux
- de dire que la dépense est prévue au BP 2013, nature 2313, fonction 9064
- de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la Caisse d'Allocation Familiales et du Conseil Général de l' Hérault
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relative à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Signature de l'avenant n°1 au Marché Public de réservations de berceaux auprès de crèches d'entreprises - Reprise de gestion de la crèche "Les Jardins de Flore" par "Bébébiz"

Françoise PRUNIER rapporte :

Pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles, la Ville a multiplié les initiatives contribuant au développement de l'offre d'accueil sur le territoire. C'est dans ce contexte, que par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a autorisé la réservation de berceaux dans les crèches d'entreprises installées à Montpellier dans le cadre d'un marché de prestation de service. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et à ce titre bénéficie d'un cofinancement de la CAF à hauteur de 55 % du coût total.

Avec ce marché, la Ville peut réserver, en acquittant un prix annuel par place, un maximum de 30 places dans des établissements d'accueil implantés sur le territoire communal, conventionnés avec la Caisse d'Allocations Familiales et agréés par la Protection Maternelle Infantile. Le marché prévu pour un an et renouvelable trois fois arrivera à son terme le 11 août 2013.

Les deux lots géographiques prévus par ce marché ont permis d'attribuer le lot n°1 « Montpellier Centre » à l'entreprise « Les Jardins de Flore », pour 6 places, au prix de 8000 € par an et par berceau. Ces places sont dévolues, par le comité municipal d'attribution, à des familles montpelliéraines inscrites sur la liste d'attente municipale.

A compter du 1^{er} janvier 2013, l'entreprise « Les Jardins de Flore » a cédé son activité, dans un cadre juridique et fiscal adapté, à l'entreprise « Bébébiz ».

En conséquence, l'entreprise « Bébébiz », en tant que nouveau titulaire du contrat avec la Ville, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la cession de contrat de l'entreprise « Les Jardins de Flore » à l'entreprise « Bébébiz » ;
- d'autoriser Madame le maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Hérault. The text around the perimeter of the stamp reads "MARIE-CLAUDE BULLIER" at the top and "(Hérault)" at the bottom. A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp.

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

LES JARDINS D'ELOISE - LES JARDINS DE FLORE
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal
Quartier Montpellier centre

N° du marché :
9M20102A

Notifié le :
09 septembre 2009

Montant initial du marché :
Montant par an : 8 000,00 € par place

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de JARDINS D'ELOISE - JARDINS DE FLORE à BEBEBIZ, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : cession de fonds de commerce.

ARTICLE 2

A compter du 1er janvier 2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Monsieur ¹
(signature)

Françoise PRUNIER

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Direction de l'Action
Territoriale
Service des Maisons pour
Tous

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 183

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Maison pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,

- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 990 €.

Les associations concernées sont : Sens de vie (220€), Quartier commerçant Mas Drevon (110€), Racing Club Le Masson (110€), Anadolu (55€), Fédération Internationale de Capoeira Angola (110€), Lieux Ressources Montpellier (385€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- De dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux **ponctuelle**

Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :	mai-13		
Pour Conseil municipal du:		06-mai-13				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total Valorisation
	Sens de vie	accueil et accompagnement des familles et de la jeunesse, vers l'éducation à la santé globale de l'enfant et de la famille.	fête des familles		dimanche 26 mai	Journée salle pour + 60 personnes 220
Maison pour tous :		Albert-Camus	Pour la période de :	juin-13		
Pour Conseil municipal du:		lundi 6 mai 2013				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total Valorisation
	Quartier Commerçant Mas Drevon	animation du quartier	lotos, animations commerciales		dimanche 16 juin 2013	Demi-journée salle pour + 60 personnes 110
	Rasing Club Le Masson	club de foot	Assemblée générale		22/06/2013	Demi-journée salle pour + 60 personnes 110
	anadolu	culture turque	valorisation de la culture Turquie		dimanche 9 juin 2013	Demi-journée salle pour - 60 personnes 55
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :	mai-13		
Pour Conseil municipal du:		lundi 6 mai 2013				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total Valorisation
	FICA	ENSEIGNEMENT CAPOEIRA	CONCERT DANS LE CADRE DE LEUR FESTIVAL		11/05/2013 de 10h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes 110

Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :		mai à juin 2012 à juin 2013**		
Pour Conseil municipal du:		06-mai-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Lieux Ressources Montpellier	Accueil, écoute, information et orientation des personnes en situation de précarité et en demande d'insertion sociale et professionnelle.	permanence fond de participation des habitants	action financée CUCS	jeudi de 9h 12h (à compter du 16/05 soit 7 permanences)	Demi-journée salle pour - 60 personnes	385

TOTAL	990
--------------	------------

Direction de l'Action
Territoriale
Service Démocratie
participative

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 184

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Dénomination locaux associatifs situés 2 rue des Tourterelles

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier loue des locaux d'une superficie de 90m² destinés à des associations, près de l'école Sigmund Freud et de la maison médicale Jean Bouyer.

Ceux-ci comprennent deux grandes pièces de 35 m² chacune plus des sanitaires, qui sont mis à dispositions d'associations en mutualisation.

Au même titre que les autres structures, la Ville souhaite dénommer ces locaux associatifs.

Afin d'honorer sa mémoire, et à la demande des associations qui y sont logées, et avec l'accord de son épouse, nous proposons que ces locaux portent le nom de Jacky REY, décédé le 23 Février 1998. Jacky REY est le fondateur du premier club sur le quartier Aiguelongue qui s'intitulait : « Association pour le développement du quartier de l'Aiguelongue ».

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de donner à ces locaux associatifs le nom de : Jacky REY
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à des associations leur permettant ainsi d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé aux associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 14 Mars 2013 a décidé d'attribuer, à compter du 15 Mai 2013, et jusqu'au 31 Décembre 2014, des locaux aux associations suivantes :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel	Aide annuelle en nature
Association Française des Usagers des Banques	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	96 € (12 h/mois)	35 €	61€
Narcotiques Anonymes	7, rue Cauzit 34000 - Montpellier	148€ (12h/mois)	35€	113€
Association pour le Droit	7, rue Cauzit 34000 - Montpellier	18 € (2 h/mois)	35 €	-

de Mourir dans la Dignité				
	TOTAUX	262€	105 €	174€

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui des associations concernées ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passée avec ces associations ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT n° 1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilitée par délibération du 16 Décembre 2011

d'autre part,

L'association NARCOTIQUES ANONYMES dûment représentée par **Madame Carol RITTER**, ci-après désignée le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Salle de réunion Maison du Combattant, 7 rue Cauzit – 34000 Montpellier

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition comprennent : salle de réunions du rez-de-chaussée.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association, à savoir : réunions

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

02

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 1 an, tous les lundis de 18 h 30 à 22 h 30.

Elle prendra effet à date de sa signature.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 148,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 113,00 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de mise à disposition ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Article 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le 3 Avril 2013

p/o Madame Le MAIRE,
l'Adjoint délégué

Le Président de l'Association,

Frédéric TSITSONIS

Conditions acceptées

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOUI, Martine PETITOUT.

Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux - Lot n° 1 : Désamiantage, Démolitions - Résiliation du marché conclu avec MIADE Travaux

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marchés à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations à exécuter dans les bâtiments communaux.

Par délibération n° 2012/477, les marchés ont été attribués et l'entreprise MIADE Travaux est devenue titulaire du lot n° 1 « Désamiantage, Démolitions ».

Dans le cadre du contrôle de légalité, un certain nombre d'erreurs ont pu être relevées, et la candidature de l'entreprise MIADE Travaux ne remplissait pas toutes les conditions requises lui permettant d'être attributaire du marché.

Aussi, conformément à l'article 15 du cahier des clauses administratives particulières et à l'article 46.4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux, il est proposé de résilier le marché pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De résilier le marché n° 2H76269 « Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux » - Lot n° 1 « Désamiantage, Démolitions ».
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions de location

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie en date 14 mars 2013, la Ville de Montpellier propose la mise à disposition de locaux pour trois nouvelles associations :

- Soutien Aux Fortes Œuvres (SAFO)
- De tout cœur
- Club de la Presse

Ces conventions de location prendront effet au 10 mai 2013 pour se terminer le 31 décembre 2014.

D'autre part, par Délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2012 et convention du 20 décembre 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philotée de Montpellier » des locaux d'une superficie de 270 m² correspondant à la chapelle, située domaine de Grammont, avenue Albert Einstein.

L'église n'étant pas pourvue de sanitaires, la Ville propose de mettre à disposition de l'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philotée de Montpellier » des sanitaires extérieurs situés à proximité. Celle ci en assurera totalement l'entretien. La Ville de Montpellier propose de remplacer la convention du 20 décembre 2012, par une nouvelle convention de location réunissant les locaux de la chapelle et l'espace sanitaires ;

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Association	Adresse du local	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
-------------	------------------	--------------------------	---------------------	-------------------------

Soutien aux Fortes Œuvres (SAFO)	361 rue Hébert	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
De tout cœur	460 boulevard Pedro de Luna	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Club de la Presse	Résidence La Faluche 186 rue Brumaire	5059,23 €	35,00 €	5024,23 €
Eglise Orthodoxe Sainte Philotée	Domaine de Grammont Avenue Albert Einstein	29 700,00 €	35,00 €	29 665,00 €
TOTAL		43 229,23 €	140,00 €	43 089,23 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les quatre conventions de location jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville les montants de ces aides en nature pour un total général de 43 089,23 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Club de la Presse » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Résidence La Faluche
186 rue Brumaire
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 46,24 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 19 mois et 22 jours. Elle prendra effet à compter du 10 mai 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 5 059,23 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 5024,23 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « DE TOUT COEUR » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

460 boulevard Pedro de Luna
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 50 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 19 mois et 22 jours. Elle prendra effet à compter du 10 mai 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 5 500,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 5 465,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philothée » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La présente convention annule et remplace la précédente convention en date du 20 décembre 2012.

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Domaine de Grammont
Avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués correspondent à la chapelle d'une superficie de 270 m².

En complément, la Ville de Montpellier met à disposition des sanitaires extérieurs d'une superficie de 6 m² dont l'usage exclusif est réservé au preneur, sauf exceptionnellement, lors de grandes manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Cet espace sanitaires qui fait l'objet d'une rénovation sera remis au preneur, avec un jeu de clés, à la fin des travaux prévue début juin 2013.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 19 mois et 22 jours. Elle prendra effet à compter du 10 mai 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 29 700,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 29 665,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur se charge d'assurer le nettoyage et le bon maintien d'utilisation et d'entretien de l'espace sanitaires dont il a exclusivement l'usage sauf lors de grandes manifestations organisées par la Ville de Montpellier ou celle-ci prendra en charge le nettoyage.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire **Hélène MANDROUX** dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philothée » dûment représentée par son (sa) **Président (e)** en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La présente convention annule et remplace la précédente convention en date du 20 décembre 2012.

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Domaine de Grammont
Avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués correspondent à la chapelle d'une superficie de 270 m².

En complément, la Ville de Montpellier met à disposition des sanitaires extérieurs d'une superficie de 6 m² dont l'usage exclusif est réservé au preneur, sauf exceptionnellement, lors de grandes manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Cet espace sanitaires qui fait l'objet d'une rénovation sera remis au preneur, avec un jeu de clés, à la fin des travaux prévue début juin 2013.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 19 mois et 22 jours. Elle prendra effet à compter du 10 mai 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 29 700,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 29 665,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur se charge d'assurer le nettoyage et le bon maintien d'utilisation et d'entretien de l'espace sanitaires dont il a exclusivement l'usage sauf lors de grandes manifestations organisées par la Ville de Montpellier ou celle-ci prendra en charge le nettoyage.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association SAFO « Soutiens Aux Fortes Oeuvres » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

361 rue Hébert
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 27 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 19 mois et 22 jours. Elle prendra effet à compter du 10 mai 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2970,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2935,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Domaine de Grammont Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/Montpellier-Hérault SC SASP Avenant n°1

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 et convention du 6 août 2009, la Ville de Montpellier a mis à disposition de « Montpellier-Hérault SC SASP » 2118 m² de locaux situés au Domaine de Grammont ;

La convention de mise à disposition a été consentie pour une durée de 10 ans du 1^{er} août 2008 jusqu'au 31 juillet 2018 pour une superficie de 2118 m² ;

Le montant de loyer au 1^{er} janvier 2012 s'élevait à 133 430,62 € ;

En date du 10 septembre 2012, la Ville de Montpellier a vendu à « Montpellier-Hérault SC SASP » deux des parcelles qui étaient mises à sa disposition : RI 20 pour une superficie de 1064 m² et RI 22 pour une superficie de 800 m² ;

Suite à cette vente, la superficie restante des locaux mis à disposition n'est plus que de 254 m² et le loyer pour le quatrième trimestre 2012 s'élève en conséquence à 4000,40 €.

Pour l'année 2013 le montant du loyer s'élèvera à 16001,60 € payable trimestriellement et d'avance au trésorier principal municipal.

A compter de 2014, ce loyer sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (l'indice de référence étant celui du 3^{ème} trimestre 2012 soit 1648).

Les autres articles sont sans changement ;

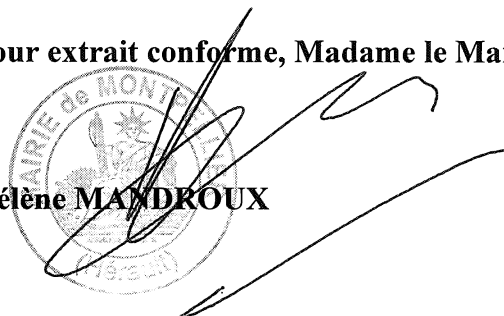
Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du 6 août 2009 joint en annexe ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTFERMEIL' with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N° 1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX

d'autre part,

« Montpellier - Hérault SC SASP » (Montpellier-Hérault Sport Club Société Anonyme Sportive Professionnelle) domiciliée, Domaine de Grammont 34967 Montpellier Cedex 2, dûment représenté par son Président en exercice, Monsieur Louis NICOLLIN, ci-après désigné le preneur.

Préambule :

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 et convention du 6 août 2009, la Ville de Montpellier a mis à disposition de « Montpellier - Hérault SC SASP » 2118 m² de locaux situés au Domaine de Grammont et destinés à accueillir le centre de formation pour les jeunes sportifs.

La convention de mise à disposition a été consentie pour une durée de 10 ans du 1^{er} août 2008 au 31 juillet 2018.

En date du 12 septembre 2012, la Ville de Montpellier a vendu à « Montpellier - Hérault SC SASP » deux parcelles qui étaient mises à sa disposition : RI 20 pour une superficie de 1064 m² et RI 22 pour une superficie de 800 m².

Suite à cette vente, la superficie restante des locaux mis à disposition n'est plus que de 254m².

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Superficie

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 254 m².

Article 2 : Loyer

Le montant du loyer révisé au 1^{er} janvier 2012 s'élevait à 133 430,62 €, soit 33 357,65 € par trimestre pour une superficie de 2118 m².

Suite à la vente des deux parcelles en septembre 2012, le montant du loyer pour le quatrième trimestre 2012 s'élève à 4000,40 € pour 254 m² (33 357,65 € x 254 m² : 2118 m²).

Pour l'année 2013, le montant du loyer s'élèvera à 16001,60 € que le preneur s'oblige à payer trimestriellement (soit 4000,40 €) et d'avance au Trésorier Principal Municipal.

A compter de 2014, ce loyer sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (l'indice de référence étant celui du 3^{ème} trimestre 2012 soit 1648).

Les autres articles sont sans changement.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE
L'Adjoint délégué

Le Président de Montpellier- Hérault SC SASP

Frédéric TSITSONIS

Louis NICOLLIN

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Energie Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2013 :

Organismes	Montants 2013
Agence Locale de l'énergie de Montpellier	1 650 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 075 €
Comité français pour l'environnement / Comité 21	3 500 €
EnergyCities	2 500 €
FNCCR – Fédération Nationales Collectivités Concédantes et Régies	5 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 17 225 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 928 ;

- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques - Autorisation de signer les marchés

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le service Energie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements et d'autre part d'améliorer le confort des usagers.

Pour l'année 2013, il est proposé les opérations suivantes inscrites au Budget primitif de la Ville :

- Lot 1. Groupe scolaire Dr Calmette (maternelle Agrippa d'Aubigné, élémentaire Dr Calmette) : Modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur du groupe scolaire. Modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
- Lot 2. Groupe scolaire Alain Savary (élémentaire Alain Savary) : Modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
- Lot 3. Grammont - Château : Modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur. Modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
- Lot 4. Travaux de télégestion dans divers bâtiments : Modernisation des armoires de commande et de télégestion des chaufferies qui permettent de réguler la température de chauffage, d'adapter le fonctionnement du chauffage à l'utilisation du bâtiment et de dépanner à distance.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 12 mars 2013 une consultation selon la procédure adaptée (articles 28 du code des marchés publics) pour ces marchés comportant 4 lots et sur la base des critères de sélection suivants:

- Valeur technique au vu du mémoire technique (60%),
- Prix des prestations (40%).

La Commission d'appel d'offres a désigné le 23 avril 2012 les entreprises suivantes :

- Lot 1 : Rénovation des chaufferies et réseaux de chauffage du groupe scolaire Dr Calmette : Entreprise Boisson pour un montant de 74 486,15 € HT (tranche ferme)
- Lot 2 : Rénovation des réseaux de chauffage du groupe scolaire Alain Savary
Entreprise Tempéria pour un montant de 35 000,00 € HT (tranche ferme)
- Lot 3 : Rénovation des chaufferies et réseaux de chauffage de Grammont château
Entreprise SNECC pour un montant de 109 482,58 € HT (tranche ferme, tranche conditionnelle 1)
- Lot 4 : Modernisation des armoires de commande et de régulation :
Entreprise Madaule pour un montant de 136 650,00 € HT (tranche ferme, tranches conditionnelles 1 et 2)

En conséquent, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 23 avril 2013 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Sherbrooke (Canada)

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit le développement de son action internationale à travers sa politique active de jumelage et de coopération. Elle est ainsi jumelée avec 10 villes à travers le monde, Louisville aux Etats-Unis, Chengdu en Chine, Heidelberg en Allemagne, Barcelone en Espagne, Fès au Maroc, Tlemcen en Algérie, Tibériade en Israël, Bethléem en Palestine, Kos en Grèce et Rio de Janeiro au Brésil. Les actions de coopération menées avec ces 10 villes couvrent l'ensemble des domaines de compétence de la Ville, du développement culturel à la préservation de la biodiversité, de l'éducation à la planification urbaine durable.

En 2006, la Ville de Montpellier a signé un accord d'amitié et de coopération avec Sherbrooke, la 6^{ème} ville du Québec au Canada. Surnommée la reine des cantons de l'Est, elle est le principal centre économique de la région de l'Estrie avec environ 150 000 habitants. L'objectif initial de cet accord était d'intensifier les échanges entre citoyens élus, administrations municipales et les institutions présentes dans les deux villes.

La proximité linguistique, culturelle et historique entre nos deux pays et villes a favorisé la mise en place de nombreux projets qui se sont, au fur et à mesure des années, multipliés dans divers domaines.

1. Au niveau universitaire, le partage d'expériences et de savoirs faire a pu être développé par des échanges entre les étudiants, les établissements supérieurs et centres de recherche des deux villes. Ainsi, on note aujourd'hui :

- L'existence d'un accord de coopération scientifique et technologique entre l'Ecole de Chimie de Montpellier et l'Université de Sherbrooke,

- La création d'un master conjoint en écologie-biodiversité entre l'UM2 et l'Université de Sherbrooke en 2011,

- Du 2 au 5 juin 2013, l'organisation d'un colloque à Sherbrooke sur les "Questions de pédagogie dans l'enseignement supérieur" organisé par l'Université de Sherbrooke, en collaboration avec le Centre d'étude et de développement pour l'innovation techno pédagogique (CEDIT) et le Centre d'études et de recherche en enseignement supérieur (CERES) (UM1);

- Les 27 et 28 juin 2013 se dérouleront à Montpellier, les rencontres universitaires Montpellier Sherbrooke qui accueilleront la Rectrice de l'Université de Sherbrooke et rassembleront une centaine d'universitaires des 3 universités de Montpellier et de Sherbrooke;

2. Dans le domaine de la citoyenneté, la participation des citoyens à la vie locale, l'attention prêtée aux aînés et leur cadre de vie sont des thèmes de travail communs aux deux villes.

3. La politique de santé en faveur du don d'organe est un thème d'échanges réciproques entre les acteurs des deux villes (Association Canadienne des Donneurs d'Organes (ACDO) et l'Association Française des Familles de Donneurs d'Organes (AFFDO)).

4. En matière de services aux citoyens et de développement socio-économique, l'organisation d'infrastructures municipales ainsi que des accords de coopération entre les entreprises de l'Agglomération de Montpellier et Sherbrooke ont vu le jour.

En septembre 2012, lors de la première édition du Festival UniCités auquel était présente une importante délégation de la ville de Sherbrooke, Monsieur Bernard SEVIGNY, Maire de Sherbrooke, et Mme le Maire de Montpellier ont pris acte de ces nouveaux échanges profitables aux citoyens de nos deux villes et ont exprimé la volonté de traduire ce dynamisme en transformant cet accord de coopération et d'amitié en accord de jumelage pour mieux refléter la diversité et la richesse des projets existants.

Par cet engagement, les deux villes ont la volonté de renforcer la dimension socio-culturelle notamment par la venue de spécialistes sur des thématiques Santé, en créant des séminaires de travail qui se dérouleront alternativement en France et au Québec tels que l'organisation d'un événement gourmand urbain et contemporain à Sherbrooke en mai 2014, et par l'accueil en 2015 du congrès France Québec. Elles souhaitent aussi développer des activités culturelles en faisant participer des artistes de Sherbrooke aux Estivales 2013 et au Festival Unicités chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe déléguée aux Relations Internationales à signer une convention de jumelage avec la Ville de Sherbrooke et à prendre tous les actes relatifs à cette opération;
- D'imputer les dépenses inhérentes à cette opération sur le budget des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Mandat spécial, présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, son accord d'amitié et l'adhésion à différentes réseaux de coopération décentralisée.

L'action Internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets ayant des impacts culturels et économiques pour la Ville de Montpellier, ses citoyens et acteurs locaux.

Mission à Sarajevo du 14 au 18 mai 2013:

La Ville de Montpellier œuvre actuellement, conjointement avec la Ville de Sarajevo, le secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et ICLEI (gouvernements locaux pour le Développement Durable) à la création d'un réseau de villes méditerranéennes impliquées dans des démarches locales de gestion de leur biodiversité dont la Ville de Montpellier est à l'initiative.

L'idée de la création d'un réseau MediverCities a vu le jour lors du premier atelier régional des gouvernements méditerranéens, à Montpellier, en janvier 2012. Ce réseau international rassemblera les gouvernements locaux du bassin méditerranéen afin de partager leur expérience en matière de gestion de la biodiversité locale. Il visera à améliorer la mise en œuvre des objectifs et recommandations de la CBD et permettra de renforcer le niveau de coopération régional.

Madame le Maire, présidente de ce nouveau réseau se rendra à Sarajevo du 14 au 18 mai prochain pour le deuxième atelier de travail. Cette conférence permettra de réunir les partenaires engagés dans la démarche MediverCities et marquera le lancement officiel du réseau.

Mission à Montréal du 20 au 24 Mai :

La Ville de Montréal accueillera la rencontre du comité consultatif des villes du partenariat mondial sur l'action locale et infranationale pour la biodiversité, en lien avec la convention sur la diversité biologique des Nations Unies (CDB). La Ville de Montpellier étant membre du comité consultatif, M. TOUCHON, Adjoint délégué à la biodiversité, y représentera le Maire. Cette rencontre s'articulera autour d'une journée internationale sur la biodiversité, le 22 mai, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité urbaine (2011-2020).

Mission à Fès du 5 au 9 juin :

La Ville de Fès organise du 5 au 9 juin 2013, la première édition du forum annuel « Carrefour des villes partenaires de Fès » CaFès ». Cette rencontre a pour objectif de dynamiser les jumelages de la ville de Fès et de renforcer la coopération avec ses partenaires sur des thèmes d'intérêt commun. La Ville de Montpellier fera une présentation sur le thème « patrimoine facteur de développement ». Madame Perla DANAN, adjointe déléguée aux Relations Internationales et Madame Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée au jumelage avec Fès représenteront la Ville lors de cet événement.

A cette occasion sera célébré le 10ème anniversaire de jumelage entre la ville de Montpellier et de Fès par des manifestations exceptionnelles.

La mission aura pour troisième objectif de finaliser le futur accord de jumelage entre le quartier Près d'Arènes et un quartier de Fès.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à Mme le Maire, M. TOUCHON, Adjoint délégué à la biodiversité, à Mme Perla DANAN, Adjointe déléguée aux Relations Internationales et à Mme Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée au jumelage avec Fès, un mandat spécial pour les missions à Sarajevo, à Montréal et à Fès;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire;
- D'autoriser Madame le Maire, M. TOUCHON, Mme DANAN et Mme BENOUEARGHA-JAFFIOL à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Action Internationale et jumelages Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Perla DANAN rapporte :

Dans le cadre de sa politique internationale, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à quelques réseaux ciblés de villes et associations de collectivités territoriales impliqués dans la coopération internationale avec d'autres gouvernements locaux. Le travail au sein de ces réseaux permet l'échange d'expertise et de bonnes pratiques, la mutualisation de projets et de moyens et la connaissance des actions menées par d'autres territoires vers les pays dans lesquels nous avons des partenaires locaux. Ces réseaux proposent aussi des formations ad hoc ouvertes aux élus et aux agents des collectivités adhérentes afin d'améliorer leur expertise et leur opérationnalité. Ils proposent également une veille sectorielle et joue un rôle de lobbying auprès du gouvernement en matière de politique d'action extérieure des collectivités locales dont la Ville bénéficie en retour.

Pour l'exercice 2013, il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AFCCRE- Association Française du Conseil des communes et régions d'Europe	10 054 €
920	6281	CUF- Cités Unies France	13 786 €

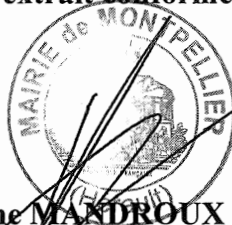
En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;

- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 23840€ sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920) ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013